

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

TRANSITION ET PROCESSUS DÉMOCRATIQUE AU
PARAGUAY, LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS UNE IMPASSE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
DAVID NAVILLE

JUILLET 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Avant propos

Ce travail aborde un pays qui nous tient à cœur, le Paraguay. L'arrivée tardive de sa transition et ses progrès modestes en termes démocratiques ne font pas de lui une « *success story* » parmi les pays d'Amérique Latine. Toutefois, les caractéristiques particulières du Paraguay rendent ce cas très intéressant dans le paysage des démocraties de la région. Avec une histoire chargée d'autoritarismes, le Paraguay entame un processus de construction démocratique en février 1989. Cette transition débute grâce à la volonté des militaires, acteurs principaux de la scène politique paraguayenne depuis la dictature stroessniste. Renforcé par plusieurs décennies d'alliance avec les militaires, le parti *colorado* réussira à rester au pouvoir jusqu'à présent. En effet, cette transition se poursuit depuis 1989 et continue sans alternance politique au pouvoir. Dans ce contexte, nous avons choisi d'aborder la société civile, son développement et son rôle dans le processus démocratique du pays. Par le biais des organisations les plus représentatives de cette société civile, nous souhaitons mettre en évidence les traits de cette transition, ses lacunes et ses défis. Mais le but détourné de ce travail est probablement de susciter un intérêt pour le Paraguay auprès d'autres chercheurs et étudiants. Toutefois, ce travail aurait été impossible sans l'aide et le soutien de plusieurs personnes, à commencer par mon maître de mémoire, Nancy Thede, que je remercie pour sa patience et ses commentaires pertinents. Je remercie aussi ma famille pour leur soutien et Virginie qui m'a épaulé tout au long de ces études. Un sincero agradecimiento para las personas que me ayudaron durante mi estadía en Paraguay, especialmente Carlos Gomez, Ricardo Brunelli y Elisabeth Ynsfran quienes hicieron que mi estadía fuera productiva y agradable. Agradezco también a las personas entrevistadas por su tiempo y ayuda durante mi trabajo de investigación.

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS.....	ii
RESUME.....	vi
INTRODUCTION.....	1
<i>Problématique et hypothèse du mémoire</i>	2
<i>Méthodologie utilisée</i>	5
<i>Cadre théorique</i>	8
<i>Transition</i>	9
<i>Démocratisation</i>	10
<i>Société civile</i>	11
CHAPITRE I L'ETUDE DE LA TRANSITION.....	14
1.1 <i>La Transitologie</i>	15
1.2 <i>Les études de la transition en Amérique Latine</i>	18
1.3 <i>Evolution du champ de la transitologie</i>	26
1.3.1 <i>Guider nos regards vers les éléments des transitions latino-américaines</i>	26
1.3.2 <i>Bref aperçu de la démocratie en Amérique Latine après deux décennies</i>	30
1.4 <i>Introduction à la consolidation et au débat sur la consolidation</i>	32
1.5 <i>Conclusion</i>	35
CHAPITRE II INTRODUCTION AU CAS DU PARAGUAY.....	38
2.1 <i>De l'Indépendance à la guerre du Chaco</i>	39
2.2 <i>De la guerre du Chaco à l'arrivée de Stroessner</i>	40
2.3 <i>Déclin et chute du régime</i>	43
2.4 <i>L'ère post-stroessniste</i>	47
2.5 <i>Des crises du Paraguay de la transition jusqu'à nos jours</i>	48
2.6 <i>Aperçu de l'économie paraguayenne</i>	50
2.7 <i>Le Paraguay et la transition</i>	52
2.8 <i>Défis de la transition du Paraguay</i>	55
2.9 <i>Les acteurs de la transition</i>	58
2.9.1 <i>Le parti colorado</i>	58
2.9.2 <i>Les militaires</i>	60
2.9.3 <i>L'opposition</i>	62
2.9.4 <i>La société civile</i>	64
2.10 <i>Conclusion</i>	65

CHAPITRE III	AUTORITARISME ET SOCIÉTÉ CIVILE AU PARAGUAY	67
3.1	<i>Le cas du Paraguay et « l'héritage » stroessniste</i>	68
3.2	<i>Le poids d'une « culture autoritaire »</i>	72
3.3	<i>L'émergence de la société civile paraguayenne</i>	75
3.4	<i>L'Eglise ranime la société civile et affronte le régime</i>	79
3.5	<i>L'ouverture d'un espace politique dès 1989</i>	82
3.6	<i>Développement de la société civile et les débats qui la traversent</i>	84
3.7	<i>Acteurs de la société civile paraguayenne</i>	86
3.7.1	Les mouvements paysans	86
3.7.2	Le mouvement ouvrier	90
3.7.3	Le mouvement des femmes	92
3.7.4	Les Organisations Non Gouvernementales (ONG)	94
3.7.5	Les médias	96
3.7.6	Autres mouvements	98
3.8	<i>Conclusion</i>	101
CHAPITRE IV	SOCIÉTÉ CIVILE, TRANSITION ET MOBILISATION CITOYENNE	103
4.1	<i>Le retour des militaires sur la scène politique</i>	104
4.2	<i>La défense de la démocratie</i>	105
4.3	<i>Le « marzo paraguayano »</i>	107
4.4	<i>Mobilisation citoyenne et sauvegarde des acquis démocratiques</i>	110
4.5	<i>Le rôle de la société civile paraguayenne dans la transition</i>	111
4.6	<i>La société civile paraguayenne face à ses défis</i>	114
4.6.1	Créer une « culture démocratique »	115
4.6.2	Le clientélisme	116
4.6.3	La corruption	118
4.7	<i>La société civile face à l'Etat paraguayen</i>	120
4.8	<i>Conclusion</i>	123
CONCLUSIONS FINALES		127
ANNEXES		134
BIBLIOGRAPHIE		137

Résumé

Le présent texte est un aperçu du processus démocratique du Paraguay depuis la perspective de la société civile et à partir de la fin des années 80. Le cadre théorique est celui des études de la transition et un bref rappel historique du pays en question est apporté pour mieux saisir les enjeux locaux de la démocratisation. L'hypothèse émise est celle d'une société civile faible malgré son fort développement et son incapacité à influencer l'Etat vers des changements nécessaires pour l'enracinement de la démocratie. L'analyse de la société civile paraguayenne permet de mettre en évidence un certain nombre d'éléments et de caractéristiques de cette démocratisation. En effet, le fait que la transition se soit effectuée sans une alternance politique au pouvoir et que le parti *colorado* soit ainsi demeuré à la direction du gouvernement après 35 ans de dictature, a permis de conserver des aspects « hérités » du régime dictatorial de Stroessner. Nous avons tenté de comprendre pourquoi la société civile ne réussit pas à influencer les gouvernements successifs pour qu'ils prennent des initiatives qui renforceraient la démocratie. Ainsi, nous nous sommes retrouvés face à un Etat opaque, défendu par une classe politique accrochée au pouvoir et déterminée à défendre des intérêts particuliers. Nos conclusions vont donc dans le sens de l'hypothèse émise, tout en précisant certaines nuances, car cette faiblesse de la société civile est relative face à l'imperméabilité de l'Etat. Par ailleurs, les mobilisations dont la société civile paraguayenne a été protagoniste lors des crises des années 90 ont montré un fort engagement en faveur des valeurs démocratiques et un signe clair pour un non retour vers l'autoritarisme.

Mots clé : Paraguay, transition, démocratisation, société civile, Etat.

Introduction

Problématique et hypothèse du mémoire

Enclavé dans le continent sud-américain, le Paraguay des dernières décennies a rarement fait la une des journaux internationaux. Pourtant, ce pays unique a de quoi sortir du lot et regroupe une série de caractéristiques particulières. En effet, au XIX^{ème} siècle le pays a survécu à une violente guerre contre trois pays voisins. Ensuite, il a écopé d'une des plus longues dictatures du XX^{ème} siècle. Enfin, dans un nouveau millénaire synonyme de multiples changements, il demeure gouverné depuis plus de 60 ans par le même parti politique dans une transition démocratique sans alternance. D'autres faits politiques attirent aussi notre attention, comme la candidature à la présidence d'un ex-général putschiste et maintenant celle d'un évêque, ou encore le fait que sa population fait usage de la langue *guaraní*. Malgré son exotisme, le Paraguay fait peu parler de lui, néanmoins, nous considérons qu'il constitue un terrain d'étude riche pour la recherche en science politique et que davantage d'ouvrages devraient lui être destinés.

Les nombreuses études des transitions d'Amérique Latine effectuées à partir de la fin des années 70 ont très peu abordé le cas du Paraguay. La transition paraguayenne amorcée en 1989 regroupe bon nombre des caractéristiques de celles de ses voisins, tout en gardant des éléments qui la distinguent et font d'elle un cas unique. En effet, l'avènement de la démocratie s'est fait dans ce pays après 35 années de dictature et une longue histoire de régimes autoritaires. Les liens et la proximité entre le parti *colorado* au pouvoir depuis 1947, les militaires et le gouvernement laissent présager un parcours de démocratisation des plus difficiles. À ce contexte s'ajoutaient d'autres facteurs et défis à relever pour la construction démocratique, tel que le démantèlement d'une culture autoritaire ou encore la lutte contre la corruption.

Comme de nombreux experts de la transition l'ont affirmé, la société civile (SC) peut jouer un rôle important dans tout processus démocratique. Nous envisageons ici le rôle d'une SC paraguayenne en faveur d'une démocratisation du pays. Dans ce sens, le parcours de la SC paraguayenne a été des plus intéressants. Les premières organisations de la SC naissent au début du XIX^{ème} siècle, mais elles sont confrontées à plusieurs gouvernements autoritaires. Suite à la répression qu'elle a endurée pendant les 35 ans de dictature stroessniste, la période

démocratique a représenté une ouverture sans précédents. En effet, la transition démocratique représente une entrée de la SC dans l'arène sociopolitique paraguayenne. Ainsi, la plupart des mouvements et organisations réprimés et cooptés pendant la dictature prendront un souffle nouveau et formeront une SC paraguayenne renforcée par de nombreuses organisations naissantes. Toutefois, cette ouverture reste partielle car l'Etat représente toujours un obstacle pour les activités et le développement de la SC. En effet, l'effervescence des premières années de transition sera rattrapée par une déception croissante envers la démocratie dans le pays. Les libertés de base sont respectées, des élections ont lieu selon un calendrier défini, mais la SC n'arrive pas à influencer l'Etat et à le pousser vers des changements structurels dont il a fortement besoin. La façade politique a changé depuis 1989, mais la structure et les fondations de la politique paraguayenne demeurent les mêmes depuis plusieurs décennies. La continuité du parti *colorado* au pouvoir et d'une classe politique défendant des intérêts particuliers constitue toujours un des obstacles principaux de cette transition.

Pendant les années 90, le Paraguay a traversé de fortes crises politiques pendant lesquelles la SC s'est clairement montrée en faveur de la démocratie. En effet, la SC paraguayenne s'est massivement mobilisée lors de ces crises et elle a collaboré au soutien d'une institutionnalité qui menaçait de s'effondrer. Si nous nous contentions d'analyser ces événements, il serait aisé de décrire cette SC comme un acteur fort de la transition et un élément clé pour le non-retour des militaires au pouvoir. En effet, ces moments forts nous montrent une certaine détermination de la SC et un engagement en faveur des valeurs démocratiques. Toutefois, ces moments où la SC s'est massivement rassemblée ont été ponctuels et n'ont pas eu de suite. Ainsi, bien que l'apport de la SC pour la continuité du régime démocratique soit un résultat très encourageant, le produit de ses actions reste maigre en termes d'avancement du processus de démocratisation.

Comme pour la plupart des pays latino-américains, le défi de la démocratie paraguayenne aujourd'hui est celui d'un approfondissement de la démocratie auprès des citoyens. En effet, une structure dite démocratique a été mise en place, mais ce processus ne s'achève pas avec l'instauration d'élections libres et transparentes, ni avec le respect des droits fondamentaux. Encore faut-il que les citoyens adhèrent aux valeurs démocratiques, tout

en voyant les piètres progrès économiques qui ont été réalisés depuis 1989. Bien qu'une majorité de Paraguayens préfère la démocratie plutôt que la dictature, nombreux sont ceux qui doutent des capacités du modèle démocratique à élever leur niveau de vie. Dans ce contexte, nous considérons que les organisations de la SC ont un rôle clé à jouer pour que les citoyens continuent à croire en la démocratie et deviennent eux-mêmes ses promoteurs. Enfin, aux vues de l'histoire récente et de « l'héritage » du régime antérieur, de nombreux défis se dressent encore face au Paraguay et continuent à ralentir son affermissement démocratique.

La SC paraguayenne est active, grande (en termes de variété et de quantité d'organisations et de mouvements), et elle n'a pas tardé à occuper l'espace politique qui s'est ouvert à partir de la transition (1989). Du point de vue des théories de la transition, elle a un rôle important à jouer en termes d'institutionnalisation de la démocratie. Dans le contexte paraguayen, toutes les libertés nécessaires pour que cette SC se développe et occupe sa place semblent être réunies depuis 1989. Néanmoins, dans un contexte où son action est déterminante pour le renforcement du processus démocratique, l'hypothèse que nous formulons débute en affirmant que la SC paraguayenne demeure faible. En fait, pendant les crises politiques des années 90, les fortes mobilisations de la SC et leur détermination à défendre la démocratie nous poussent à percevoir l'engagement de la SC en faveur des valeurs démocratiques. Toutefois, nous considérons que ces moments ont été des réactions sporadiques et non l'aboutissement d'un travail dans la durée. La SC n'a pas réussi à rassembler les acteurs clé pour travailler d'un commun accord tout au long de la démocratisation et ainsi rassembler des forces dans le but d'influencer l'Etat vers des réformes urgentes. Dans ce sens, nous identifions l'Etat comme un des acteurs principaux qui empêchent la SC de jouer un rôle d'importance dans le processus démocratique. Autrement dit, si sous Stroessner il s'agissait d'une « société malgré l'Etat » (*sociedad a pesar del Estado*), aujourd'hui nous avons une « société civile impuissante face à l'Etat ».

Ainsi, notre objectif sera de cerner le parcours et le processus de structuration de la SC depuis la fin du régime stroessniste et d'analyser son rôle dans la tentative de construction d'une ouverture démocratique durable au Paraguay. Ceci nous permettra d'avoir une vision

du processus démocratique depuis le point de vue de la SC. Nous soulignerons ainsi que l'Etat s'est bel et bien démocratisé, mais tout en conservant des éléments qui affaiblissent la démocratie et empêchent la SC d'apporter des changements. En fait, l'obstruction faite envers la SC n'est qu'un des aspects qui pourraient justifier cette assertion. D'autres éléments qui vont dans cette même direction sont : la non alternance politique après le coup d'état ; la continuation du fonctionnement de l'appareil clientéliste et prébendier du parti au pouvoir depuis déjà 60 ans ; la présence des militaires sur la scène politique et ; des partis d'opposition faibles dans une dynamique politique obsolète. Enfin, le cas du Paraguay réunit toutes les caractéristiques et les défis des processus démocratiques de la région, seulement, ces lacunes semblent être exacerbées dans le processus paraguayen. En effet, les traces laissées par le régime autoritaire de Stroessner se sont fortement imprégnées et perturbent la démocratisation du pays.

Méthodologie utilisée

Dans un premier temps, diverses pistes d'analyse se sont orientées vers les caractéristiques du régime stroessniste et son influence dans le développement de la SC. Ainsi, nous nous sommes intéressé aux premières organisations sociales ayant exprimé certaines revendications face à la dictature et au développement de ces organisations lors de la chute du régime. Par la suite, nous avons analysé le développement des organisations de la société civile (OSC) dans le processus démocratique naissant du Paraguay. Dans ce contexte, nous avons observé les éléments qui limitent le rôle de la SC paraguayenne dans l'espace politique qui lui est attribué. Ainsi, nous avons abordé des éléments « hérités » du régime antérieur qui sont imprégnés dans la société politique, l'Etat et la culture paraguayenne. Ce sont des éléments qui freinent l'expansion de la SC et retardent le processus de démocratisation dans le pays. Le décalage entre l'évolution de la société politique et l'évolution des autres secteurs de la SC a été un des fils conducteurs de notre étude.

La collecte des ressources bibliographiques et d'informations pour mener à bien ce travail aura certainement été un des plus grands défis. En effet, les ressources bibliographiques disponibles depuis l'étranger sont limitées et les experts sur le Paraguay sont d'autant plus rares. La recherche de terrain effectuée avait pour premier but d'enrichir la

bibliographie avec des ouvrages produits par des auteurs paraguayens, mais encore ici cette recherche d'informations s'est avérée difficile. C'est essentiellement grâce aux bibliothèques mises à disposition par certaines ONG locales et aux ouvrages empruntés à des personnes interviewées que nous avons réussi à rassembler un certain nombre de documents. Ce manque de ressources bibliographiques apportait aussi une autre difficulté, celle de réussir à approfondir certains sujets que nous traitons dans ce travail. C'est dans l'optique de résoudre ce problème que nous avons envisagé des entretiens avec des acteurs de la SC paraguayenne. Seulement, nous nous sommes rapidement rendu compte que pour élaborer une carte précise de l'évolution des OSC depuis la transition, nous aurions besoin d'une étude de terrain vaste qui dépassait largement le temps qui nous était imparti. Toutefois, nous avons réalisé plusieurs entretiens dans le but d'avoir une meilleure perception de la réalité du terrain et ainsi enrichir les conclusions tirées de notre travail bibliographique. Par ailleurs, un autre défi était celui de traiter un sujet qui n'est pas très connu. En effet, le Paraguay, sa situation sociopolitique, économique et même parfois géographique ne sont pas des éléments habituels. Nous avons donc inséré des informations concernant le contexte dans lequel se développe cette transition, dans le but d'avoir une vue d'ensemble du pays que nous étudions.

Les ressources à disposition sont limitées et ne permettent pas de se faire une idée claire et concise du cheminement de la SC paraguayenne depuis la dictature stroessniste. Ainsi, nous avons consulté une partie de la bibliographie dans le but d'obtenir un maximum d'informations à propos du parcours des principales organisations de cette SC. Dans l'optique d'éclaircir autour de quels enjeux la SC paraguayenne s'est organisée et quels sont les débats qui la traversent nous avons aussi opté pour des entretiens. Enfin, à partir de notre hypothèse nous avons surtout analysé les principaux acteurs de la transition et leurs interactions dans l'espace politique. D'une part, nous tentons d'élucider le rôle de la SC paraguayenne dans le processus de démocratisation, c'est-à-dire les moyens à travers lesquels elle influence la transition, d'autre part, nous souhaitons analyser la place que la SC occupe dans un espace politique, pour ainsi dire accaparé par l'Etat et les partis politiques.

Les sources consultées sont variées, nous avons d'abord consulté les ouvrages et articles disponibles depuis l'étranger. La sélection de ces derniers s'est fait fondamentalement

sur la pertinence du sujet traité car il existe très peu d'ouvrages ou articles traitant le processus démocratique ou encore la SC au Paraguay. Nous pouvons donc dire qu'il n'y a pas eu un tri effectué, tous les écrits traitant le sujet ont été consultés. D'autres ouvrages et articles ont été disponibles grâce à la recherche de terrain, les publications paraguayennes étant aussi peu nombreuses, nous avons consulté l'ensemble des ressources touchant notre sujet, autant académiques que journalistiques et la production littéraire venant des OSC elles-mêmes.

Les entretiens ont été effectués lors d'une recherche de terrain de 6 semaines (mai-juin 2007). Dans ce cadre, nous avons procédé au choix des personnes à partir de deux niveaux. Premièrement, nous avons consulté des experts sur le processus démocratique et la SC du Paraguay (professeurs, chercheurs, experts locaux), ceci dans le but d'avoir une vision globale et un regard théorique sur la question. Deuxièmement, nous sommes entré en contact avec certains acteurs de la SC, des dirigeants du mouvement paysan, du mouvement des femmes, les médias et les ONGs. Ces contacts, même s'ils n'ont pas englobé la totalité des acteurs de cette vaste SC, ont permis une meilleure compréhension des moyens concrets à disposition pour investir l'espace politique et l'influencer.¹ Le contenu des entretiens était essentiellement orienté vers une meilleure compréhension de la SC à partir de la fin des années 80 et le parcours engagé dès le début de la transition en 1989. Les sujets différaient selon les catégories d'interlocuteurs. Lorsque ces derniers étaient des chercheurs ou des experts sur notre sujet, les questions allaient dans le sens d'un exposé de l'évolution de la SC paraguayenne et son incidence dans le processus de démocratisation. Ainsi, les questions cherchent à comprendre l'évolution de cette SC, ses caractéristiques et ses acteurs principaux, les débats qui la traversent tout au long de la transition et ses perspectives d'avenir. Les sujets abordés avec nos interlocuteurs allaient de la progression de la SC depuis l'ouverture démocratique, jusqu'à son rôle face au gouvernement actuel, en passant par « l'héritage » strossniste, les caractéristiques de ses acteurs principaux (mouvement paysan, ONG,

¹ Cette étude exploratoire, dans les limites d'un mémoire de maîtrise, ne nous a pas permis de mener une recherche profonde englobant la totalité des acteurs de la société civile. Pour apporter davantage d'éléments et de précisions, nous estimons que cette recherche de terrain devrait se dérouler pendant environ 12 mois et ainsi atteindre l'ensemble de cette société civile. Bien que dans le contexte de ce travail nous n'ayons pas effectué une recherche de terrain d'une telle ampleur, nous n'excluons pas la possibilité de la réaliser pour approfondir ce sujet dans le cadre d'un travail doctoral.

syndicalisme, médias et autres), les réussites et les échecs de certains mouvements, ainsi que les divers défis venant des caractéristiques de la société paraguayenne. Dans le cas des entretiens s'adressant à des acteurs de la SC paraguayenne, le but a été avant tout d'obtenir des informations sur leurs actions et les moyens d'action dont ils disposent pour déployer leurs stratégies. Ainsi, les questions adressées abordent le parcours du mouvement ou organisation en question avec ses moments importants, l'opposition ou le soutien rencontrés de la part des gouvernements successifs, les relations avec d'autres acteurs de la SC et les visions d'avenir. Avec ces interlocuteurs, les sujets abordés ont d'une part tourné sur leurs actions dans l'optique d'influencer des politiques publiques ou exercer une pression auprès du gouvernement et, d'autre part, sur leur perception de la situation politique actuelle et les possibilités d'un éventuel changement.

Les journaux locaux ont aussi été dépouillés, surtout pour enrichir les recherches avec des éléments d'actualité tout comme pour analyser le rôle de la presse écrite dans la SC. Nous concentrons notre intérêt sur les deux journaux ayant des tirages plus importants : *ABC Color* et *Ultima Hora*. Le premier, sous la houlette d'un riche homme d'affaires était un des journaux principaux de contestation durant la période stroessniste. Aujourd'hui, le propriétaire, ainsi que la tendance politique du journal, penchent en faveur de l'ex-général Oviedo. Le deuxième, aussi présent et actif sous la dictature, est de nos jours un des rares médias paraguayens qui peut afficher son indépendance face aux divers courants politiques. Par ailleurs, en plus des entretiens prévus dans diverses OSC, nous avons consulté leur propre documentation afin de mieux connaître les actions, objectifs et approches de ces organisations. Nous avons visé principalement les organisations paysannes, le mouvement des femmes, les défenseurs des droits de l'Homme et les ONG locales, cette sélection est faite en fonction de l'importance de ces organisations dans l'ensemble des OSC.

Cadre théorique

C'est sur la base des théories de la démocratie et les études de la transitologie que reposera le cadre d'analyse du mémoire. C'est aussi à partir de cette littérature enrichie par les multiples débats sur la théorisation de la transition que nous pouvons définir clairement

les concepts qui seront présents tout au long du mémoire. Trois concepts nous semblent incontournables : transition, démocratisation et société civile.

Transition

Le concept de transition est un des concepts clé dans le sujet étudié. Nous garderons la définition de la transition établie par O'Donnell et all., à savoir :

What we refer as the « transition » is the interval between one political regime and another. [...] Transitions are delimited, on the one side, by the launching of the process of dissolution of an authoritarian regime and, on the other, by the installation of some form of democracy, the return to some form of authoritarian rule, or the emergence of a revolutionary alternative. It is characteristic of the transition that during it the rules of the political game are not defined. [...]²

Ainsi, nous nous limiterons à une définition relativement large du concept de transition impliquant surtout le caractère de « passage » d'un régime politique vers un autre. Dans le cas du Paraguay, cette transition se fait à partir de la chute du régime de Stroessner et l'arrivée d'un nouveau régime démocratique pour se poursuivre lors des gouvernements assumés par des présidents civils.

En même temps que la transition fait son chemin, des éléments vont affermir le caractère démocratique du nouveau gouvernement. Ainsi, un processus de consolidation du régime se fait parallèlement. Plusieurs analystes de la transition ont tenté de définir la consolidation et de positionner ce sujet d'étude à côté de la transitologie. En effet, Linz et Stepan attribuent une fin à la transition, moment où un processus de consolidation se mettrait en route :

A democratic transition is complete when sufficient agreement has been reached about political procedures to produce an elected government, when a government comes to power that is the direct result of a free and popular vote, when this government *de facto* has the authority to generate new policies, and when the

² O'DONNELL, Guillermo ; SCHMITTER, Philippe C. and WHITEHEAD, Laurence. *Transitions from Authoritarian Rule : Prospects for Democracy*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986. Part IV, p. 6.

executive, legislative and judicial power generated by the new democracy does not have to share power with other bodies *de jure*.³

Sans entrer ici dans les détails des débats sur la consolidologie, nous voulons avant tout clarifier que le concept de consolidation sera emprunté dans un sens étymologique. En effet, nous nous y référerons pour caractériser les éléments affermissant le caractère démocratique du régime mais non comme un processus menant vers une « démocratie consolidée ». A ce propos, O'Donnell rappelait qu'il n'existe pas un consensus dans la littérature sur la démocratisation à propos de la nature et la raison d'être du concept de consolidation. A ceci il soulevait le danger inhérent à la conjonction de deux termes aussi polysémiques que ceux de démocratie et consolidation.⁴

Démocratisation

Nous nous référons au concept de démocratisation en nous basant sur le principe de citoyenneté et son implication en termes de droits et obligations pour l'être humain. Ainsi, nous prenons comme base pour l'étude du sujet du mémoire, la définition élaborée par O'Donnell et all. :

Democratization, thus, refers to the process whereby the rules and procedures of citizenship are either applied to political institutions previously governed by other principles (e.g., coercive control, social tradition, expert judgment, or administrative practice), or expanded to include persons not previously enjoying such rights and obligations (e.g., nontaxpayers, illiterates, women, youth, ethnic minorities, foreign residents), or extended to cover issues and institutions not previously subject to citizen participation (e.g., state agencies, military establishments, partisan organizations, interest associations, productive enterprises, educational institutions, etc.).⁵

Le cas du Paraguay réunit plusieurs éléments évoqués par la définition ci-dessus. En effet, la chute du régime autoritaire et le commencement d'une transition a amené une ouverture politique importante pour le pays. Par ailleurs, nous faisons aussi référence au concept de

³ LINZ, Juan J. and STEPAN, Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, p. 3.

⁴ O'DONNELL, Guillermo. « Illusions About Consolidation » In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 2, April 1996, p.34-51 et « Illusions and Conceptual Flaws » In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 4, October 1996, p.160-168.

⁵ O'DONNELL; SCHMITTER and WHITEHEAD. *Op. cit.* Part IV, p. 8.

démocratisation dans le sens qu'emploie le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement sous la direction intellectuelle d'O'Donnell.⁶ C'est-à-dire, dans le sens d'une réflexion de la démocratisation en plaçant la citoyenneté au cœur du développement démocratique. Dans ce contexte, la démocratisation latino-américaine, limitée au stade des processus électoraux et des libertés de base, se voit confrontée au défi d'étendre cette démocratie aux niveaux civique et social de la citoyenneté.

Société civile

Nous avons porté notre attention vers les débats autour du concept de société civile et particulièrement ceux opposant d'une part la vision dominante libérale individualiste ou Lockienne et, d'autre part, celle inspirée par Montesquieu privilégiant une perspective collectiviste. Néanmoins, malgré l'intérêt et la richesse suscités par ce débat, ainsi que d'autres, dont le point de vue de Gramsci, nous adoptons une définition du concept de SC qui nous semble se prêter de façon adéquate au cas du Paraguay, sans pour autant plonger dans la complexité des discussions sur le sujet. Nous souhaitons commencer l'esquisse de cette définition avec celle apportée par Oxhorn à partir d'une perspective collectiviste de la SC :

Civil society is defined here as 'the social fabric formed by a multiplicity of self-constituted territorially and functionally based units [excluding families and business firms] which peacefully coexist and collectively *resist subordination* to the state, at the same time that they *demand inclusion* into national political structures'⁷

La perspective de Oxhorn nous intéresse pour deux raisons. Premièrement, le rapport entre la SC et l'Etat est en partie illustré par la résistance à la subordination. Dans le cas du Paraguay, la dynamique de cette relation va dans ce sens et même peut-être plus loin, c'est-à-dire que la SC subit cette subordination malgré son désir de résistance. Deuxièmement, le point de vue collectiviste nous donne un aperçu de l'augmentation de l'importance sociopolitique d'un ensemble d'acteurs sociaux qui prennent ainsi une place dans les structures politiques. Au

⁶ Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. *La democracia en América Latina : hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*. Buenos Aires : Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, 2004.

⁷ OXHORN, Philip. « Conceptualizing Civil Society from the Bottom Up : A Political Economy Perspective » In Richard Feinberg, Carlos H. Waisman and Leon Zamosc, eds. *Civil Society and Democracy in Latin America*. Palgrave Macmillan. 2006, p. 59-84. L'auteur fait référence à l'article suivant : Oxhorn, Philip. « From Controlled Inclusion to Coerced Marginalization : The Struggle for Civil Society in Latin America » In J. Hall (ed.) *Civil Society : Theory, History and Comparison*. Cambridge : Polity Press, 1995. Emphase dans l'original.

Paraguay, la SC a occupé un espace ouvert depuis la transition mais n'a pas réussi à investir les structures politiques. Ainsi, nous souhaitons soulever les dangers perçus par plusieurs experts paraguayens face à cette perspective collectiviste. En effet, ces derniers craignent que le modèle collectiviste, présent dans les structures sociales et nécessaires pour leur survie, ne se reproduise lorsqu'il atteint les structures politiques. Dans un tel contexte, le modèle collectiviste au Paraguay serait nocif aux structures politiques car il profiterait uniquement à un cercle fermé dans une logique de privilèges confondant biens publics et privés.

Dans le but de préciser davantage le concept en question, nous pouvons ajouter la définition élaborée par Diamond dans un article consacré à la consolidation démocratique :

Civil society is [...] the *realm of organized social life that is voluntary, self-generating, (largely) self-supporting, autonomous from the state, and bound by a legal order or set of rules*. It is distinct from 'society' in general in that it involves citizens *acting collectively in a public sphere* [...] Civil society is an intermediary entity, standing between the private sphere and the state. Thus it excludes individual and family life, inward-looking group activity [...], the profit-making enterprise of individual business firms, and political efforts to take control of the state. [...]ivil society not only restricts state power but legitimates state authority when that authority is based on the rule of law.⁸

Ces définitions laissent de côté aussi les vastes débats sur ce que 'contient' la SC ainsi que, si oui ou non, le concept se prête à une analyse de contextes de systèmes politiques de démocratie récente. Nous considérons que l'état de développement économique et politique du Paraguay justifie ce choix. Sur la base de ces deux définitions, nous pourrions donc décrire et analyser la SC paraguayenne. Lorsque nous parlerons de cette SC, notre traitement exclura les partis politiques du pays, car ces derniers ont évolué différemment des acteurs de la SC paraguayenne. En effet, ces partis auraient eu beaucoup de difficultés à sortir d'un cadre « hérité » du stroessnisme et s'adapter au nouveau contexte démocratique. Par ailleurs, tout comme l'Etat, ils constituent un obstacle pour la SC paraguayenne plus qu'une aide. Enfin, dans notre traitement de la SC nous privilégions les acteurs avec une base sociale ayant une plus forte incidence, ou un potentiel d'incidence, sur le processus de

⁸ DIAMOND, Larry. « Toward Democratic Consolidation » In L. Diamond and M. F. Plattner (ed.) *The Global Resurgence of Democracy*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, p. 226. Emphase dans l'original.

démocratisation. Ce choix nous pousse à écarter par exemple les organisations écologistes, les coopératives, les clubs sociaux et les associations sportives et de loisirs.

Dans le premier chapitre de ce travail, nous commençons par approfondir les bases théoriques sur lesquelles nous nous appuyons, à savoir les études de la transition. En faisant référence aux domaines de la transitologie et la consolidologie, nous nous tournerons vers les études et les auteurs ayant visé les cas d'Amérique Latine. Le deuxième chapitre nous permet d'éclaircir le contexte de notre problématique à travers un bref aperçu de l'histoire paraguayenne. Par la même occasion nous pourrons identifier les acteurs clé de cette transition vers la démocratie. Lors du troisième chapitre nous touchons davantage aux éléments inhérents à la SC et à son développement. En suivant l'évolution et les acteurs de cette SC nous pourrons percevoir des éléments particuliers de la transition paraguayenne. Enfin, avant de tenter certaines conclusions, le quatrième chapitre aborde l'impact de la SC paraguayenne dans la transition et les défis qu'elle doit surmonter. Mis à part le soutien manifesté lors des crises des années 1990, ce dernier chapitre fait surtout référence au fait que l'Etat, sous le contrôle du parti *colorado*, est devenu un véritable obstacle à l'avancement du processus de démocratisation dans le pays.

CHAPITRE I *L'étude de la transition*

1.1 La Transitologie

Il n'est pas aisé de définir un point de départ pour cette étude de la transitologie, car beaucoup de travaux pouvant être reliés au domaine ont été réalisés depuis bien des années. En effet, nous pourrions remonter jusqu'à des auteurs tels que Machiavel, ce dernier étant considéré comme le père fondateur de la transitologie par Schmitter et Karl⁹. Ces derniers le définissent ainsi car c'est Machiavel qui aurait introduit le principe le plus important de la transitologie, l'incertitude :

There is nothing more difficult to execute, nor more dubious of success, nor more dangerous to administer than to introduce a new system of things: for he who introduces it has all those who profit from the old system as his enemies and he has only lukewarm allies in all those might profit from the system.

Niccolo Machiavelli,
The Prince, VI.

Bien que de nombreux apports intellectuels puissent être ajoutés à cette étude, nous nous concentrerons donc sur des travaux écrits à partir de la fin des années soixante et abordant principalement notre problématique depuis un positionnement géographique touchant l'Amérique Latine. Ce choix correspond avec l'entrée de ce que Larsen¹⁰ appelle l'« *actor school* » parmi les écoles sur la théorie de la démocratie. C'est en effet cette école qui, selon Larsen, donnera naissance à ce qu'aujourd'hui nous appelons transitologie. Notons par ailleurs que ce chapitre ne prétend pas englober la littérature pour la période et la région données de façon exhaustive, mais plutôt apporter une meilleure compréhension théorique du sujet étudié en abordant des écrits jugés pertinents pour le cas du Paraguay.

Nous commencerons donc avec des auteurs tels que Robert Dahl et Dankward Rustow. Bien que ces derniers n'adressent pas la problématique de l'avènement démocratique depuis une perspective latino-américaine, tous les deux constituent des auteurs clés dans la genèse de la transitologie.

⁹ SCHMITTER, Philippe C. Karl, Terry Lynn. "The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far to the East Should They Attempt to Go?" In *Slavic Review*, Vol. 53, no. 1, (spring 1994) p. 173-185.

¹⁰ LARSEN, Stein U. *The Challenges of Theories on Democracy : Elaborations Over New Trends in Transitology*. New York: Columbia University Press, 2000, p. 447-455.

Premièrement, Dahl analyse dans « *Polyarchy* »¹¹ à quel point les choix des politiciens déterminent l'évolution du régime. Cette « polyarchie » est un régime à deux dimensions : une première dimension de contestation (*permissible opposition, public competition*) et une autre de participation (ou *inclusiveness, right to participate in public contestation*). Ainsi, un régime n'ayant aucune des deux dimensions sera une « hégémonie fermée » ; alors qu'un régime libéralisé mais non participatif sera considéré comme une « oligarchie compétitive » ; enfin un régime participatif mais non libéralisé sera une « hégémonie participative ».¹² Mais plus important encore, cette typologie permet à Dahl d'envisager trois chemins menant vers la démocratie : (1) un chemin passant en premier par une libéralisation suivie par la participation ; (2) un chemin passant d'abord par la participation et ensuite par la libéralisation et ; (3) un troisième chemin passant par une révolution où les étapes de libéralisation et de participation arriveraient simultanément. Le premier cheminement décrit par Dahl serait le plus commun, le moins dangereux et probablement le plus durable parmi les trois possibilités.¹³

Toujours dans « *Polyarchy* », l'auteur identifie et décrit sept conditions pour une transition d'un « régime hégémonique fermé » vers une « polyarchie » : (1) *historical sequences* ; (2) *concentration of socioeconomic order* ; (3) *level of development* ; (4) *level of inequality* ; (5) *political cleavages* ; (6) *beliefs of political activists* ; (7) *foreign control*.¹⁴ Ces différentes conditions sont approfondies par l'auteur tout au long de son ouvrage, nous nous contenterons de les citer ici, mais il est important de remarquer que la plupart des éléments soulevés par Dahl reviennent encore aujourd'hui dans les travaux sur la transition démocratique, notamment sa conception de la démocratie politique. En effet, les résultats découlant d'une transition vers une « polyarchie »¹⁵ sont jusqu'à présent des sujets d'étude afin de déterminer le type de régime ou l'avancement de la transition dans certains pays.

¹¹ DAHL, Robert. *Polyarchy: Participation and Opposition*. New Haven: Yale Univ. Press, 1971. p. 1-227.

¹² *Ibid.* p. 4-7.

¹³ *Ibid.* p. 15.

¹⁴ *Ibid.* p. 38-160.

¹⁵ Selon Dahl, ces résultats se manifestent dans plusieurs domaines : (i) *liberal freedoms* ; (ii) *composition of parliaments and political leadership more representative of various socioeconomic*

Dans son article intitulé « Transitions to Democracy : Toward a Dynamic Model » Dankwart Rustow aborde la question suivante : quelles sont les conditions nécessaires pour qu'une démocratie soit possible et sous quelles conditions ces démocraties peuvent-elles fleurir ?¹⁶ L'auteur développera donc un modèle à travers lequel il souhaite répondre à sa question principale. Ce modèle sera composé de quatre phases : (1) *Background conditions*, ou essentiellement le besoin d'une unité nationale ; (2) *Preparatory phase*, caractérisée par les conflits sociaux et les luttes politiques ; (3) *Decision phase*, dans laquelle s'effectue une adoption et un choix pour les règles démocratiques ; (4) *Habituation phase*, faisant référence au processus de « digestion » des décisions et des règles adoptées. Rustow base son modèle sur une méthodologie spécifique privilégiant la recherche d'explications causales. Néanmoins, il rappelle que les transitions démocratiques ne sont pas des processus uniformes, mais, au contraire, qu'une grande variété d'éléments politiques et des conflits sociaux peuvent être combinés avec la démocratie. Dans ce même contexte, l'auteur souligne le fait que la démocratie est un sujet lié plus à la procédure qu'à la substance. Cette dernière affirmation implique aussi qu'il existe divers chemins conduisant à la démocratie.¹⁷ Ces travaux de Rustow ont été à la base d'une longue série d'écrits faisant allusion aux « pré-requis »¹⁸ pour un passage vers la démocratie.

strata ; (iii) groups whose support politicians need can participate more easily ; (iv) more preferences represented in policy making ; (v) government less likely to engage in systematic violence against its citizens ; (vi) changes in the attitudes, culture and personalities of the leadership. However, polyarchies are no more considerate than other regimes toward people who are effectively excluded from the rights of citizens. Ibid. p. 20-30.

¹⁶ RUSTOW, Dankwart A. « Transitions to Democracy : Toward a Dynamic Model » In *Comparative Politics*, Vol. 2, no. 3, (avril 1970) p. 337-363.

¹⁷ *Loc. cit.* p. 345

¹⁸ Concernant les conditions ou pré-conditions pour qu'une démocratie puisse avoir lieu, voir les travaux de Seymour Martin Lipset et Barrington Moore. MOORE, Barrington. *Social Origins of Dictatorship and Democracy*. Harmondsworth : The Penguin Press, 1967. Et LIPSET, Seymour Martin. « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy » In *The American Political Science Review*, Vol. 53, No. 1. (Mars 1959) p. 69-105. Ces derniers, en abordant les conditions socio-économiques pour une démocratie dans le contexte de la modernisation, ont exercé une forte influence mais ont aussi reçu des critiques à l'égard de leurs conclusions. A ce sujet voir par exemple : FEMIA, Joseph V. « Barrington Moore and the Preconditions for Democracy » In *British Journal of Political Science*, Vol. 2, No. 1 (janvier 1972) p. 21-46.

Tant Dahl que Rustow auront fortement inspiré et influencé les auteurs du domaine de la transitologie qui les ont suivis. Leurs approches respectives demeurent intéressantes même si elles utilisent des cadres de référence empirique précédant la troisième vague de démocratisation qui nous intéresse plus particulièrement. En effet, de nombreux auteurs feront référence à leurs travaux car ils constituent des pionniers dans la tentative de rendre plus aisée la compréhension du complexe phénomène de la transition démocratique. Par ailleurs, plusieurs de leurs concepts ont été repris et ont servi à l'ouverture de nouvelles pistes de recherche dans le domaine.

1.2 Les études de la transition en Amérique Latine

*Transitions from Authoritarian Rule : Prospects for Democracy*¹⁹ et ses quatre volumes est le travail qui nous permet d'introduire la problématique de la transition dans le contexte latino-américain. Il est aussi un ouvrage clé de cette partie du chapitre car il constitue une des références principales de la réflexion sur la transitologie. Rédigé sous la direction d'O'Donnell, Schmitter et Whitehead, ce livre regroupe de nombreuses études de cas sur des pays d'Europe du sud et d'Amérique Latine ainsi que des réflexions sur la transitologie. Par ailleurs, l'importance de cet ouvrage est aussi due à la forte influence qu'il a eu sur la discipline tout comme la vision apportée sur les processus allant d'un régime autoritaire vers la transition.

Dans son introduction au deuxième volume dédié à l'Amérique Latine, O'Donnell rappelle la grande hétérogénéité existante entre les pays d'Amérique Latine en comparaison aux pays européens. En effet, plusieurs types de régimes autoritaires sont identifiés par l'auteur dans le paysage latino-américain : le régime « traditionnel » caractérisé par un fort « patrimonialisme »²⁰ et dans certains cas par des traits de « sultanisme », c'est le cas du Nicaragua sous Somoza, Batista à Cuba ou encore du Paraguay sous Stroessner. Le régime « populiste » est une autre sorte d'autoritarisme où le rôle principal est joué par des

¹⁹ O'DONNELL, Guillermo ; SCHMITTER, Philippe C. and WHITEHEAD, Laurence. *Transitions from Authoritarian Rule : Prospects for Democracy*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986.

²⁰ Patrimonialisme utilisé ici par l'auteur au sens de Max Weber, c'est-à-dire un type de domination traditionnelle se basant sur l'absence de différenciation entre le public et le privé.

mouvements politiques civils ayant une direction fortement influencée par la personnalité des leaders. C'est le cas du Pérou mais avec la différence que les forces armées péruviennes ont tout de même joué un rôle important en comparaison aux autres cas de régimes « populistes » de la région. Des régimes de type « bureaucratique-autoritaire »²¹ ont été mis en place en Argentine, au Chili et en Uruguay. En effet, tous les pays ne rentrent pas dans la catégorie d'état « bureaucratique-autoritaire » avant d'entamer leur transition. Le Brésil est également considéré dans cette catégorie mais se détache des autres cas par son développement malgré une forte crise socioéconomique. Néanmoins, la faiblesse de l'organisation politique du secteur populaire brésilien est un des facteurs qui explique la prépondérance et le contrôle exercé par le régime dans la transition, une des plus longues. Des cas combinant plusieurs de ces régimes sont également possibles, tel est l'exemple de la Bolivie ayant composé avec des éléments des trois types de régime décrits. La Colombie et le Venezuela sont aussi des cas combinant « populisme » et « traditionalisme ». Enfin, le cas du Mexique constitue un type en soi se distinguant d'un régime « bureaucratique-autoritaire » par une forte institutionnalisation, une plus forte longévité présidentielle et un rôle mineur des forces armées.²²

Ce volet sur l'Amérique Latine se concentre sur les cas de transition non révolutionnaire à partir d'un régime autoritaire, ce qui exclue des processus tels que ceux encourus au Nicaragua ou à Cuba. En d'autres mots, les auteurs privilégient l'analyse des transitions à partir de régimes de type « bureaucratiques-autoritaires ». Par ailleurs, un des éléments normatifs sur lequel repose l'ensemble de l'ouvrage est que les auteurs ont considéré que la démocratie politique était désirable en soi. O'Donnell souligne que ce pari envers la démocratie est fait en étant conscients que la formule démocratique n'assure pas

²¹ O'DONNELL, Guillermo. *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*. Berkeley: University of California Press, 1979; et O'DONNELL, Guillermo. *El Estado Burocratico Autoritario*. Buenos Aires: Editorial del Belgrano, 1982. Le concept d'état "bureaucratique-autoritaire" développé plus largement par O'Donnell dans ces deux ouvrages constitue essentiellement la mise en place de systèmes politiques au Brésil (1964) en Argentine (1966 et 1976) au Chili (1973) et en Uruguay (1975). Ces systèmes étatiques étaient caractérisés par l'élimination de tout mécanisme politique démocratique dans le but d'asseoir à nouveau un certain ordre social et économique qui avait été remplacé lors d'une période politique passée davantage démocratique. L'armée joue un rôle prépondérant dans la mise en place de ce système lequel requière un changement radical de la classe politique préexistante.

²² O'DONNELL; SCHMITTER and WHITEHEAD. *Op. cit.* Part II, p. 3-9.

une réduction des d'inégalités socioéconomiques existantes.²³ L'auteur justifie ce choix normatif de la façon suivante :

[...] The empirical generalization reinforcing this normative preference is that there is not, nor is there likely to be in the foreseeable future, a *via revolucionaria* open for countries that have reached some minimal degree of stateness and social complexity and, concomitantly, of expansion of capitalist social relations. [...]²⁴

Le choix pour la démocratie constitue donc, malgré tout, la meilleure option selon l'auteur. Bien plus encore, O'Donnell ajoute que les mouvements révolutionnaires ont non seulement échoué, mais qu'ils ont été un facteur déterminant dans l'avènement des régimes autoritaires, pour la plupart extrêmement violents à l'égard des dissensions sociales.

En comparant l'Europe et l'Amérique Latine, le trait principal qui différencie les deux régions est le rôle important joué par les forces armées dans cette dernière. La forte présence de l'armée rend la transition plus difficile d'une part à cause des conséquences occasionnées par la répression et d'autre part à cause des « marques » laissées par les militaires dans les institutions qu'ils ont dirigées lors du régime. Ces deux facteurs entravent l'affirmation de l'autorité et l'effectivité du processus de prise de décisions du nouveau gouvernement démocratique. Par ailleurs, l'image de la démocratie en Europe était différente de celle en Amérique Latine. En effet, dans les pays latino-américains cette image n'était pas toujours celle d'une institution représentative. Autre élément fort important dans la distinction établie dans ce paragraphe, les inégalités socioéconomiques en Europe étaient nettement moins prononcées qu'en Amérique Latine.²⁵

Mais quelles sont les probabilités pour qu'un régime devienne démocratique ? En regardant les cas européens, O'Donnell fait référence au modèle décrit par Dahl et à cette prise de conscience collective que les coûts d'éliminer leurs ennemis étaient peut-être plus élevés que les avantages obtenus dans une coopération politique et sociale, ce qui s'est avéré dans leur intérêt. En Amérique Latine, O'Donnell rappelle l'importance de l'apparition d'un discours « orienté démocratie » pendant les années 70-80, chose qui n'était pas commune

²³ *Ibid.* Part II, p. 10.

²⁴ *Idem.*

²⁵ *Ibid.* Part II, p. 10-12.

auparavant. Dans ce sens, les idées et symboles ont également changé pour laisser place à un discours peignant une vision moins autoritaire de la vie politique et sociale.²⁶ Pour reprendre les mots de l'auteur : « [...] *never has the ideological "prestige" of political democracy been higher in Latin America than now. Authoritarian ideas and institutions are now discredited. [...]* »²⁷

Le contexte international avait lui aussi pris un virage vers le support de la démocratie comme modèle politique universel. Bien que les Etats-Unis, à partir de la première Guerre Mondiale, avaient multiplié les déclarations en faveur de la démocratie dans le monde, il existait tout de même un certain écart entre rhétorique et pratique. Cet écart était particulièrement présent dans des contextes où des intérêts économiques ou stratégiques étaient en jeu. Néanmoins, à partir des années 70, cette rhétorique se concrétisera davantage et plusieurs mouvements de démocratisation recevront le support de la communauté internationale. Le contexte international de cette fameuse « troisième vague » est aussi marqué par de profonds changements dans les rapports économiques, ceci à cause d'une globalisation croissante de l'économie mondiale. Dans ce contexte, les pays d'Amérique Latine cherchaient eux aussi les meilleurs moyens de s'intégrer à l'économie mondiale dans le but de sortir d'une situation économique locale peu fructueuse. Comme Laurence Whitehead l'affirme, bien que ces éléments du contexte international aient influencé - directement ou indirectement- les pays latino-américains, ils demeurent des facteurs secondaires dans le processus ayant mené ces nombreux régimes vers une transition dans les années 80. En effet, comme l'auteur l'affirme, « [...] *domestic factors play a predominant role in the transition [...]* »²⁸

A ce contexte international s'ajoutaient divers échecs au niveau régional, surtout en matière de modèles de développement économique recommandés et suivis depuis bien des années. Les années 80 en Amérique Latine ont en effet reçu le surnom de « *década perdida* » (décennie perdue) en termes socioéconomiques. Mis à part la crise économique que cela représentait, beaucoup d'espoir était mis dans la démocratie en termes de niveau de vie et de

²⁶ *Ibid.* Part II, p. 15-16.

²⁷ *Ibid.* Part II, p. 17.

²⁸ *Ibid.* Part III, p. 19.

développement économique. Les bouleversements au niveau international survenus à cause d'une économie globalisante allaient affecter localement la préparation des pays pour une intégration au système économique mondial. Dans ce contexte, les modèles de modernisation suivis en Amérique Latine pendant les décennies précédentes seront fortement critiqués et des alternatives seront envisagées.²⁹

La tâche de se débarrasser d'une tradition d'autoritarisme est difficile, par ailleurs la faiblesse économique héritée par les démocraties rend ces dernières encore plus fragiles et vulnérables au retour d'un régime autoritaire. O'Donnell concluait son chapitre d'introduction aux cas latino-américains en affichant son « optimisme modéré » quant à l'avènement et la consolidation de démocraties en Amérique Latine. Et sa croyance au « possibilisme » concernant la portée de l'action humaine qu'il illustre de la façon suivante :

[...] Nothing better fits the spirit and intent of the argument presented in these pages than Max Weber's metaphor concerning levers on a railroad switch where a timely and purposive, but not superhuman, effort can change the direction of trains running at full speed. [...]³⁰

Le troisième volume de l'ouvrage analysé ici, *Comparative Perspectives*, est une première tentative d'analyser les défis de l'étude de la transitologie ainsi qu'une mise en perspective sur la base des différentes études de cas élaborées dans les deux premiers volumes. Le deuxième chapitre nous intéressera particulièrement car son auteur, Adam Przeworski, tente une approche théorique et méthodologique afin d'éclaircir sur quelle base nous pouvons comprendre la possibilité et les conditions d'une transition démocratique à partir d'un régime autoritaire.³¹

Przeworski identifie d'abord les conditions sous lesquelles un régime autoritaire est menacé et où une libéralisation devient possible : (1) le régime autoritaire a réalisé les besoins fonctionnels menant à un establishment, il n'est donc plus nécessaire et il s'écroule ; (2) le régime perd toute légitimité (support, consentement) ; (3) les conflits internes rongent le régime jusqu'à sa chute (conflits entre militaires ou dans l'élite dirigeante) ; (4) les

²⁹ GARRETON, Manuel Antonio. « Revisando las transiciones democráticas en América Latina » In *Nueva Sociedad*, no. 148, (mars-avril 1997) p. 22-23.

³⁰ O'DONNELL; SCHMITTER and WHITEHEAD. *Op. cit.* Part II, p. 17-18.

³¹ *Ibid.* Part III, p. 47.

pressions internationales agissent pour que le régime devienne démocratique. L'auteur rappelle que ces conditions peuvent être combinées et que dans le cas de la deuxième condition, cette légitimité ne peut être perdue qu'en présence d'une alternative (par exemple démocratique) au régime autoritaire.³²

L'auteur propose de penser la transition d'un système autoritaire vers la démocratie comme deux processus parallèles : le processus de désintégration du régime autoritaire (sous la forme d'une libéralisation) et le processus d'émergence d'institutions démocratiques. Par ailleurs, Przeworski souligne trois aspects cruciaux de la démocratie dans un processus de transition : premièrement la démocratie est une institutionnalisation de conflits continuels ; deuxièmement la capacité de certains groupes à atteindre leurs intérêts dépend des arrangements institutionnels faits dans un système donné ; troisièmement le dénouement des conflits ne sera pas déterminé uniquement par le type d'institution mise en place, ou par la situation des participants dans le système de production.³³

L'auteur aborde aussi l'incertitude, élément évoqué plus haut par Machiavel : « *The process of establishing a democracy is a process of institutionalizing uncertainty, of subjecting all interests to uncertainty. [...]* »³⁴ Il citera plus loin une phrase d'Adolfo Suarez, « *el futuro no esta escrito, porque solo el pueblo puede escribirlo* » pour souligner que c'est dans la nature même de la démocratie que l'intérêt de personne ne puisse être garanti. Par contre, ce qui est possible ce sont des accords institutionnels, afin de donner une probabilité à la réalisation de certains intérêts de groupe.³⁵ Avant de conclure, Przeworski rappelle qu'il est important que les relations économiques, la structure de production ainsi que la distribution des richesses soient prises en compte lors d'une transition vers la démocratie.³⁶

La troisième partie de l'ouvrage se poursuit avec *Path toward Redemocratization : Theoretical and Comparative Considerations* signé par Alfred Stepan. Ce dernier propose 8

³² *Ibid.* Part III, p. 50-53.

³³ *Ibid.* Part III, p. 56-58.

³⁴ *Ibid.* Part III, p. 58.

³⁵ *Ibid.* Part III, p. 58-60.

³⁶ *Ibid.* Part III, p. 63.

cheminements menant à la fin des régimes autoritaires et la re-démocratisation. Le premier groupe est caractérisé par le rôle que les guerres et les conquêtes jouent dans le processus de re-démocratisation : (1) *Internal restoration after external conquest*; (2) *Internal reformulation*; (3) *Externally monitored installation*. La plupart des cas qui s'appliquent à ce premier groupe se trouvent en Europe. Le deuxième groupe concerne les processus encourus dans les années 50 à 80, où les forces sociopolitiques (au lieu des forces militaires externes) jouent un rôle clé : (4) *Redemocratization Initiated from within Authoritarian Regime*. Ce cheminement se divise en trois sous-cheminements : (4a) *Redemocratization Initiated by the Civilian or Civilianized Political Leadership*; (4b) *Redemocratization Initiated by "Military-as-Government"*; (4c) *Redemocratization Led by "Military-as-Institution"*. Le troisième et dernier groupe se caractérise par le rôle que jouent les forces d'opposition dans le démantèlement du régime autoritaire : (5) *Society-led Regime Termination*; (6) *Party Pact*; (7) *Organized Violent Revolt Coordinated by Democratic Reformist Parties*; (8) *Marxist-led Revolutionary War*.³⁷ Chacun de ces cheminements témoigne de la variété des possibilités dans un processus de transition. En effet, ces possibilités varieront en fonction d'éléments contextuels liés au pays analysé.

Le quatrième et dernier volume de l'ouvrage tente d'extraire des conclusions des études de cas analysées dans l'ouvrage dans l'optique d'une certaine généralisation. O'Donnell et Schmitter abordent à nouveau le concept d'incertitude et soulignent que de la même façon qu'au début de leur travail, il n'y a pas de « théorie » pouvant être appliquée aux différentes études de cas réalisées.³⁸ Ils passent en revue les trois thèmes généraux revenant tout au long de l'ouvrage. D'abord l'aspect normatif que nous avons déjà mentionné, c'est-à-dire que les auteurs partagent le fait que l'instauration d'une démocratie est quelque chose de souhaitable. Le deuxième thème concerne un effort pour capturer cette extraordinaire incertitude (*uncertainty*) inhérente à la transition. Une théorie capable d'analyser ce processus serait de l'ordre de l'« anormalité » dans laquelle l'inattendu est tout aussi important que le commun et l'habituel. Enfin, le troisième thème, lié au précédent, est celui d'une croyance qu'une méthodologie des « sciences normales » est inappropriée pour l'étude de la transition

³⁷ *Ibid.* Part III, p. 64-84.

³⁸ *Ibid.* Part IV, p. 3.

à partir d'un régime autoritaire, car dans cette dernière tous les paramètres de l'action politique se trouvent en constant mouvement.³⁹

L'analyse de ces quelques chapitres clé nous donne une meilleure idée de ce qui forme et entoure la transitologie, du reste dans ses débuts. Il nous semble important de rappeler que le projet *Transition from Authoritarian Rule* a débuté en 1979, soit avant que ladite troisième vague ne prenne toute son ampleur. Il y a donc d'abord, dans le sillage de cet ouvrage, un fort désir que ces transitions aient lieu. Ensuite, étant donné que l'édition s'est achevée en 1986, de nombreuses pages ont dû être écrites alors que les transitions démocratiques de nombreux pays venaient d'être entamées ou encore battaient leur plein. Étant donné qu'au Paraguay la démocratie survient en 1989, ce cas n'a pas servi de base empirique pour l'ouvrage d'O'Donnell et ses collaborateurs.

Avant de conclure, quelle synthèse pourrions-nous apporter suite aux ouvrages consultés ? Dans tous les cas, la transitologie est un domaine qui s'intéresse à des éléments fortement variables et donc incertains. Cette incertitude déjà évoquée semble avoir un rôle de garde-fou de la transitologie, mais la volonté de nombreux auteurs de généraliser semble parfois être plus forte. Ignorer l'aspect incertain des transitions et se lancer dans une généralisation des différents cas serait certainement un fiasco intellectuel et un piètre apport pour la compréhension de ce qui se passe réellement sur le terrain. Il est donc essentiel de trouver un juste milieu entre, d'une part, la spécificité des études de cas et, d'autre part, l'élaboration de théories visant une généralisation dans le domaine de la transitologie. Par ailleurs, l'analyse des transitions faites jusqu'à présent et la théorisation qui en découle est loin d'être parfaite. En effet, plusieurs éléments normatifs entourent les réflexions de ce champ d'étude, principalement la croyance que la démocratie est quelque chose de bon en soi. Une problématisation de la démocratie en tant qu'alternative comme modèle politique n'est pas abordée par les auteurs de la transitologie. Aussi, une concentration sur les aspects institutionnels de la démocratie semble ignorer d'autres sujets tout aussi importants dans le

³⁹ *Ibid.* Part IV, p. 3-5.

processus de transition.⁴⁰ En effet, des éléments touchant à la réalité historique, économique et culturelle de la société ne sont pas abordés profondément dans les débats sur la transition. Ce genre de sujet reste marginal face aux multiples réformes institutionnelles qui fondent les bases d'une « technicité » adoptée pour la mise en place des nouveaux gouvernements démocratiques.

1.3 Evolution du champ de la transitologie

Après avoir vu sur quelles bases repose la transitologie, cette partie tentera de faire un suivi de son évolution. En effet, le champ de la transitologie a été enrichi, complété et critiqué suite aux nombreuses données empiriques apparues lors de l'avancement des transitions de la troisième vague. Dans ce sens, divers défis sont apparus dans les démocraties émergentes d'Amérique Latine, ce qui a permis d'affiner les études de la transition et constater les limites de la théorisation. Par ailleurs, des débats autour de la pertinence du concept de « consolidation » ont également émergé, nous les abordons brièvement plus bas.

1.3.1 Guider nos regards vers les éléments des transitions latino-américaines

Dans l'ouvrage *Democracy in Developing Countries : Latin America*⁴¹, les auteurs axent leur analyse sur les éléments de l'héritage culturel en Amérique Latine afin d'évaluer la thèse soutenant que les problèmes de consolidation démocratique dans cette région ont des racines culturelles. Nous nous arrêterons sur le premier chapitre d'introduction signé par Larry Diamond et Juan J. Linz afin d'entendre leur vision de la transition.

Les auteurs identifient plusieurs facteurs à la base des progrès ou défis de la démocratisation dans les pays d'Amérique Latine. Le premier facteur touche à l'histoire. En effet, l'héritage colonial est peut-être un élément à la base de l'autoritarisme, mais ces héritages ne sont pas uniformes parmi les pays de la région. Par ailleurs, le développement accompagné d'inégalités au niveau socioéconomique a été un des principaux défis empêchant

⁴⁰ MANSILLA, H.C.F. « Los límites de la democracia contemporánea y de las teorías de la transición » In *Nueva Sociedad*, No. 166, 2000, p. 62-64.

⁴¹ DIAMOND, Larry ; LINZ, Juan J. and LIPSET Seymour Martin. *Democracy in Developing Countries : Latin America*. London : Adamantine Press, 1988-1989.

la consolidation démocratique dans plusieurs pays. Il est donc important de regarder l'histoire à partir des années 1825 lorsque nous cherchons les racines de l'autoritarisme latino-américain. Toujours parmi les facteurs historiques, l'émergence politique de nombreux leaders militaires ainsi que le rôle de l'armée ont été déterminants. En effet, les militaires ont pris de l'importance lors d'une période où les conflits pour défendre et délimiter les frontières étaient fréquents. Ainsi, les forces armées n'avaient pas seulement un rôle à l'interne (contrôle envers les menaces tel que les subversions et les conflits sociaux), mais aussi au niveau international à des fins de survie.⁴² Les évidences apportées par les études de cas de l'ouvrage permettent aux auteurs de faire le lien théorique entre ces données empiriques et la thèse de Dahl affirmant qu'historiquement, la meilleure voie vers la « polyarchie » est celle où la compétition politique (libéralisation) devance l'expansion de la participation. Dans l'ensemble, les auteurs arrivent à la conclusion que le passé pèse lourd sur le présent de l'Amérique Latine.⁴³

Un autre facteur traité est celui de la culture politique, nous parlons ici d'une culture politique orientée vers des principes démocratiques. Si la culture démocratique contribue à la stabilité démocratique, il faut croire que l'inverse est aussi possible. La culture politique héritée de l'Espagne avait des caractéristiques peu démocratiques : absolutisme, élitisme, hiérarchie, corporatisme, autoritarisme. L'influence de cette culture est certainement présente dans les processus démocratiques latino-américains.⁴⁴ Deux autres facteurs se rajoutent à celui de la culture politique, d'abord le leadership politique. Concernant ce dernier, trois éléments s'avèrent cruciaux dans la réussite ou l'échec d'un nouveau gouvernement démocratique : le style du leadership politique, l'efficacité des élus démocratiquement et les aptitudes au leadership. L'autre facteur concerne les institutions politiques où nous retrouvons l'état de droit, des institutions représentatives, des élections, un système légal moderne, les libertés politiques, etc. Le degré d'institutionnalisation et la loyauté populaire envers les plus grands partis politiques doivent être analysés afin d'évaluer la force du système politique en place. Par ailleurs, la structure constitutionnelle sera aussi déterminante. En effet, le choix pour un système présidentiel (à la place d'un système parlementaire) faisant

⁴² *Ibid.* p. 3-7.

⁴³ *Ibid.* p. 9.

⁴⁴ *Ibid.* p. 9-14.

appel à la personnalisation du leadership politique, souvent des dirigeants charismatiques et populistes, aurait exacerbé les crises de la démocratie.⁴⁵

Les facteurs « structure » et « force » de l'État sont aussi abordés. Dans ce contexte, lorsque les auteurs font référence à « *the tensions between stateness and statism* »⁴⁶, ils soulèvent toute la problématique autour du juste équilibre à trouver entre un État fort et un État trop permissif. Par ailleurs, le degré d'intervention de l'État sur l'économie nationale est une autre dimension importante où la structure de l'État influencera fortement la cadence du progrès économique.

Les militaires sont un des facteurs déterminants dans le déroulement de la démocratisation et il y aurait, selon les auteurs, besoin de davantage d'études sur les militaires en Amérique Latine car les réponses apportées par les différentes études ont été très différentes d'un cas à l'autre. Dans la consolidation d'un régime démocratique, les dirigeants ont la difficile tâche de réduire l'importance et la présence des forces armées (réduction de budgets, etc.). Ce délicat processus de réformes prend bien du temps et n'est pas sans risques pour la démocratie, les auteurs identifient le « *democratic empowerment* » comme une des clés de ce processus. De plus, un élément qui se rajoute à ce contexte est le développement d'une police compétente et responsable sous le contrôle civil.⁴⁷

La SC constitue un autre facteur important. Cette SC doit être organisée de façon autonome afin d'être en mesure d'exercer un contrôle envers l'État et exprimer démocratiquement les intérêts populaires. Le développement et l'organisation de la SC (sous la forme associative) ont fortement contribué, dans plusieurs cas, à l'avènement d'une transition démocratique. Dans ce même contexte, le rôle des médias de masse est très important car il peut influencer l'opinion publique.⁴⁸ Les inégalités, les classes et autres clivages dans la population constituent un facteur aussi important dans ce débat. Leur étude suggère que la relation entre inégalités et démocratie est bien plus complexe qu'une simple

⁴⁵ *Ibid.* p. 15-24.

⁴⁶ *Ibid.* p. 27.

⁴⁷ *Ibid.* p. 31-35.

⁴⁸ *Ibid.* p. 35-37.

corrélation inverse. Historiquement, les clivages régionaux en Amérique Latine ont toujours été importants et par ailleurs, la distribution du pouvoir et des ressources entre centre et périphérie demeure une réalité importante reflétée dans plusieurs pays de la région.⁴⁹

Diamond et Linz évoquent aussi le facteur du développement socio-économique. En effet, la contribution de cet aspect à la démocratie dépend grandement du rôle du leadership politique, des choix et de l'institutionnalisation. Pour ce qui est de la performance économique, elle est fortement liée à la consolidation des processus démocratiques. Dans ce sens, les pays avec un passé démocratique ayant réussi économiquement pourront faire référence à ces temps passés afin d'encourager la transition.⁵⁰ Concernant la politique économique à adopter, les auteurs identifient quelques mesures pouvant aider au succès démocratique : « *moderation, prudence and consistency* ». ⁵¹

Le dernier élément abordé par les auteurs est celui des facteurs internationaux. Mais Diamond et Linz sont clairs là-dessus, leur étude privilégie les facteurs internes plus que l'influence externe de certains États, notamment les États-Unis. En affirmant que « [...] *the United States has typically been able to do no more than influence events* [...] »⁵² les auteurs affichent leur position presque défensive face à ceux qui estimerait que les États-Unis ont eu un rôle déterminant dans les processus démocratiques latino-américains. Ils reconnaissent néanmoins que cette influence a varié selon les administrations en place à la Maison blanche.

Cette panoplie de facteurs énumérés et expliqués par Diamond et Linz nous donne une autre vision de l'approche de la transition que celle illustrée par O'Donnell, Schmitter et Whitehead plus haut. En effet, ces facteurs nous permettent de guider nos regards sur les éléments internes devant être pris en compte lors de l'analyse d'un processus démocratique en Amérique Latine. Les auteurs se gardent de vouloir élaborer des réponses toutes faites car la variété des études de cas a montré la grande hétérogénéité entre les pays latino-américains.

⁴⁹ *Ibid.* p. 37-41.

⁵⁰ Dans le cas du Paraguay que nous analyseront plus en détail ensuite, il ne s'agit pas d'une re-démocratisation mais bien d'une construction démocratique depuis la base. Les références à un ancien modèle démocratique ne sont donc pas envisageables.

⁵¹ *Ibid.* p. 43-46.

⁵² *Ibid.* p. 49.

Certes il y a un désir de généralisation, mais une telle entreprise serait certainement limitée par les traits caractéristiques des contextes socioculturel, historique, économique et politique appartenant à chaque pays étudié. Enfin, même si les ouvrages abordés datent des années 1980, nous pensons qu'ils guident correctement nos regards vers les caractéristiques des transitions latino-américaines. En effet, cette théorisation à partir de cas empiriques nous permet d'identifier des généralités et des aspects similaires au processus de démocratisation du Paraguay, ce qui sera d'utilité pour mieux comprendre ce dernier.

1.3.2 Bref aperçu de la démocratie en Amérique Latine après deux décennies

Nous souhaitons compléter ce sous-chapitre en ajoutant les résultats de travaux plus récents, surtout ceux du rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement concernant la démocratie en Amérique Latine.⁵³ En effet, ce rapport survient après plus de deux décennies de démocratie dans presque tous les pays de la région, il constitue en quelque sorte un regard sur la démocratie depuis la démocratie. Dans ce sens, il aborde les sujets dont la région a besoin actuellement pour que la démocratie continue à avancer. L'idée centrale est celle d'un approfondissement des principes démocratiques dans le domaine de la citoyenneté, maintenant qu'une structure institutionnelle a été mise en place. Ceci représente également un défi car l'évolution historique des sociétés d'Amérique Latine possède une spécificité qui est peu comparable au cas de démocratisation d'autres pays. Par ailleurs, ce rapport, sous la direction intellectuelle de Guillermo O'Donnell, est aussi le témoignage de l'évolution récente de la pensée de certains transitologues.

Depuis les années 1980, d'énormes progrès en matière démocratique ont été obtenus dans la région. Premièrement, la grande majorité des pays élisent leurs représentants par le biais d'élections libres et transparentes. Deuxièmement, les libertés publiques sont respectées et permettent à la population de s'exprimer et de se mobiliser. Troisièmement, le pouvoir civil est respecté par les institutions militaires et les fondements institutionnels de la démocratie ont été remis ou mis en place. Ces avancements ne sont pas peu de choses, ils représentent une victoire face à une période sombre d'autoritarisme et de violence à l'égard

⁵³ Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. *La democracia en América Latina : hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*. Buenos Aires : Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, 2004.

des sociétés latino-américaines. Néanmoins, la démocratie semble atteindre des limites dans la région. En effet, elles peuvent être qualifiées de démocraties électorales, surtout dans le sens que l'engagement des citoyens se limite pratiquement à l'élection des autorités. Ce travail du PNUD propose donc une vision et un concept de démocratisation impliquant davantage la citoyenneté dans ce processus.⁵⁴

En effet, après quasiment deux décennies de démocratie, le fonctionnement politique des institutions démocratiques semble être au beau fixe. Toutefois, les progrès économiques et sociaux n'ont pas suivi la tendance. En effet, les inégalités et la pauvreté dans la région constituent les principaux défauts de ces régimes démocratiques. C'est dans ce sens qu'une démocratie citoyenne doit être mise en place, dans le but de compléter une démocratie qui a assuré des libertés de base et des droits politiques, mais a négligé des droits civiques et sociaux.⁵⁵ L'avancement de la démocratie n'est pas un phénomène spontané, l'Etat, les partis politiques et la société doivent donner l'impulsion pour y parvenir. Dans ce sens, la construction démocratique nécessite une société qui participe en allant au-delà des revendications sectorielles. Cette société, bien qu'elle préfère la démocratie à une autre forme de gouvernement, doute que ce modèle puisse améliorer leurs conditions de vie. Enfin, l'évolution singulière des sociétés latino-américaines, ainsi que leur situation actuelle, caractérisée par une forte pauvreté et des inégalités croissantes, mettent en évidence le caractère particulier des démocraties de la région.⁵⁶

L'ancienne menace militaire semble s'être dissipée, mais surviennent aujourd'hui deux défis qui ne sont pas moindres. La région offre singulièrement une combinaison de libertés politiques et de privations matérielles qui donnent origine à deux fléaux, la pauvreté et les inégalités. Ce sont ces deux difficultés que les démocraties doivent résoudre pour assurer une stabilité de leurs régimes. Dans ce sens, il est important que la démocratie soit accompagnée par un développement économique et social. Certaines études révèlent encore

⁵⁴ *Ibid.* p. 25-32.

⁵⁵ *Ibid.* p. 36.

⁵⁶ En effet, les « règles du jeu démocratique » sont pratiquement les mêmes que dans les pays possédant une démocratie plus mûre, mais l'histoire, la culture et la situation socio-économique contribuent à ce que ces sociétés ne soient pas aisément comparables.

qu'une partie des citoyens latino-américains seraient prêts à troquer leur démocratie contre l'autoritarisme, si ce dernier leur assurait une amélioration économique.⁵⁷ Il est donc inutile d'envisager une stabilité de la démocratie sans aborder des politiques de croissance destinées à réduire la pauvreté et les inégalités. Ainsi, le rapport du PNUD évoque la complexité des réformes économiques nécessaires pour que la démocratie puisse s'étendre aux niveaux civique et social. L'Etat devient donc un acteur central, car il doit d'une part refléter les besoins et les attentes de la citoyenneté et, d'autre part, gérer les multiples pressions venant d'un monde de plus en plus globalisé et interdépendant.⁵⁸

1.4 Introduction à la consolidation et au débat sur la consolidation

Selon certains auteurs, une fois le processus de transition achevé, une étape de consolidation de la démocratie commence.⁵⁹ Selon Juan J. Linz et Alfred Stepan,

A democratic transition is complete when sufficient agreement has been reached about political procedures to produce an elected government, when a government comes to power that is the direct result of a free and popular vote, when this government *de facto* has the authority to generate new policies, and when the executive, legislative and judicial power generated by the new democracy does not have to share power with other bodies *de jure*.⁶⁰

Bien que dans plusieurs cas les conditions ci-dessus soient atteintes, de nombreuses tâches demeurent avant de pouvoir considérer que la démocratie est « consolidée » dans les pays en question. Linz et Stepan identifient également les caractéristiques menant à cette « consolidation ». Les auteurs définissent la consolidation démocratique en appuyant trois dimensions : *behavioral* (lorsque aucun mouvement politique ne recherche à remplacer le régime démocratique et que ce dernier n'a plus besoin de concentrer ses efforts sur comment éviter la chute du nouveau régime); *attitudinal* (lorsque la majorité des gens croient fermement que tout changement politique à venir, quelles que soient les circonstances, doit émerger d'un cadre démocratique); *constitutional* (lorsque tous les acteurs politiques [gouv. et

⁵⁷ *Ibid.* p. 40.

⁵⁸ *Ibid.* p. 63-67.

⁵⁹ Cette affirmation n'est pas partagée par toute la communauté des auteurs sur la démocratisation, mais nous abordons le débat autour de la consolidation plus bas.

⁶⁰ LINZ, Juan J. and STEPAN, Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, p. 3.

non gouvernementaux] prennent l'habitude de ce que les conflits soient résolus selon les normes établies dans le nouveau processus démocratique et qu'une violation de ces normes serait inefficace et coûteuse). Ils font donc référence à une démocratie consolidée lorsque la démocratie est devenue "*the only game in town*".⁶¹

Dans une revue des apports théoriques de l'ouvrage de Linz et Stepan⁶², Philippe Schmitter fait référence à la complexité de cette définition de la consolidation et rappelle qu'une démocratie consolidée peut très bien devenir « déconsolidée ». Bien que la définition apportée par Linz et Stepan ne s'adresse pas à un seul type de démocratie, Schmitter leur reproche de ne pas avoir traité différents types de démocraties. Par ailleurs, il remet en cause la cohérence des deux premières caractéristiques menant à la consolidation (*behavioral* et *attitudinal*) et propose que la troisième (*constitutional*) soit prise en compte en priorité avant d'aborder les deux premières. Enfin, malgré ces quelques critiques, Schmitter considère tout de même que l'apport fait par Linz et Stepan à travers leur ouvrage, constitue une des fondations pour la « consolidologie ».⁶³

Linz et Stepan ajoutent que lorsqu'un « *functioning state* » est en place, cinq autres conditions sont requises afin qu'une consolidation puisse avoir lieu. Premièrement, des conditions nécessaires pour le développement d'une SC libre. Deuxièmement, une société politique (*political society*) autonome. Troisièmement, un état de droit (*rule of law*) protégeant les libertés individuelles et la vie associative. Quatrièmement, une bureaucratie d'état présente pour le nouveau gouvernement démocratique. Et cinquièmement, l'existence d'une société économique. Les auteurs précisent qu'il s'agit de cinq conditions qui interagissent entre elles, les unes ont besoin des autres pour fonctionner de manière efficace et elles s'influencent mutuellement.⁶⁴

⁶¹ *Ibid.* p. 4-6.

⁶² SCHMITTER, Philippe. « Clarifying Consolidation » In *Journal of Democracy*, Vol. 8, No. 2, 1997, p.168-174.

⁶³ *Loc. cit.* p. 170-174.

⁶⁴ LINZ, Juan J. and STEPAN, Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, p. 7-15.

Il faut tenir compte du fait qu'il n'y a pas un consensus, dans la littérature sur la démocratisation, quant à la nature et la raison d'être de la « consolidation ». En effet, O'Donnell remet sérieusement en cause ce concept.⁶⁵ Il affirme qu'il n'y a pas de théorie capable de dire pourquoi et comment une polyarchie devient consolidée et que sans une telle théorie, tout souhait ou attente envers une polyarchie consolidée serait prématuré. Il rappelle les dangers inhérents au fait de mettre ensemble des termes aussi polysémiques que ceux de démocratie et consolidation. Par ailleurs, O'Donnell fait un plaidoyer pour une analyse plus approfondie des différents types de polyarchies et remet en cause la façon dont le concept de consolidation est étudié. Enfin, il soulève des questions concernant la difficulté d'établir les étapes ou degrés de la consolidation : comment savoir à quel moment une démocratie passe du stade non consolidée à celui de consolidée ? Comment savoir lorsqu'une démocratie est substantiellement ou partiellement consolidée ?

Les propos de O'Donnell concernant le besoin d'analyser davantage les différents types de polyarchie dans le but de trouver des réponses plus précises quant au nébuleux domaine de la consolidation sont rejoints par Guilhot et Schmitter. Ces derniers, dans un travail analysant la nature épistémologique de la consolidation⁶⁶ arrivent à des conclusions semblables :

Le concept de consolidation repose ainsi sur une théorie trop générique de la stabilisation, indifférente aux types de régimes politiques. Est-ce que le processus de consolidation est invariant, quelle que soit la nature de ces régimes ? Ou, au contraire, y a-t-il un processus de consolidation spécifique aux jeunes démocraties ? [...]⁶⁷

Dans ce sens, ils rejoignent des propos d'O'Donnell en soulevant les dangers de « congeler » des institutions démocratiques encore incomplètes, dans un souci de stabilisation et de consolidation du régime mis en place. Par ailleurs, ils évoquent les nombreux problèmes inhérents à l'usage d'un tel concept. D'abord le caractère tautologique de nombreuses

⁶⁵ O'DONNELL, Guillermo. « Illusions About Consolidation » In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 2, April 1996, p.34-51 et « Illusions and Conceptual Flaws » In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 4, October 1996, p.160-168.

⁶⁶ GUILHOT, Nicolas et SCHMITTER, Philippe C. "De la Transition à la Consolidation : Une lecture rétrospective des démocratisation studies" In *Revue Française de Science Politique*, Vol. 50, n° 4-5, août-octobre 2000, p. 615-631.

⁶⁷ *Loc. cit.* p. 624.

définitions (la consolidation serait le résultat du processus de consolidation). Ensuite, la difficulté d'identifier le résultat de la consolidation (ou encore la consolidation en tant que telle comme résultat) car les définitions ont un certain caractère normatif concernant le seuil à atteindre avant de considérer qu'une démocratie est consolidée. Guilhot et Schmitter font également référence au besoin d'explorer d'autres pistes concernant la consolidation, cette dernière étant, selon eux, trop basée sur des éléments de stabilisation et d'institutionnalisation.⁶⁸

Certes, la consolidation est présentée par certains auteurs comme une suite logique de la transition. Mais ce désir de réunir ces deux concepts n'est pas une mince affaire. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, la transition est un processus chargé d'incertitude et la transitologie se veut un moyen d'étudier ce processus en tenant compte de son caractère incertain et donc en laissant une marge nécessaire afin de permettre aux éléments d'incertitude d'être appréhendés. La consolidation telle que vue jusqu'ici semble aller à l'encontre de cet aspect incertain en voulant institutionnaliser, « fixer », en quelque sorte, des éléments ayant une nature incertaine. Le débat sur la consolidation se poursuit car après tout, la démocratie ne devrait-elle pas demeurer, dans une certaine mesure, incertaine et donc non consolidée ? Quoi qu'il en soit, ces débats sur la consolidation nous poussent à adopter une grande précaution dans l'utilisation de ce concept.⁶⁹

1.5 Conclusion

Dans ce premier chapitre, notre souhait était celui d'aborder les bases théoriques sur lesquelles le reste du travail va s'appuyer. Ainsi, en traitant la transitologie, les études de la consolidation et celles de la transition effectuées en Amérique Latine, nous avons posé des bases théoriques auxquelles nous ferons référence en abordant le cas du Paraguay. Par

⁶⁸ *Loc. cit.* p. 625.

⁶⁹ Il y a quelques années, un débat autour de la pertinence d'un « paradigme de la transition » allait aussi enrichir les discussions quant à la pertinence des théories de la transition. Bien que ces débats concernaient davantage les praticiens de la transition que les théoriciens, les échanges ont permis de mettre en exergue le fait que certaines règles simplistes et caduques étaient employées pour tenter de comprendre les processus de transition dans des pays d'Amérique Latine. Ces échanges ont permis d'enrichir le débat à propos de la pertinence des théories de la transition dans sa mise en application sur le terrain. A ce sujet voir CAROTHERS, Thomas. *Critical Mission : Essays on Democracy Promotion*. Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, 2004.

ailleurs, nous souhaitons souligner l'importance de la SC dans le processus de démocratisation latino-américain. Dans le contexte de cette région, cet ensemble d'acteurs sociaux semble revêtir une importance particulière, surtout si nous tenons compte de la situation socio-économique précaire de la plupart des pays latino-américains. En effet, au Paraguay comme dans plusieurs autres pays de la région, la pauvreté et les inégalités sont des caractéristiques qui accompagnent le processus de démocratisation dès ses débuts. Comme nous le verrons plus bas, plusieurs défis identifiés dans la région sont présents au Paraguay et une bonne partie des solutions envisageables doivent inexorablement passer par les citoyens.

Plusieurs éléments évoqués dans ce chapitre seront d'utilité pour la lecture du cas paraguayen. Néanmoins, la théorisation considérant la transition comme un ensemble de séquences qui apparaissent selon certaines conditions nous semble très limitée pour l'analyse du Paraguay. Dans ce cas, plusieurs éléments ou conditions peuvent être perçues, mais la chute de la dictature et l'arrivée de la démocratie ont aussi été accompagnés par des éléments imprévisibles et une forte dose d'incertitude. Cette incertitude est un élément qui traverse tout le processus démocratique paraguayen depuis 1989. En effet, la persistance de certains acteurs et l'instabilité politique ont eu raison de la transition et ont prolongé ce processus.

En ce qui concerne les théories de la transition, enrichies par des cas empiriques d'Amérique Latine, nous pouvons souligner l'importance du rôle des militaires au Paraguay, tout comme dans la plupart du continent. Acteurs à part entière de la vie politique du pays, les militaires ont façonné l'histoire du Paraguay et ont poursuivi leur action dans le climat démocratique installé depuis la chute de Stroessner. Les inégalités sociales et la pauvreté sont d'autres caractéristiques régionales qui ne font pas exception dans le cas que nous étudions. Les éléments théoriques allant dans ce sens nous semblent pertinents, mais ils doivent être ponctués par le fait que la société paraguayenne est fortement marquée par une longue histoire d'autoritarisme. Dans un tel contexte, nous rejoignons les théoriciens de la transition à propos de l'importance de la SC pour l'affermissement de la démocratie. Les travaux plus récents font référence, avec pertinence, au besoin d'approfondir les valeurs démocratiques auprès des citoyens. En effet, il ne suffit pas d'avoir une SC développée, mais bien une SC qui se caractérise par ses qualités et son enracinement en la démocratie. Cette « qualité » de la

SC dans son apport au processus démocratique est un autre élément important dans notre analyse du Paraguay. Enfin, il est essentiel de se remémorer qu'au Paraguay nous ne sommes pas dans une logique de retour de la démocratie et résurgence de la SC, mais bien face à l'instauration de la démocratie et à l'émergence de la SC.

Peu étudié et souvent comparé sans tenir compte de ses multiples spécificités, le cas du Paraguay reste un des exemples de la région les moins analysés. En effet, très peu de politologues étrangers s'intéressent à ce pays et les auteurs paraguayens, peu connus, arrivent à peine à faire connaître les caractéristiques de leur transition. Ce chapitre théorique nous permet donc de poser un regard sur les éléments de la transition paraguayenne à analyser, tout en sachant que ces études ont pour base empirique d'autres pays et méconnaissent celui que nous traitons ici. Par ailleurs, nous avons pu soulever le contexte latino-américain dans lequel évoluent les transitions, ce contexte affecte évidemment le Paraguay. D'une part, le contexte démocratique instauré depuis les années 1980 qui a servi de soutien au Paraguay lorsque ce dernier était menacé par un retour d'autoritarisme. D'autre part, le contexte socio-économique dans une région également affectée par une globalisation qui rend les Etats de plus en plus interdépendants et où la pauvreté et les inégalités deviennent incontournables. Dans ce qui suit, nous évoquons brièvement l'histoire et la transition du Paraguay, pour ainsi éclairer le contexte du pays et ensuite aborder plus en détail un des aspects de sa démocratisation, la SC.

CHAPITRE II Introduction au cas du Paraguay

2.1 De l'Indépendance à la guerre du Chaco

Le Paraguay annonce son indépendance en 1811, mais c'est qu'en 1813, avec le Docteur Gaspar Rodriguez de Francia que la République indépendante du Paraguay est solennellement proclamée. Le Dr. Francia instaure rapidement une dictature personnelle le conduisant au poste de Dictateur Suprême (*El Supremo*), il restera au pouvoir jusqu'à sa mort naturelle en 1840. La période de Francia sera caractérisée par un isolement du Paraguay et l'option pour une économie d'autosuffisance face aux menaces militaires et au blocus total mis en place par l'Argentine et le Brésil.⁷⁰

En 1844, Carlos Antonio Lopez arrive au pouvoir avec une politique étrangère foncièrement différente de celle de Francia, mais tout de même avec des forts traits d'autoritarisme. En effet, les relations avec les pays voisins s'améliorèrent et le Paraguay renouait avec un commerce international abandonné sous Francia. En 1862, Francisco Solano Lopez (le fils de Carlos Antonio Lopez, désigné par ce dernier pour le succéder) assume ses fonctions à la tête d'un pays prospère. Cette période de prospérité et de consolidation de la nation paraguayenne s'arrêta brusquement en 1865 lorsque Francisco S. Lopez mena le Paraguay dans une guerre sans précédents qui l'opposait à la *Triple Alianza* (triple alliance). Cette guerre, aussi connue sous le nom de « Guerre du Paraguay » opposait ce dernier au Brésil, à l'Argentine et à l'Uruguay. Le conflit prit fin en 1870 lors de la mort de Lopez dans une des batailles. Après cinq ans de conflit, un des plus sanglants de l'histoire de la région, la population paraguayenne fut pratiquement décimée, restant une majorité de femmes et d'enfants (les chiffres exacts ne sont pas connus). Les vainqueurs se partagèrent 25% du territoire (excepté l'Uruguay) et installèrent un nouveau gouvernement démocratique avant de laisser le pays aux élites ayant survécu au conflit. Le Paraguay était littéralement en ruines, toutes les infrastructures économiques dans le domaine agricole et industriel avaient été détruites, la reconstruction du pays s'annonçait longue et difficile.⁷¹ Par ailleurs, la survie

⁷⁰ FREGOSI, Renée. *Le Paraguay au XX^{ème} siècle : Naissance d'une démocratie*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, p. 42-44.

⁷¹ GROW, Michael. *The Good Neighbor Policy and Authoritarianism in Paraguay*. Kansas, The Regent Press of Kansas, 1981. p. 44-45 ; Dent, David. *The Legacy of the Monroe Doctrine: A*

de l'Etat paraguayen peut être attribuée à la médiation du Président américain Rutherford Hayes, ce dernier souhaitant la présence d'un Etat « tampon » entre le Brésil et l'Argentine.⁷²

Au Paraguay, la première moitié du XX^{ème} siècle est marquée d'une part par la mémoire de la guerre de « *la Triple Alianza* », et d'autre part par la guerre du Chaco.⁷³ Une dispute entre la Bolivie et le Paraguay concernant leurs frontières respectives est à la base de cette confrontation qui éclate en 1932 et s'achève en 1935. Malgré des moyens plus modestes et une mauvaise préparation militaire, le Paraguay en ressort vainqueur. Néanmoins, les fortes pertes en hommes et l'argent dilapidé lors du conflit affecteront considérablement le Paraguay.⁷⁴ La guerre du Chaco, tout comme celle de « *la Triple Alianza* », a eu le même effet pour la politique paraguayenne, à savoir « la montée en puissance des militaires sur la scène politique nationale ».⁷⁵

2.2 De la guerre du Chaco à l'arrivée de Stroessner

Des années 1930 aux années 1950, le climat politique sera caractérisé par une forte instabilité ainsi qu'une guerre civile (1947) à l'issue de laquelle le parti *colorado* arrivera au pouvoir.⁷⁶ Bien que ce dernier soit devenu le parti-Etat et se soit infiltré dans tous les postes de l'administration et de l'armée, ses divisions internes empêchaient toute stabilité gouvernementale. En effet, c'est sous la houlette du général Higinio Morinigo qu'une « *partidización* » des forces armées se met en route. Cette alliance réunira le parti *colorado* et l'institution militaire dans le but d'asseoir leur emprise à la direction du pays. Le travail du général Morinigo revêt une grande importance car il constitue la base sur laquelle Stroessner fondera son régime. Dans ce sens, les persécutions des classes pensantes du Paraguay débutent aussi sous Morinigo, c'est ce dernier qui dépouille le Paraguay d'une population critique. Lorsque Stroessner arrive au pouvoir, le terrain était en quelque sorte préparé pour

Reference Guide to U.S. Involvement in Latin America and the Caribbean. Westport-Connecticut, Greenwood Press, 1999. p. 313-314.

⁷² FREGOSI, *Op. cit.* p. 45.

⁷³ Le Chaco est la région du Nord du Paraguay bordant la Bolivie.

⁷⁴ Grow, Michael. *Op. cit.* p. 46-48.

⁷⁵ FREGOSI, *Op. cit.* p. 46.

⁷⁶ Fondé en 1887, il est important de noter que le parti *colorado* demeure au pouvoir jusqu'à présent.

l'instauration d'un régime autoritaire. La présence et le rôle des militaires dans la vie politique du pays étaient indéniables, la figure du militaire comme dirigeant idéal avait été renforcée après la victoire de la guerre du Chaco. Enfin, c'est dans ce contexte que le général de division Alfredo Stroessner, après avoir été impliqué dans au moins trois coups d'Etat depuis 1948,⁷⁷ s'empare du pouvoir par la force le 4 mai 1954.⁷⁸

C'est dans un pays pratiquement ingouvernable depuis les années 30 que Stroessner réussira à mettre en place le plus long des régimes du Paraguay.⁷⁹ Stroessner développera graduellement son emprise autoritaire en arrivant à une maîtrise totale du pouvoir en 1960. Sous l'égide d'une « doctrine de sécurité nationale », l'étau autour de la population se resserrait par le biais d'une répression parfois brutale (arrestations de dirigeants syndicaux, emprisonnements, violence, tortures, etc.) et d'autres fois indirecte (restrictions des libertés politiques et syndicales, censure des médias, cooptation, etc.).⁸⁰

En 1971, Amnesty International signalait dans son rapport annuel que les conditions de détention des prisonniers politiques au Paraguay étaient 'médiévales' et que 'du point de vue de la technique et de l'organisation, le système de torture et de répression [était] relativement moins sophistiqué que chez son voisin le Brésil, mais extrêmement efficace dans un pays comme le Paraguay, avec son histoire de dictatures, son niveau d'éducation et son ambiance provinciale'.⁸¹

Le mode de gouvernement allait être celui de l'état de siège jusqu'en 1987. Cette situation permettait à Stroessner de justifier sa répression dans la lutte contre la menace communiste et la violence dans le pays. Dans les faits, la violence et des mouvements opposés au gouvernement existaient, mais ils ont été amplifiés et diabolisés par la propagande stroessniste afin de légitimer une répression disproportionnée.⁸²

⁷⁷ Deux tentatives de coup d'état infructueuses en 1948 et une connaissant un certain succès en 1949, toutes les trois ayant comme toile de fond des clivages à l'intérieur du parti *colorado*.

⁷⁸ FREGOSI, *Op. cit.* p. 44-50.

⁷⁹ *Ibid.* p. 50.

⁸⁰ POWERS, Nancy. « The Transition to Democracy in Paraguay: Problems and Prospects » In *Kellogg Institute Working Papers*, No. 171, January 1992.

⁸¹ FREGOSI, *Op. cit.* p. 55. L'auteur cite dans cette partie LEWIS, Paul H. *Paraguay Under Stroessner*, Ed. The University of North Carolina Press, USA. 1980, p. 172.

⁸² FREGOSI, *Op. cit.* p. 51-52.

Bien que se soit par le biais des militaires que Stroessner est arrivé au pouvoir, lui seul dirigeait le régime. Ainsi, en tant « qu'homme fort » au pouvoir il a aussi développé un type de leadership autoritaire, patrimonialiste et aussi qualifié de « sultaniste ». ⁸³ Mais ce qui allait distinguer Stroessner par rapport à d'autres régimes sultanistes allait être le fait que cette dictature n'était pas uniquement personnelle, ni exclusivement militaire, ou encore mono-partite mais bien une combinaison de ces trois caractéristiques. ⁸⁴ Stroessner allait devenir la clé de voûte de ce triangle parti-armée-Etat en sa qualité de Président Honoraire du parti *colorado* ; Commandant en Chef des Forces Armées et Chef d'Etat. Ce dernier avait déjà hérité de l'alliance entre le parti *colorado* et l'armée, mais Stroessner allait encore renforcer ce lien et se placer lui même comme principal interlocuteur entre ces deux bastions du pouvoir paraguayen. Le parti *colorado* allait en effet subir des changements de fond. De parti traditionaliste et clientéliste, caractérisé par des luttes internes et des rivalités entre différents « *caudillos* », il allait devenir une machine politique extrêmement hiérarchisée témoignant d'une loyauté quasi-totale envers Stroessner. ⁸⁵ En effet, le triangle parti-armée-Etat allait devenir l'élément principal de la longévité du régime stroessniste. En liant étroitement l'Etat et le parti, cette nouvelle machine politique allait servir d'une part comme outil de patronage afin d'obtenir le soutien populaire et, d'autre part, comme moyen pour acheter la loyauté des Forces Armées en leur cédant des opportunités de négoce et le lucratif domaine de la contrebande. ⁸⁶

En maniant à sa guise l'échiquier politique et en gardant ses opposants, à l'intérieur et à l'extérieur du parti *colorado*, à un stade inoffensif, Stroessner avait instauré au fil des années une sorte de « démocratie sans communisme » ou encore un « anticommunisme sans

⁸³ SONDRON, Paul C. « The Emerging New Politics of Liberalizing Paraguay : Sustained Civil-Military Control Without Democracy » In *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 34, no. 2, (summer, 1992) p. 130-131. Dans une tentative de « classer » le type de régime stroessniste, Fregosi dépeint les traits populistes et fascistes du régime pour enfin conclure que ce dernier ressemblerait à un « national-autoritarisme » faisant appel à des éléments fascistes et populistes dans le but de parfaire une structure autoritaire spécifique. FREGOSI, *Op. cit.* p. 118-120.

⁸⁴ POWERS, *Loc. cit.*

⁸⁵ NICKSON, Andrew. « The Overthrow of the Stroessner Regime : Re-establishing the Status Quo » In *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 8, no. 2, (1989) p. 191-192.

⁸⁶ BURGESS, Sean W. et Dominique FOURNIER. « Form Before Function : Democratization in Paraguay » In *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, Vol. 25, no. 49, (2000).

démocratie » pour reprendre les mots de Fregosi.⁸⁷ La mise en place sous contrôle de quelques éléments d'une démocratie a aussi permis à certains chercheurs de classer ce régime de *démocradura*, « type de gouvernement autoritaire (...) qui procède à un simulacre des principaux instruments de la démocratie pluraliste que confirme la totale prédominance de l'exécutif sur le législatif d'ailleurs fictif ».⁸⁸ Des élections destinées à re-élire Stroessner étaient prévues chaque cinq ans à partir de 1958. Les « efforts » pour démocratiser le régime étaient souvent récompensés avec des aides de la part des Etats-Unis, une forme de légitimation du gouvernement en place. Mais ce constant besoin d'une mascarade allait tôt ou tard se retourner contre Stroessner qui, face à la communauté internationale, tentait de faire profil bas afin de n'attirer ni l'attention, ni l'intérêt sur la politique interne du Paraguay.

2.3 Déclin et chute du régime

Dans les années 80, le régime commence à décliner à cause d'une combinaison de facteurs externes et internes. Le modèle économique prôné par Stroessner était principalement axé sur l'exportation de matières premières. La construction du barrage d'*Itaipu* (projet conjoint avec le Brésil) créa un véritable boom économique (1974-1981). En effet, la construction de cette centrale hydroélectrique donna une impulsion au développement économique du Paraguay, mais ce boom s'arrêta brusquement lors de la fin des travaux. Le processus de modernisation du pays avançait très lentement et le secteur rural demeurait le plus important économiquement. Dans ce contexte, une série d'inondations en 1984 avaient détruit la plupart des champs de coton. Par ailleurs, le caractère prébendier et corrompu du gouvernement commençait à faire obstruction à une classe entrepreneuriale désireuse d'expansion. A cette difficile situation économique s'ajoutaient les critiques de l'Eglise sur la violation des Droits Humains et un nouveau schisme au sein du parti *colorado* sur fond de crise de succession. Le post-stroessnisme pouvait commencer.⁸⁹

⁸⁷ FREGOSI, *op. cit.* p. 56, et NICKSON, *Loc. cit.* p. 193-194.

⁸⁸ LINIGER-GOUMAZ, Max. *La démocratie. Dictature camouflée. Démocratie truquée.* Paris : Ed. L'Harmattan. 1992, p. 65. Cité dans FREGOSI, *op. cit.* p. 59.

⁸⁹ NICKSON, *Loc. cit.* p.195-197, et BURGES, Sean W. et Dominique FOURNIER, *Loc. cit.*

Le contexte international des années 80 fut un autre facteur défavorable au régime de Stroessner. Le désir de ce dernier de passer inaperçu sur la scène internationale n'était plus envisageable. L'expansion de la démocratie comme modèle politique universel et la démocratisation de l'Argentine et du Brésil isolaient le Paraguay régionalement tout comme sur la scène internationale.⁹⁰ Les relations du Paraguay avec les Etats-Unis se sont aussi détériorées dans les années 80. En effet, un climat tendu est venu remplacer les beaux jours (1954-1976) de cette relation diplomatique. Enfin, de la même façon qu'ils ont collaboré à sa consolidation et parfois à sa légitimité, l'Argentine, le Brésil et les Etats-Unis ont aussi joué un rôle dans le démantèlement du régime stroessniste.⁹¹ Néanmoins, ce ne sont pas les facteurs internationaux qui ont été déterminants pour l'effondrement du régime, mais plutôt les divisions à l'intérieur du parti et les conséquences de la crise de succession que nous évoquions plus haut.

Le parti *colorado* se trouvait divisé en deux principales factions : les *militantes* et les *tradicionalistas*. Les premiers, aussi connus sous le nom de *stronistas*, militaient pour une continuation du régime tel qu'il était, soit personnalisé et autoritaire. Par ailleurs, ils rendaient pleinement allégeance au dictateur et revendiquaient ainsi la direction du parti *colorado*. Les deuxièmes avaient opté pour un ton plus modéré, le souhait d'une ouverture progressive et l'évolution du régime vers une direction davantage collégiale sans toutefois modifier sa nature autoritaire.⁹² Ces deux factions s'affronteront à partir de 1984 jusqu'à la chute de la dictature. En 1987, les *militantes* prennent contrôle du parti avec quatre hommes forts du gouvernement de Stroessner, « *el cuatrinomio de oro* ». En effet, ces derniers étaient directement impliqués dans l'appareil répressif du régime. Stroessner s'identifiera avec les *militantes*, remerciera leur loyauté et condamnera l'ingratitude des autres. Lors des « élections » de 1988 Stroessner est re-élu (avec 90% des votes) et les *militantes* assoient leur emprise sur l'appareil étatique *colorado*. Mais les mois suivant les élections apporteront toute une série de problèmes au dictateur.⁹³

⁹⁰ POWERS, *Loc. cit.*

⁹¹ ABENTE, Diego. « Constraints and Opportunities : Prospects for Democratization in Paraguay » In *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 30, no. 1, (Spring 1988) p. 90-94.

⁹² FREGOSI, *op. cit.* p. 210-212.

⁹³ NICKSON, *Loc. cit.* p. 199-200.

En 1988, la pression des Etats-Unis pour que le régime abandonne son caractère répressif s'accroît, la crise économique fait de plus en plus de mécontents et la visite du Pape Jean-Paul II renforce les critiques de la part de l'Eglise. Cette dernière soutenait les mouvements sociaux (notamment ceux issus du paysannat) et organisa une marche pour la commémoration du 40^{ème} anniversaire de la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Stroessner pour sa part était affaibli physiquement, vieillissant et fragilisé par sa santé il avait été obligé de céder des prérogatives de son pouvoir absolu à un entourage *militante* de plus en plus idéologisé dans le sens d'une autocratie répressive. Dans ce contexte, un acteur s'était peu à peu détaché du régime pour devenir un élément libre et capable d'agir par ses propres moyens. En effet, les *Fuerzas Armadas* (forces armées) avaient depuis plusieurs années été témoins des remous à l'intérieur du parti *colorado* et étaient conscientes des conséquences d'une éventuelle succession. Les *militantes* soutenaient le fils du dictateur, Gustavo Stroessner, Colonel à l'armée de l'air, tandis que les *tradicionalistas* voyaient en la figure du Dr. Luis Maria Argaña, président de la Cour Suprême, une transition vers une présidence civile. A l'intérieur des Forces armées, Gustavo Stroessner n'était pas le candidat idéal pour assumer le pouvoir. Par ailleurs, les *militantes* et leurs mesures drastiques déplaisaient aux militaires et faisaient craindre un changement dans les privilèges jusque là obtenus.⁹⁴

En 1987 et 1988 de nombreuses nominations à l'intérieur de l'armée visaient justement à aligner la structure politique des forces armées avec les changements survenus dans le parti *colorado* et la prédominance des *militantes*. C'est dans ce sens que le 2 février 1989 Stroessner convoque le Général Andrés Rodriguez, commandant second des Forces Armées du Paraguay. Ce dernier, sachant que cet entretien avait pour but de lui signifier sa retraite, ne se présentera pas et conduira le putsch qui chassera Stroessner et les *militantes* du pouvoir. Le 3 février 1989 Rodriguez, avec le soutien d'autres militaires haut gradés, du gouvernement américain, des *tradicionalistas* et de la classe entrepreneuriale du pays, conduit le coup qui marque la fin d'une période mais pas encore la fin d'un système en soi. En fait, plus qu'un coup d'état visant une démocratisation, les militaires souhaitaient avant

⁹⁴ NICKSON, *Loc. cit.* p. 200-203, et FREGOSI, *op. cit.* p. 210-211 ; 247-248.

tout asseoir leur pouvoir et protéger leurs intérêts en rétablissant une relation harmonieuse avec le parti *colorado*.⁹⁵ En d'autres mots ce coup visait à corriger le système et non à l'abolir.⁹⁶

En s'emparant du pouvoir, Rodriguez allait en surprendre plus d'un en affichant ses croyances en la démocratie et en prenant des mesures de libéralisation. En effet, les restrictions de liberté de presse, de parole et de rassemblement furent levées. Les prisonniers politiques retrouvèrent la liberté et de nombreux exilés empruntèrent le chemin du retour. Rodriguez accueillit les dirigeants de l'opposition à bras ouverts et annonça la tenue d'élections en mai 1989. Enfin, Rodriguez assumait la direction du pays en promettant de mener une politique pluraliste et de céder le pouvoir à un gouvernement civil en 1993.⁹⁷

Voici donc les grandes lignes qui définissent le contexte dans lequel le Paraguay se retrouva lors de son cheminement vers une transition. Benjamin Arditi, dans un article abordant les élections et les partis en 1989, résume bien la situation :

El golpe de Estado que derrocó al general Alfredo Stroessner en febrero 1989 marcó el inicio de un proceso de apertura política en el país. En terminos generales, el gobierno del general Andres Rodriguez ha respetado los derechos humanos y las libertades publicas. Con la apertura ha comenzado un proceso de transición a la democracia. [...] Sin embargo, la expresion « transición a la democracia » adquiere un sentido y una logica particulares en cada país, por lo cual, se debe precisar el alcance que tiene en el caso paraguayo.⁹⁸

Mais d'autres, comme Nickson, étaient moins optimistes qu'Arditi au lendemain du changement de pouvoir : « *It is by no means certain that the liberalisation introduced by*

⁹⁵ NICKSON, *Loc. cit.* p. 204-206, et FREGOSI, *op. cit.* p. 248-251.

⁹⁶ BURGESS, Sean W. et Dominique FOURNIER, *Loc. cit.*

⁹⁷ CARTER, Miguel. « The Role of the Paraguayan Catholic Church in the Downfall of the Stroessner Regime » In *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 32, no. 4, (Winter, 1990) p. 98-99 ; et SONDRÖL, *Loc. cit.* p. 135.

⁹⁸ Le coup d'état qui a démis le général Alfredo Stroessner en février 1989 constitue de début d'un processus d'ouverture politique dans le pays. Dans les grandes lignes, le gouvernement du général Andrés Rodriguez a respecté les Droits de l'Homme et les libertés publiques. Avec cette ouverture un processus de transition vers la démocratie a commencé. [...] Toutefois, l'expression 'transition vers la démocratie' acquiert un sens et une logique particuliers dans chaque pays. Il est donc nécessaire de la préciser la profondeur de cette expression dans le cas paraguayen. (Notre traduction). ARDITI, Benjamin. « Elecciones y partidos en el Paraguay de la transición » In *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 52, no. 4, (oct-déc 1990) p. 83.

General Rodriguez indicates that a transitional process is underway in Paraguay». ⁹⁹
Evidemment, le cas du Paraguay, comme nous le verrons est un cas particulier présentant des aspects propres à son histoire, sa société et sa culture.

2.4 L'ère post-stroessniste

En 1989, le Paraguay sort d'une dictature de presque 35 ans. Stroessner est démis lors d'un coup d'état préparé et orchestré par le Général Andrés Rodriguez. Le pays entame donc une transition vers la démocratie avec des mesures d'abord de libéralisation. Pendant ce premier gouvernement de la nouvelle ère démocratique au Paraguay, la façade de l'ancien régime changera, mais de nombreux éléments de sa structure (parti *colorado* au pouvoir depuis 1947, rôle des militaires, Etat prébendier) resteront inchangés. C'est donc dans un contexte de transition démocratique, confronté à des obstacles de l'ancien régime que le Paraguay aborde les années 90.

Les élections de 1989 annoncent donc le début de la transition paraguayenne. En prenant la présidence en mai de 1989, Rodriguez promet de la remettre au civil qui sera élu en 1993. La période de 89 à 93 est présentée comme celle de la transition, mais nous verrons plus bas que le cours des événements prolongera longuement ce processus. Entre les années 89 et 91, la transition stagne malgré un discours démocratique. L'opposition présente au Parlement semblait incapable de créer l'espace pour aborder les sujets de la transition. Pendant ce temps le parti *colorado*, bien qu'au pouvoir, était plongé dans des rivalités internes et incapable de faire fléchir le *status quo* imposé par l'Exécutif. ¹⁰⁰

L'année 1991 est celle des élections municipales. Ces dernières surprennent par leur transparence et leurs résultats. L'opposition gagne plusieurs mairies dont Asunción, la capitale, qui sera dirigée par un candidat indépendant. Les résultats de ces élections contribueront aussi à l'établissement d'un agenda de la transition. ¹⁰¹ Certes, ces élections donneront une impression d'élan à la démocratisation du pays, mais pour les Forces armées la

⁹⁹ NICKSON, *Loc. cit.* p. 206.

¹⁰⁰ ABENTE, Diego, (coord). *Paraguay en transición*. Caracas-Venezuela: Editorial Nueva Sociedad, 1993, p. 153-156.

¹⁰¹ *Ibid.* p. 157.

perte de la mairie d'Asunción sera le signal déclencheur pour un retour en force sur la scène politique nationale. Dans ce contexte, l'importance politique du général Lino Cesar Oviedo et l'influence des forces armées dans le parti *colorado* prendront de l'ampleur. En effet, ledit général sera un des principaux agents politiques pour qu'en 1993 Juan Carlos Wasmosy, un civil, arrive à la présidence. Paradoxalement, en 1996 ce même général devenait le principal obstacle pour une représentation formelle du pouvoir civil.¹⁰²

En 1993 arrive un président civil, le *colorado* Juan Carlos Wasmosy, après de nombreuses années de militaires au pouvoir. Ce qui pour plusieurs aurait pu signifier l'aboutissement de la transition n'était en fait que poudre aux yeux. En effet, Wasmosy a été en quelque sorte parachuté au pouvoir par une coupole militaire chapeauté par Rodriguez et Oviedo. Les militaires continuaient donc à jouer un rôle de tutelle auprès du gouvernement malgré leur absence au fauteuil présidentiel.¹⁰³ Jusqu'à la fin des années 90, le retour en force des militaires sur la scène politique se traduira en crises politiques qui ébranleront les faibles avancées démocratiques du Paraguay.

2.5 Des crises du Paraguay de la transition jusqu'à nos jours

Les relations harmonieuses entre Wasmosy et Oviedo cesseront en 1996, des désaccords sur le plan politique entre les deux hommes sont à la base de leur rupture. L'issue de cette mésentente sera une crise politique menaçant la continuité d'un régime démocratique au Paraguay en avril 1996.¹⁰⁴ Oviedo se voit démis de ses fonctions mais décide de se retrancher dans ses quartiers généraux avec le soutien d'autres chefs militaires et menace de faire couler des « fleuves de sang ». Ce sera grâce à la pression exercée depuis les instances internationales et depuis la rue que la crise sera résolue. Le général putschiste décidera dès

¹⁰² MARTINI, Carlos, « Relaciones Civico-Militares en la Transición... » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998, p. 171-174.

¹⁰³ RIQUELME, M. A. « Fuerzas Armadas – Sociedad Civil en el Paraguay » In Line Bareiro, Ticio Escobar et Saúl Sosnowski (comp.) *Hacia una Cultura para la Democracia en el Paraguay*. Asunción-Paraguay : CDE, 1994, p. 133-134.

¹⁰⁴ MARTINI, Carlos. « Una mirada política a la transición » In Alejandro Vial (coord.) *Cultura política, sociedad civil y participación ciudadana: el caso paraguayo*. Asunción-Paraguay: CIRD, 2003, p. 180-181. Nous revenons sur cette crise et le rôle de la société civile dans le chapitre 4.

lors d'employer la « voie politique »¹⁰⁵ pour tenter d'atteindre la présidence du Paraguay, il entreprenait ainsi son opposition au gouvernement et au régime démocratique.

Le revers subi par Oviedo en 1996 n'épanchera pas la soif de pouvoir du général. Ce dernier se mettra en campagne pour vaincre lors des élections internes du parti *colorado* désignant le représentant pour les présidentielles de 1998. Poursuivi par une justice faible pour sa tentative de coup d'état en 1996, Oviedo réussira tout de même à s'imposer comme candidat aux présidentielles pour le plus important des partis paraguayens. Ce n'est qu'en mars 1998 que la Justice Militaire condamnera Oviedo à 10 ans de prison.¹⁰⁶ Cette condamnation n'est qu'un chapitre d'une saga qui se poursuit jusqu'à présent, quoi qu'il en soit ce sera l'homme ayant fait campagne aux côtés d'Oviedo¹⁰⁷ qui représentera le parti *colorado*. L'Ingénieur Raul Cubas Grau devenait ainsi le représentant *colorado* pour les présidentielles de 1998, élections que ce parti allait emporter. Quelques jours après son arrivée à la présidence, Cubas tenait sa principale promesse de sa courte campagne électorale, à savoir, signer un décret libérant Oviedo. Les réactions dans la classe politique paraguayenne furent fortes suite au premier acte politique du nouveau président et le remous créé mènerait la crise à son apogée. En effet, suite à la ratification de la condamnation d'Oviedo de la part de la Cour Suprême de Justice, le mouvement d'Oviedo allait faire appel aux menaces et à la violence.¹⁰⁸

La crise politique allait se déplacer sur le champ social suite à l'assassinat du vice-président élu, le Docteur Luis María Argaña, le 26 mars 1999. Ce dernier était devenu le candidat à la vice-présidence après la condamnation d'Oviedo à la veille des élections présidentielles. Ainsi, de nombreux secteurs politiques, sociaux, tout comme de nombreux citoyens convergèrent devant le Parlement pour soutenir le jugement politique envers Cubas. La bataille politique se déplaça sur la place chevauchant le Parlement, des partisans d'Oviedo tirèrent sur la foule de manifestants en tuant et en blessant bon nombre de personnes. Malgré

¹⁰⁵ FREGOSI, Renée. « Paraguay, mai 1998 : des élections en trompe-l'œil » In *Problèmes d'Amérique Latine*, no. 31 (oct-déc 1998), p. 57-58.

¹⁰⁶ MARTINI, Carlos. *Loc. cit.*

¹⁰⁷ Le système électoral paraguayen fonctionne sur la base d'une candidature simultanée du Président et du Vice-Président.

¹⁰⁸ Ultima Hora, *Marzo Paraguayo : Una Lección de Democracia*, p. 52.

ces événements, des milliers de jeunes, paysans et citoyens se rassemblèrent pour défendre la démocratie et exiger la démission du président. Ce dernier, soumis à la pression sociale et diplomatique, renonça à son poste et le céda à un gouvernement de coalition dirigé par le président du Congrès Luis Gonzalez Macchi.¹⁰⁹

Suite aux événements de ce qu'on a nommé le « *marzo paraguayo* », les attentes étaient grandes envers le gouvernement de coalition formé. Malheureusement, ces attentes laisseraient place à une déception grandissante. En effet, l'administration de Gonzalez Macchi s'est peu engagée dans l'avancement des multiples réformes dont le pays avait besoin avec urgence. Par ailleurs, la menace militaire continuait à gronder et une troisième tentative de coup d'état, rapidement neutralisée, a eu lieu en 2000. Jusqu'aux élections de 2003, remportées à nouveau par le candidat *colorado* encore au pouvoir Nicanor Duarte Frutos, le climat politique s'est légèrement calmé. Nous retournerons sur cette période en portant un regard plus attentif aux actions de la SC lors des chapitres suivants.

2.6 Aperçu de l'économie paraguayenne

Sous Stroessner, l'économie du pays peut être fractionnée en trois périodes. Une première période allant de 1954 à 1974 pendant laquelle des ajustements et une consolidation économique ont eu lieu. La deuxième concerne les années 1974 à 1981, cette période est caractérisée par une forte croissance économique, notamment grâce aux exportations de matières premières (principalement soja et coton) et aux travaux effectués pour le barrage hydraulique d'Itaipú. La troisième période, de 1981 à 1989 a été celle d'une récession économique. A la différence de ses plus grands voisins, le Paraguay n'a pas opté pour une stratégie d'industrialisation par substitution des importations. En effet, dans les années 70 et 80, le pays a continué à exporter des matières premières brutes, il devenait donc très dépendant des fluctuations des prix sur les marchés internationaux. Ainsi, dans les années 80, la fin des travaux du barrage d'Itaipú, additionnée à un fort endettement et à la baisse des prix

¹⁰⁹ *Idem.*

des matières premières sur les marchés internationaux, plongèrent le Paraguay dans une forte crise économique.¹¹⁰

Dès la transition, les gouvernements successifs ont dû faire face à une situation économique délicate. Les quatre premiers présidents (tous du parti *colorado*) ont multiplié les promesses et prédit des réformes de fond pour améliorer la situation économique du pays. Mais les réformes tant nécessaires n'ont pas passé le stade des promesses et les initiatives prises ont été superficielles par rapport aux besoins structurels d'assainissement économique du pays. La continuité du parti *colorado* au pouvoir et l'absence de réformes majeures ne sont pas deux éléments isolés. En effet, les élites au pouvoir continuent à bénéficier de rentes de l'Etat et ont tout intérêt à ce que la situation demeure inchangée s'ils souhaitent continuer à tirer profit de cette situation. Par ailleurs, le climat à l'intérieur du parti *colorado* et les crises politiques des années 90 ont aussi freiné l'agenda économique. Dans ce contexte, les diverses réformes nécessaires depuis la fin du régime stroessniste n'ont pas pu être concrétisées. Des facteurs économiques urgents, comme la réforme agraire, les investissements dans le capital humain et des initiatives pour attirer les investissements étrangers, continuent à être négligés.

En 2004, *The Economist Intelligence Unit* résumait ainsi la situation économique du Paraguay :

Medido en términos de PIB per capita, [Paraguay] es uno de los países más pobres de Latinoamérica. La actividad económica se basa en primer lugar en la agricultura, la generación de poder hidroeléctrico y el comercio informal con Argentina y Brasil. Tradicionalmente, el poder económico ha estado en manos de una pequeña élite con base en la capital, Asunción, cuya fortuna ha sido amasada mediante actividades de extracción de rentas del Estado, la ganadería y actividades relacionadas al comercio ilícito.¹¹¹

¹¹⁰ BIRCH, Melissa H. « La agenda económica inconclusa. (Re)-creando las bases para el desarrollo económico » In Diego Abente et Fernando Masi (eds). *Estado, Economía y Sociedad: Una Mirada Internacional a la Democracia Paraguaya*. Asunción-Paraguay: CADEP, 2005, p. 77-84.

¹¹¹ En termes de PIB *per capita*, le Paraguay est un des pays les plus pauvres d'Amérique Latine. L'activité économique est basée en premier lieu sur l'agriculture, la création d'énergie hydroélectrique et le commerce informel avec l'Argentine et le Brésil. Depuis toujours, le pouvoir économique est dans les mains d'une petite élite basée à la capitale, Asunción. La fortune de cette dernière a été ramassée à travers des activités bénéficiant de rentes de l'Etat, l'élevage ou encore les activités liées au commerce illicite. (Notre traduction). *Economist Intelligence Unit, Country Profile, 2004, London, p. 23. Cité dans Ibid. p. 98.*

Ce résumé de la situation économique paraguayenne dans les premières années du nouveau millénaire témoigne de l'inertie économique existante depuis la transition. En d'autres termes, l'économie paraguayenne n'a pratiquement pas évolué depuis 1989 et continue à faire face aux mêmes défis qu'elle confronte depuis la fin du régime stroessniste. La situation méditerranéenne du pays est certainement un désavantage pour le développement économique. Néanmoins, un climat clément, la disposition de terres et une population jeune sont des facteurs que le pays doit exploiter économiquement. Les ressources naturelles et physiques sont présentes au Paraguay, ce sont des institutions fortes qui font défaut. Enfin, tant que des réformes de fond ne seront pas adressées, la situation économique du pays demeurera précaire. Ces réformes commencent par l'administration publique elle-même et passent par un approfondissement de celles qui ont déjà été entamées dans les secteurs de l'éducation, la justice et les finances.¹¹² Comme nous pourrions le voir plus bas, la déception montante de la population envers le système démocratique est directement liée à la faiblesse économique et l'apparition de fléaux exacerbés par la pauvreté.

2.7 Le Paraguay et la transition

Dans ce sous-chapitre, nous tenterons de rapprocher les concepts de la transitologie développés dans le premier chapitre et le cas du Paraguay que nous étudions. Nous souhaitons ainsi situer le Paraguay dans le panorama théorique dépeint par les transitologues et politologues. La première tâche qui nous est dévolue est celle de définir dans quel stade de la démocratisation se trouve le Paraguay. Pour réussir cela, notre positionnement théorique est déterminant. En effet, selon la définition de transition donnée par O'Donnell que nous avons adoptée pour ce travail, il y a d'une part un processus de dissolution du régime autoritaire et, d'autre part, l'instauration d'une forme de démocratie. Ainsi, nous considérons que le Paraguay démarre sa transition en février 1989, suite au coup d'état écartant Stroessner du pouvoir. Par ailleurs, il s'achève entre 2000, année où se produit la dernière tentative de coup d'état militaire, et 2003, année des premières élections présidentielles sans une influence militaire. Néanmoins, le processus de démocratisation se poursuit actuellement car,

¹¹² *Ibid.* p. 97-107.

comme nous le verrons, plusieurs éléments ralentissent l'instauration d'un régime démocratique fort.¹¹³

Il faudrait aussi « classer » le type de régime de Stroessner à partir duquel une transition est envisagée. O'Donnell le situait parmi les régimes « traditionnels » à fort caractère patrimonialiste et des traits de sultanisme. Cette classification est aussi empruntée par Fregosi et, par ailleurs, la plupart des auteurs soulignent le caractère particulier de la combinaison des facteurs parti, Etat et armée dans la structure du régime autoritaire stroessniste. Les auteurs étudiés s'accordent aussi pour dire que le régime de Stroessner n'était clairement pas un régime « bureaucratie-autoritaire ». Dans ce sens justement, dans les années 80 la faction des *tradicionalistas* du parti *colorado* souhaitait changer la nature du régime pour le transformer en un régime avec une répartition des pouvoirs tendant vers une « bureaucratie-autoritaire ».¹¹⁴

Les caractéristiques de l'effritement du régime stroessniste donnent aussi du fil à retordre à la théorisation de la transitologie. Comme nous l'avons vu plus haut, Przeworski identifie plusieurs conditions menaçant les régimes autoritaires. Une de ces caractéristiques invoque les conflits internes qui rongent le régime jusqu'à sa chute. Dans le cas que nous analysons il y a en effet des éléments qui rappellent cette condition, c'est le cas de la crise générée par la division interne du parti *colorado* entre *militantes* et *tradicionalistas*. O'Donnell et Schmitter affirmaient que :

[...] There is no transition whose beginning is not the consequence –direct or indirect- of important divisions within the authoritarian regime itself, principally along the fluctuating cleavage between hardliners and softliners.
[...]¹¹⁵

Sans aucun doute, la chute de Stroessner a été amenée par des divisions à l'intérieur du système. L'affrontement entre *militantes* et *tradicionalistas* dans le parti *colorado* ainsi

¹¹³ Plusieurs éléments nous poussent à affirmer cela. D'abord, la non alternance et donc la persistance du parti *colorado* au pouvoir. Ensuite, le manque de réformes dans un Etat gangrené par la corruption et des pratiques clientélistes. Enfin, la présence d'obstacles pour le développement d'une société civile active et impliquée dans le processus de démocratisation.

¹¹⁴ FREGOSI, *Op. cit.* p. 218.

¹¹⁵ O'DONNELL; SCHMITTER and WHITEHEAD. *Op. cit.* Part IV, p. 19.

que dans les rangs de l'armée pourrait ainsi être assimilé à la référence faite par O'Donnell et Schmitter entre *hardliners* et *softliners*. Néanmoins, ce rapprochement doit se faire avec précaution. Bien que les *tradicionalistas* avaient une approche moins radicale et violente que celle de leurs opposants, il est discutable qu'ils auraient été en faveur d'un processus de libéralisation ou encore à même de le mettre en place. En effet, même si cela avait été le cas, cette hypothèse pourrait être remise en cause car ils avaient pour but de maintenir un *statu quo* qui leur était largement favorable sous Stroessner. Par ailleurs, le rôle joué par les *tradicionalistas* dans la destitution de Stroessner a été très timide.¹¹⁶

Arditi rappelle dans un de ses articles deux des principales caractéristiques de ce début de transition au Paraguay :

[...] el cambio viene desde arriba y desde dentro del propio poder [...] Además, el cambio ocurre a partir de la legalidad heredada de la dictadura y con los mecanismos que ella misma estableció. Vale decir que no se trata de una ruptura revolucionaria [...] la transición ha sido impulsada por y desde el poder [...]¹¹⁷

Dans la veine de ce qu'Arditi affirme, le changement s'est en effet effectué depuis le haut et, ni les mouvements sociaux, ni l'opposition, n'ont été des éléments déterminants dans la chute de la dictature. A partir des années 60, la voix de l'Eglise a été pratiquement la seule à travers laquelle la SC a exprimé quelques critiques envers le régime.¹¹⁸ Il était alors impossible d'envisager un quelconque soulèvement populaire ou une révolution basée sur l'opposition car l'appareil stroessniste avait écrasé tout éventuel foyer d'insurrection pouvant provoquer un mouvement fort contre l'ordre établi.

Comme nous l'avons vu, Alfred Stepan faisait aussi référence, dans l'ouvrage *Transitions from Authoritarian Rule*, aux différents cheminements d'un régime autoritaire vers une re-démocratisation. Le cheminement se rapprochant le plus du cas du Paraguay est

¹¹⁶ ABENTE, Diego. « Stronismo, Post-Stronismo, and the Prospects for Democratization in Paraguay » In *Kellogg Institute Working Papers*, No. 119 (march 1989).

¹¹⁷ [...] Le changement vient d'en haut y depuis l'intérieur du pouvoir [...] Par ailleurs, le changement arrive à partir de la légalité héritée de la dictature et avec les mécanismes établis par cette dernière. Il ne s'agit donc pas d'une rupture révolutionnaire [...] la transition a été engagée par et depuis le pouvoir. (Notre traduction). ARDITI, *Loc. cit.* p. 83.

¹¹⁸ CARTER, *Loc. cit.* p. 102-103.

probablement le suivant: *Redemocratization Initiated by "Military-as-Government"*. En effet, les militaires ont joué un rôle capital dans le début de cette transition, mais dans le cas du Paraguay, plus que d'une re-démocratisation, il s'agit d'une "démocratisation" tout court. En effet, contrairement à des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili ou l'Uruguay, la tâche du Paraguay n'est pas celle de récupérer une tradition démocratique interrompue par une période d'autoritarisme, mais bien d'inventer une institutionnalité démocratique qui n'a jamais vraiment existé. Arditi résume la question de la manière suivante: « [...] al hablar de 'transición democrática' en un país como Paraguay, la expresión no designa una *restauración*, sino mas bien la *fundación* de un régimen político democrático. »¹¹⁹

2.8 Défis de la transition du Paraguay

Comme dans la plupart des processus de transition, les forces armées sont un acteur déterminant. Fregosi identifie l'importance d'une double fonction des militaires dans le processus de transition : premièrement « [...] en tant que leaders du mouvement de passage vers le changement de régime [...] » et deuxièmement et d'une façon négative en quelque sorte « [...] dans la mesure où la diminution du poids des militaires dans le jeu politique est un critère essentiel de la réussite du passage à la démocratie [...] ». ¹²⁰

Au Paraguay, pour effectuer leur sortie de politique des militaires paraguayens ont pris la tête du groupe souhaitant le changement et ont traduit cette volonté en termes stratégiques et politiques : ils se sont convertis en partisans d'une ouverture démocratique [...].¹²¹

L'importance du rôle des militaires pendant et après le régime stroessniste est un élément-clé indéniable dans le cas du Paraguay. Comme Fregosi le dit, un processus à travers lequel les militaires s'effacent de l'arène politique doit s'effectuer pour céder la place à un gouvernement démocratique. Mais après une dictature militaire de 35 ans, et une longue tradition d'autoritarisme, la tâche à accomplir s'avère ardue. En effet, la longue histoire d'autoritarisme et l'absence de traditions démocratiques favorisaient la présence d'un régime

¹¹⁹ [...] lorsque nous parlons de 'transition vers la démocratie' dans un pays comme le Paraguay, cette expression ne représente pas une *restauration*, mais plutôt la *fondation* d'un régime politique démocratique. (Notre traduction). ARDITI, *Loc. cit.* p. 84.

¹²⁰ FREGOSI, *Op. cit.* p. 256.

¹²¹ *Ibid.* p. 259.

autocratique et rendaient plus difficile d'envisager la subordination des militaires aux autorités civiles.¹²²

Le changement de régime, mis à part l'expulsion du *caudillo* et des *militantes* du pouvoir, n'a pas vraiment changé le système en place. Nous pouvons parler d'une nouvelle façade, mais toujours du même arrière plan stroessniste.¹²³ L'héritage de ce système et du triangle parti-armée-Etat constitue un des défis principaux de la période post-stroessniste. En effet, cet amalgame tripartite est aux antipodes d'un système gouvernemental démocratique. Il s'agit donc pour le gouvernement de démonter une institutionnalité et une conception politique plus proches des modèles fasciste et staliniste que d'une vision démocratique.¹²⁴ D'une part, les militaires doivent s'effacer et se séparer du triangle parti-armée-Etat, mais d'autre part, le parti *colorado* doit lui aussi établir une certaine distance vis-à-vis du gouvernement, tâche qui s'annonce des plus complexes. Accrochés au pouvoir depuis 1947, les *colorados* envisagent mal une prise de distance du gouvernement qui permettrait à l'opposition d'entrer dans le bal politique avec une égalité de chances. Les mots de Luis Maria Argaña, alors Président du parti *colorado* reflètent clairement cet attachement au pouvoir : « *vamos a conspirar, vamos a hacer una revolucion si es necesario, pero no vamos a dejar que el Partido Colorado caiga del poder* ». ¹²⁵

Le contexte économique hérité de la période stroessniste est un autre facteur contenant certains défis pour la transition paraguayenne. Bien que la situation économique du Paraguay n'était pas si mauvaise au lendemain du coup d'état, certains fléaux allaient tout de même constituer de véritables défis. C'est le cas de la corruption qui minait tout l'appareil étatique en 1989 et qui présentait des faibles signes de changement. Pire, la corruption semblait être imprégnée dans la culture et dans le *modus vivendi* local. Le développement d'un grand marché noir propulsé par une contrebande galopante était une autre caractéristique de cette économie.¹²⁶

¹²² SONDRÖL, *Loc. cit.* p. 139.

¹²³ *Ibid.* p. 137.

¹²⁴ ARDITI, *Loc. cit.* p. 84.

¹²⁵ Cité dans *Ibid.* p. 93.

¹²⁶ SONDRÖL, *Loc. cit.* p. 144-145.

Au Paraguay, la SC était quasi-inexistante, ce qui constituait un autre défi pour la transition. Comme nous le verrons plus bas, l'Eglise a incarné une des seules voix de la SC pendant le régime de Stroessner. Chacune de ses parties a été étouffée par la dictature jusqu'au point qu'au lendemain du coup d'état, les réactions de la SC demeuraient discrètes et timides. Cette faiblesse de la SC était sans doute un des principaux défis pour entamer une transition et espérer une consolidation de la démocratie. Mais la faire renaître ou la créer était une tâche laborieuse en soit car la population n'était pas habituée à jouir d'une liberté d'initiative.¹²⁷ Plusieurs questions demeuraient ouvertes lors des premiers pas de cette transition : Est-ce que l'éveil d'une SC serait capable de convertir cette *dictablanda* en société démocratique ?¹²⁸ Est-ce que les idées et l'image du gouvernement allaient évoluer vers le sens d'une démocratie ? Est-ce que ces défis n'allaient pas devenir insurmontables et signifier un retour en arrière vers une forme de gouvernement à nouveau répressif ? Des questions qui témoignent de l'incertitude ambiante qui a accompagné la transition paraguayenne depuis ses débuts.

Depuis un point de vue théorique, les caractéristiques de la transition paraguayenne laissaient présager un développement de la SC semblable à celui des autres cas latino-américains. O'Donnell faisait référence à la « résurrection de la société civile », soit une mobilisation d'organisations sociales pour investir un espace qui s'ouvre lors de la chute du régime répressif. Néanmoins, resurgir après des années d'oppression de la part d'un régime autoritaire constitue un des défis majeurs qui accompagnent cette émergence de la SC.¹²⁹ Dans ce sens, le cas du Paraguay ressemble davantage à une entrée de la SC sur la scène sociopolitique plutôt qu'un retour. Par ailleurs, O'Donnell fait référence à l'apparition de *grass roots movements* suite au démantèlement de l'appareil répressif central et ses réseaux clientélistes. Toutefois, comme nous le verrons plus en détail dans ce travail, au Paraguay la structure clientéliste du gouvernement ne semble pas avoir été totalement démolie lors de la transition. Bien au contraire, la persistance du parti *colorado* au pouvoir laisse une place pour que les anciennes structures du régime continuent à fonctionner sans pour autant faire appel à

¹²⁷ POWERS, *Loc. cit.*

¹²⁸ NICKSON, *Loc. cit.* p. 206.

¹²⁹ O'DONNELL; SCHMITTER and WHITEHEAD. *Op. cit.* Part IV, p. 48-56.

la répression. Quoi qu'il en soit, ce contexte constitue un frein pour le développement d'organisations de base territoriale. Enfin, comme le rappelait O'Donnell, l'enthousiasme des acteurs sociaux pour promouvoir la démocratie est souvent accompagné par de grandes frustrations. En effet, la SC souhaitant impulser la transition se retrouve bloquée face à un appareil étatique encore imprégné par les rouages du régime précédent.¹³⁰

2.9 Les acteurs de la transition

Lors du bref rappel historique ci-dessus, nous avons déjà souligné l'importance de certains acteurs dans cette transition paraguayenne. Néanmoins, nous souhaitons apporter quelques détails sur certains de ces acteurs dans le but d'élargir le panorama sociopolitique et ainsi saisir la magnitude du chemin à parcourir pour que le pays réussisse une pleine démocratisation.

2.9.1 *Le parti colorado*

A partir des années 60, Stroessner réussit une forte unification du parti *colorado*. Mais cette unité n'aurait pas été possible sans les nombreuses purges effectuées. La consolidation du parti était un fait, néanmoins cela s'apparentait davantage à une subordination de l'ensemble du parti à la volonté du dictateur. En effet, aucune dissension n'était envisageable dans les rangs du parti, tout était mis en place pour conserver une « *unidad granítica del coloradismo eterno con Stroessner* »¹³¹. Il faudra attendre jusqu'en 1984 pour rencontrer à nouveau des divisions internes dans le parti d'Etat, les mêmes divisions qui seront en bonne partie responsables de la chute du régime.

Pour atteindre le triangle parti-Etat-armée qui a servi de base au régime stroessniste, le pays a vécu une sorte de « coloradisation », mais l'amalgame entre le parti *colorado* et l'armée avait commencé avant Stroessner. En effet, c'est à la fin de la guerre civile de 1947, sous le régime du Général Morinigo que le *coloradisme* fait irruption dans les rangs militaires. Lorsque Stroessner arrive au pouvoir en 1954, il hérite déjà d'une armée fortement

¹³⁰ *Idem.*

¹³¹ *Ibid.* p. 170

politisée et il renforcera les liens entre le parti *colorado* et l'institution militaire.¹³² Ainsi, l'affiliation au parti devient une condition *sine qua non* pour tout individu souhaitant faire une carrière militaire.

Dans l'appareil étatique, la logique de la « coloradisation » a été la même. L'affiliation au parti est aussi devenue une condition indispensable pour devenir employé de l'administration publique. La croissance du parti a, en effet, été accompagnée d'une forte augmentation de l'effectif travaillant pour le gouvernement. Malgré cette croissance du nombre de travailleurs, l'efficacité et la productivité de l'Etat ont été inversement proportionnels à l'augmentation du nombre de fonctionnaires. Dans cette dynamique, la chose publique est, par la force des choses, devenue la propriété du parti *colorado*. Le parti s'assurait ainsi une légitimité sociale et une loyauté basée sur un schéma de prébendes et de clientélisme dont le fonctionnement était assuré grâce à une corruption consentie.¹³³

Cette « coloradisation » allait pratiquement toucher l'ensemble du pays. En effet, le nombre croissant d'affiliés était aussi le reflet du choix de nombreux citoyens poussés vers cette option pour survivre (essentiellement dans les zones rurales). L'affiliation apportait des privilèges économiques ainsi qu'une certaine protection politique face aux autorités. Par ailleurs, le parti *colorado* a su atteindre la majorité de la population en implantant une toile de *seccionales* et *subseccionales* jusque dans les lieux les plus reculés. Ces représentations du parti ont ainsi pénétré en profondeur le tissu social paraguayen. Les *seccionales* ont joué un rôle social important, en répondant souvent à des demandes qui devraient être garanties par les mairies ou le gouvernement central. Les services proposés par ces *seccionales* étaient entre autres : aide à la recherche d'emploi ; premiers soins ou aide financière pour l'achat de médicaments ou hospitalisation ; formations diverses ; mise à disposition d'une salle (souvent

¹³² RIQUELME, Marcial Antonio. « Desde el stonismo hacia la transición a la democracia : el papel del actor militar » In Diego Abente Brun (coordinador), *Paraguay en transición*, Caracas – Venezuela : Ed. Nueva Sociedad, 1993. p. 190.

¹³³ ARDITI, “Adios a Stroessner...” p. 161-167.

la seule du village) pour des activités sportives ou des événements tels que des fêtes ou mariages.¹³⁴

Après les événements de février 1989, cette structure est restée présente et la forte couverture territoriale du parti *colorado* a été une des clés de leur succès électoraux depuis la période démocratique. En effet, si les taux de participation des premières élections ont été très élevés, ces chiffres ont été possibles grâce à l'efficacité de la machine électorale du parti *colorado* plus qu'à une prise de conscience citoyenne de leur devoir civique. Par ailleurs, le départ de Stroessner avait aussi provoqué un éclatement de l'unité du parti et laissé des multiples scissions réapparaître. En effet, l'« *unidad granítica* » laissait place à l'« *archipiélago de corrientes* »¹³⁵ mais cette émergence d'une multitude de mouvements internes dans le parti *colorado* ne doit pas être considéré comme un signe de pluralisme à l'intérieur du parti, bien au contraire, cette diversité a été à la base de nombreux conflits. Ces derniers posent bon nombre d'inconvénients à un parti qui devait assurer la gouvernabilité du pays.

2.9.2 *Les militaires*

Présents sur la scène politique tout au long de l'histoire du pays, les militaires ont joué un rôle de taille avant, pendant et après la dictature de Stroessner, ils sont donc un des acteurs clé de cette transition paraguayenne. Comme nous l'avons vu plus haut, de forts liens avaient été tissés depuis la fin des années 40 entre le parti *colorado* au pouvoir et les militaires. Stroessner renforce ainsi les liens entre parti et armée et opère une série de purges dans les rangs militaires dans le seul but de s'assurer des officiers loyaux. Mis à part le culte à sa personnalité, la corruption faisait partie intégrante d'un système de loyauté fonctionnant sur la base de privilèges et prébendes accordés aux officiers fidèles à Stroessner. Enfin, le

¹³⁴ *Ibid.* p. 167-169. Il nous semble important de préciser que cette aide n'était pas envisagée dans le but d'apporter une autonomie quelconque. Bien au contraire, il s'agissait d'un assistentialisme cherchant à établir une dépendance envers le parti et du reste une passivité de la part de la population.

¹³⁵ *Ibid.* p. 178.

dictateur opte pour la doctrine de Sécurité Nationale, soit l'état de guerre totale contre le « monde démocratique » et la « menace communiste », dans un contexte de guerre froide.¹³⁶

Curieusement, c'est cette base qui a soutenu Stroessner pendant plus de 30 ans qui allait être protagoniste de la fin de son régime. Plusieurs éléments expliquent cela, premièrement, une déformation de la hiérarchie militaire provoquée par un immobilisme dans les rangs supérieurs et une surpopulation des rangs moyens. En effet, ce blocage dans les hauts rangs provoquait un surnombre d'officiers au grade de colonel (plus de 25% du total des officiers).¹³⁷ Deuxièmement, malgré les purges effectuées par Stroessner, deux groupes demeuraient dans les rangs de l'armée : les *institucionalistas*, foncièrement opposés au fonctionnement de l'institution à la façon de Stroessner ; et les *stronistas* conformes à l'ordre établi par le régime et entièrement d'accord avec les dysfonctionnements de l'armée provoqués par le dictateur. Enfin, la pression exercée par les *militantes* du parti *colorado* venait s'ajouter à tout cela. Ces derniers effectuaient une corrélation entre le grade dans l'armée et la loyauté envers le dictateur. Cette « militantisation » des Forces armées sera à la base des scissions dans les rangs militaires qui provoqueront le coup de 1989.¹³⁸

Lors des élections de 1989, ce sera à nouveau un parti *colorado*, proche des militaires, qui ressortira vainqueur. Néanmoins, malgré la présence de Rodriguez au pouvoir, la classe militaire laissait entendre, par le biais d'un discours démocratique, leurs objectifs d'institutionnaliser et de professionnaliser les forces armées. Il s'agissait d'un double discours car la classe militaire agissait à l'encontre de ces objectifs, les forces armées continuaient à agir comme outil de répression interne du gouvernement (surtout envers les paysans ayant occupé des terres). Par ailleurs, elles allaient réinvestir avec force la scène politique suite à la défaite du parti *colorado* lors des élections municipales de 1991. En effet, cette défaite allait relancer les militaires en politique, surtout en la personne du Général Lino

¹³⁶ RIQUELME, Marcial Antonio. « Desde el stronismo hacia la transición a la democracia : el papel del actor militar » In *Op. Cit.* p. 190-194.

¹³⁷ *Ibid.* p. 196. La figure pyramidale censée représenter la hiérarchisation de l'institution militaire laissait place à une figure irrégulière. Cette pyramide dotée d'une base large devait représenter un grand nombre d'officiers dans les rangs les plus bas et une décroissance de ce nombre au fur et à mesure que nous montons dans les grades militaires.

¹³⁸ *Ibid.* p. 198-201.

César Oviedo. En 1993, ce dernier était le plus important agent politique pour que Juan Carlos Wasmosy arrive au pouvoir, alors qu'en 1996 et 1999 il devenait le plus grand obstacle pour une représentation formelle du pouvoir civil.¹³⁹

Les bases juridiques pour une institutionnalisation des forces armées ont déjà été posées. Néanmoins, des reliquats de l'alliance de pouvoir entre le parti *colorado* et les militaires ont continué de faire faux bond au processus démocratique. Cette séparation entre parti et armée constitue une des opérations essentielles dans le démantèlement du triangle construit par Stroessner. D'après une étude datant de 1996, à cette époque il n'y avait pas encore une véritable subordination des forces armées au pouvoir politique démocratique. Par ailleurs, la confiance de la population envers l'institution militaire avait fortement baissé et la possibilité d'un coup d'état militaire était largement rejetée sauf par un quart de la population qui restait favorable à cette option dans des circonstances particulières.¹⁴⁰

Par ailleurs, certains officiers de haut rang ont aussi pratiqué des activités extraprofessionnelles telles que la complicité dans la contrebande et le trafic de stupéfiants, des affaires de corruption et d'impunité. La participation des militaires dans ces activités illicites ont constitué un frein au processus d'institutionnalisation du pays et donc un obstacle pour la transition.¹⁴¹ Enfin, nous n'avons évoqué ici qu'une partie des effets négatifs provoqués par l'omniprésence des militaires ayant eu à charge le coup qui a détrôné Stroessner du pouvoir. Il faudra attendre jusqu'aux élections de 2003 pour constater un retrait des militaires de l'arène politique.

2.9.3 L'opposition

Après la victoire des *colorados* lors de la guerre civile qui s'achève en 1947, un système de parti unique entrera en vigueur jusqu'en 1962. Sous Stroessner, les *colorados* ont

¹³⁹ *Ibid.* p. 208, et MARTINI, Carlos. « Relaciones civico militares en la transición » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. p. 171-174.

¹⁴⁰ MARTINI, Carlos. In *Op. cit.* p. 180-185. L'auteur fait référence à l'étude suivante : SELIGSON, Mitchell. A. « Cultura política en Paraguay : Lineamientos de Estudios de Valores Democráticos para el año 1996 » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. p. 45-120.

¹⁴¹ RIQUELME, Marcial Antonio. In *Op. Cit.* p. 212-213.

dominé la scène politique alors que l'opposition a joué un rôle limité. En effet, même si le gouvernement reconnaissait certains partis dans les années 60 et les invitait à un pluralisme restreint, ce n'est en aucun cas l'opposition qui provoquera la chute du régime stroessniste. La véritable opposition se trouvait parmi les « abstentionnistes » regroupés dans l'*Acuerdo Nacional*, mais le seul langage employé par le régime vis-à-vis de cette opposition était celui de la répression. Par ailleurs, la domination du parti *colorado* était telle qu'il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

Les élections qui ont suivi le coup de février 1989 ont été libres et relativement propres, mais clairement non compétitives car les partis de l'opposition étaient désavantagés face au parti *colorado*. Ce dernier obtient une large majorité, mais cet exercice démocratique a permis de restructurer le système des partis et d'établir un cadre politique pluraliste. L'opposition cherche alors à assurer une libéralisation (surtout en termes de libertés publiques, espace dont elle a besoin pour se développer) et le respect d'un agenda de la transition. Malgré ce rôle, les premières années de l'opposition seront caractérisées par une attitude réactive face au gouvernement, surtout en termes de propositions dans le contenu de la politique paraguayenne.¹⁴²

Le PLRA (*Partido Liberal Radical Auténtico*) est l'autre parti traditionnel du Paraguay. Fondé en même temps que le parti *Colorado*, le PLRA est la deuxième force politique paraguayenne après 1989. Malgré leur rivalité centenaire, les deux partis se rejoignent dans la façon de faire et concevoir la politique. En effet, tout comme plusieurs autres partis latino-américains, ils approuvent une politique de « *partidocracia* », c'est-à-dire une surcharge des activités politiques qui tend à rendre floue la distinction entre société civile, société politique et Etat.¹⁴³ Au Paraguay, en quelque sorte, on naît *colorado* ou *libéral*, on ne le devient pas. Par ailleurs, l'identité politique se définit plus sur le plan des images

¹⁴² CABALLERO CARRIZOSA, Esteban. "Los partidos políticos de oposición en la transición en Paraguay: el caso del Partido Liberal Radical Auténtico" In Diego Abente Brun (coordinador), *Paraguay en transición*, Caracas – Venezuela : Ed. Nueva Sociedad, 1993. p. 180-181.

¹⁴³ ARDITI, Benjamín. « *Adios a Stroessner...* » p. 108.

(couleurs, musiques, caudillos, etc.)¹⁴⁴ que sur le plan des idées ou des programmes destinés aux citoyens.

Enfin, une opposition divisée a plus d'une fois laissé passer sa chance d'arriver au pouvoir et d'offrir une alternance.¹⁴⁵ En effet, les tentatives d'alliances dans l'opposition sont indispensables pour espérer battre le parti au pouvoir, mais les divergences au sein de l'opposition ont toujours bénéficié un parti *colorado* accroché au gouvernement depuis plus de 60 ans. Par ailleurs, le parlement a été incapable de faire face et encore moins de résoudre les multiples problèmes sociaux. C'est un organe qui ne possède ni autonomie, ni la capacité de générer des propositions allant dans le sens des besoins sociaux. En général, il se contente de soutenir les propositions de l'Exécutif sans jouer un rôle critique vis-à-vis de ce dernier, inutile de souligner le caractère apathique de l'opposition dans cet organe politique.¹⁴⁶

2.9.4 *La société civile*

Nous l'avons déjà dit, la SC n'a pas été l'élément principal menant à bas le régime de Stroessner. Néanmoins, une effervescence sociale était déjà présente pendant les dernières années de la dictature. Un peu prise de court et surprise par l'ampleur des événements, la SC paraguayenne réalise peu à peu son importance dans la transition et le nouveau jeu démocratique. En effet, malgré une classe politique envahissante ne laissant que peu de place pour son développement, la SC occupera petit à petit un espace dans l'arène politique paraguayenne.

Plusieurs mouvements sociaux seront présents dès les premières années de démocratie, c'est le cas du mouvement paysan et syndical. Bien que ces derniers ont été présents sous la dictature, ce n'est qu'après février 1989 qu'ils ont réussi à exprimer leurs demandes sans être systématiquement réprimés. Ainsi, des manifestations, des occupations de terres et des grèves ont eu lieu dès les premières années de démocratie. D'autres mouvements

¹⁴⁴ Lors des rassemblements *colorados* c'est les mouchoirs rouges qui s'agitent dans l'air, alors que c'est le bleu lors des meetings des *liberales*. Par ailleurs, chaque parti possède sa *polca*, musique populaire évoquant la grandeur de son parti.

¹⁴⁵ Lors des élections de 1993 et de 2003, le pourcentage cumulé de l'opposition dépassait celui du parti *colorado* vainqueur. En effet, le système électoral au Paraguay compte un seul tour.

¹⁴⁶ BRITEZ, Edwin. *Loc. cit.* p. 35.

ou organisations très présents et revendicatifs pendant l'ère stroessniste se feront plus discrets. C'est d'une part le cas de l'Eglise, qui s'est peu à peu effacé de la scène politique et, d'autre part, le mouvement étudiant. Ce dernier, particulièrement aguerris et combatifs face au régime deviendra plus que timide dans la période de transition.

Il est aussi important de noter les traits d'autoritarisme imprégnés dans les citoyens et la SC paraguayenne. Bien que cette dernière réagisse aujourd'hui dans un cadre démocratique, certains traits de cette « culture autoritaire » décrite plus haut restent présents. Par ailleurs, un élément comme la corruption systématisée, héritage de l'ancien régime encore fortement imprégnée dans les mœurs et le gouvernement, représente tout un défi à relever par la SC. Malgré les obstacles, la SC a continué sa progression en utilisant les libertés publiques dont elle dispose (liberté de presse, d'association et de réunion), une des plus grandes conquêtes de la transition.¹⁴⁷

Mais au delà des acteurs et de la progression de la SC paraguayenne, cette dernière a agi collectivement lors de moments précis. Ces manifestations collectives en défense de la démocratie ont regroupé un grand nombre de citoyens et d'acteurs de la SC. Ainsi, en 1996 et ensuite en 1999 la pression exercée par les manifestations dans les rues de la capitale et devant le Congrès sera déterminante pour un non-retour vers un modèle autoritaire. Néanmoins, il est important de souligner que ces moments de l'histoire paraguayenne ont été sporadiques et qu'ils ne nous permettent pas, pour l'instant, de qualifier la SC paraguayenne avec l'adjectif « forte ».

2.10 Conclusion

Ce survol de l'histoire paraguayenne jusqu'à la transition permet d'avoir une vision plus claire du cas que nous traitons ici. En effet, le contexte socio-historique est composé d'éléments qui rendent le sujet étudié intéressant. Par ailleurs, divers moments de l'histoire paraguayenne restent gravés dans la mémoire collective jusqu'à présent. Nous pensons

¹⁴⁷ BRITZ, Edwin. *Loc. cit.* p. 37.

notamment aux deux guerres internationales, évènements que les Paraguayens se rappellent avec fierté et d'où un sentiment patriotique émerge avec force. Curieusement, ce sentiment patriotique semble effacer le caractère répressif de la plupart des gouvernements de l'histoire paraguayenne, sauf celui inscrit dans la mémoire récente. Nous avons donc brièvement abordé le parcours du stroessnisme au pouvoir et les éléments ayant contribué à sa chute en 1989. Ainsi, nous avons pu déceler les principaux défis dont la transition devait faire face. En effet, le triangle parti-Etat-armée consolidé sous Stroessner allait encore avoir une influence pendant la démocratisation du pays. Dans ce sens, les traces de ce triangle allaient être à la base d'une multitude de fléaux et barrières pour le processus de démocratisation.

Ce chapitre nous a aussi permis d'établir un lien entre le cadre théorique développé dans le premier chapitre et le cas du Paraguay. Ainsi, nous avons relié les aspects théoriques liés à la transition avec les évènements qui ont mené le régime stroessniste vers une chute et l'instauration d'une démocratie depuis février 1989. Dans ce contexte, nous avons prêté une attention particulière au rôle joué par les militaires, ces derniers étant les précurseurs du changement. Par ailleurs, ce sera à nouveau le parti *colorado*, lié à la classe militaire, qui sera à l'avant-scène politique du Paraguay en transition. Les liens tissés à partir des années 1940 entre ce parti et l'armée nous permettent de mieux comprendre l'arrière-plan du processus de démocratisation entamé. Timides pendant les débuts de la transition, nous avons aussi brièvement abordé l'opposition et la SC en tant qu'acteurs de la transition, car leur importance a considérablement augmenté. Enfin, ces repères historiques permettront de situer le contexte dans lequel s'est développée la SC paraguayenne. Nous abordons plus en détail les caractéristiques de cette dernière dans la partie suivante.

CHAPITRE III *Autoritarisme et société civile au Paraguay*

3.1 Le cas du Paraguay et « l'héritage » stroessniste

Plusieurs travaux ont été élaborés pour décrire la barbarie du régime stroessniste et il est nécessaire que d'autres travaux continuent à analyser cette longue dictature tout en bâtissant une mémoire historique. Dès le début, nous avons pensé ce travail en privilégiant un regard porté vers le futur, plutôt que vers les anciens fantômes qui ont hanté le Paraguay. Néanmoins, nous devons nous pencher davantage sur le régime de Stroessner afin de mieux comprendre les aléas d'une transition stigmatisée par un lourd « héritage ».

La répression stroessniste, un besoin pour consolider le régime, se définissait par son intensité, sa cruauté et sa gratuité envers les organisations sociales. Le seul fait de penser différemment était raison suffisante pour être réprimé.¹⁴⁸ La philosophie du dictateur pouvait être résumée ainsi : « *Premios a los amigos, palos a los enemigos, y a los indiferentes, la ley* » (récompenses aux amis, coups de bâtons aux ennemis et aux indifférents, la loi).¹⁴⁹ Les auteurs de l'ouvrage « *El Precio de la Paz* » identifient une série d'éléments constants de cette dictature¹⁵⁰ :

- L'alliance de pouvoir entre militaires et colorados
- Le consensus dans l'acceptation de l'autorité du leader
- L'appareil d'Etat comme propriété de ceux qui détiennent le pouvoir et comme source d'ordre social
- La corruption comme forme « régulière » de fonctionnement de l'appareil étatique
- Le développement d'éléments idéologiques pour soutenir l'hégémonie de la dictature (par le biais du système légal, de l'éducation, des médias, etc.)
- L'état d'exception ou état de siège comme situation permanente
- L'impossibilité de la dissension politique ou sociale
- La répression violente comme un des éléments fondamentaux du système politique

¹⁴⁸ BLANCH, José M. (sous la dir.) *El Precio de la Paz*. Asunción-Paraguay : CEPAG, 1991, p. 34-35.

¹⁴⁹ BRITTEZ, Edwin. « Balance de la Transición Democrática en Paraguay » In CIRD-USAID *Transición en Paraguay : Cultura Política y Valores Democráticos*, Asunción-Paraguay : Centro de Información y Recursos para el Desarrollo, 1998, p. 21-22.

¹⁵⁰ BLANCH. *Op. cit.* p. 39-40.

Au delà de ces éléments qui ont marqué le Paraguay des années 1954 à 1989, diverses périodes peuvent être identifiées dans ce laps de temps. Chacune de ces périodes présente des caractéristiques particulières que nous aborderons brièvement.

1954 à 1959 : Cette période passe de l'instabilité politique et sociale jusqu'à la mise en place et la domination de l'appareil colorado-militaire stroessniste. Trois caractéristiques ressortent de cette période. La première concerne l'intolérance absolue envers les secteurs social, culturel, et politique, ainsi qu'une logique de guerre. Le but de cette dernière est celui de « maintenir l'ordre », ce qui justifie l'élimination de toute possibilité de dissension. La deuxième est le « légalisme », une obsession du régime de suivre un système normatif lui permettant de légitimer ses actions. Néanmoins, le régime se permettra de transgresser ce système normatif toutes les fois qu'il le croira nécessaire. Enfin, la troisième, et pas la moindre, est la formation du triangle parti-Etat-armée. Ainsi, l'Etat devient la propriété de ceux qui détiennent le pouvoir et l'affiliation au parti *colorado* devient obligatoire pour occuper tout poste du gouvernement ou pour devenir militaire.¹⁵¹

1959 à 1967 : Nous passons ici du militarisme colorado stroessniste qui exclue, à la construction d'un système semi-compétitif et la légitimation du régime. Dans un premier temps, la transformation du parti *colorado* en parti « stroessniste » signe, par la même occasion, la destruction de la SC. En effet, le régime procède à la « coloradisation » de toutes les organisations de citoyens. Lorsque la résistance de ces dernières se fait sentir (dans le mouvement étudiant par exemple) des « assauts d'assemblée » étaient organisés par le régime dans le but d'installer des dirigeants loyaux au dictateur. Il faut noter que le mouvement étudiant est un des rares à avoir osé manifester son désaccord avec le régime pendant cette période, la plupart des autres mouvements citoyens ont été manipulés ou divisés par des émissaires du régime.¹⁵²

Cette période est aussi celle d'un culte à la personnalité du Général Stroessner. Par ailleurs, le parti *colorado* devient l'instrument du régime pour contrôler, neutraliser ou diviser

¹⁵¹ *Ibid.* p. 40, 45-46.

¹⁵² *Ibid.* p. 101-102.

la population, ses rassemblements et ses organisations. Le début des années 60 est caractérisé par des tentatives révolutionnaires cherchant la destitution de Stroessner au pouvoir. Les deux tentatives plus importantes, une première dirigée par des membres du parti communiste et une seconde par des membres des partis *febrerista* et *liberal*, ont été étouffées par l'armée en peu de temps. Ainsi, à partir de 1962, un ordre et une certaine « paix » étaient établis par le régime.¹⁵³

Le nationalisme prôné par Stroessner vogue avant tout sur un anti-communisme et le rejet des idées venant de l'extérieur, les idées socialistes et démocratiques entre autres. La corruption devient un élément fondamental du fonctionnement étatique, une composante à part entière du système. La corruption s'ajoute ainsi au clientélisme exercé par le parti au pouvoir avec les biens de l'Etat.¹⁵⁴

Les désirs de « légalité » et le souhait d'une certaine légitimité du régime face au regard des Etats-Unis ont poussé le gouvernement stroessniste à modifier la Constitution et à autoriser certains partis d'opposition. Evidemment, tout cela a été entrepris dans le seul souci de perpétuer le régime actuel avec Stroessner aux commandes. Ainsi, la Constitution de 1967 voit le jour et donne une base légale à l'Etat autoritaire. Enfin, la présence de représentants de certains partis de l'opposition lors de cette convention donnera une légitimité à la dictature Stroessniste.¹⁵⁵

1967 à 1978 : Pendant ces années, le Paraguay connaît un pluralisme restreint par l'hégémonie stroessniste. La répression envers les organisations sociales continue et l'Etat fait face à l'opposition de l'Eglise catholique. La forte présence des mouvements étudiants marque la fin des années 60 avec de constantes mobilisations (surtout en 1969). Malgré l'infiltration du *coloradisme* dans les rangs étudiants, plusieurs organisations demeurent indépendantes et critiques face au gouvernement. Par ailleurs, un lien existait entre ces mouvements et l'Eglise. A part les idées socialistes et anti-impérialistes, les étudiants avaient

¹⁵³ *Ibid.* p. 102-103.

¹⁵⁴ *Ibid.* p. 103-104.

¹⁵⁵ *Ibid.* p. 105-109.

certains points en commun avec l'Eglise surtout en termes de respect des droits de l'Homme, des libertés et d'amélioration de l'éducation.¹⁵⁶

Pour leur part, les mouvements paysans prennent de l'ampleur dans les années 60. Soutenus par l'Eglise, ils forment des structures nommées *Ligas Agrarias*. La répression envers ces dernières a été ponctuelle jusqu'en 1975, année à partir de laquelle le régime a estimé que ces liges devaient être détruites pour maintenir l'ordre et la « paix » établis par Stroessner. Le soutien de l'Eglise aux mouvements paysans et étudiants collaboreront à la dégradation de ses relations avec l'Etat.

Quelques mouvements armés cherchant la destitution de Stroessner ont vu le jour dans les années 70. Ces derniers, émergeant suite aux succès de la révolution cubaine et l'influence de certains mouvements en Uruguay et en Argentine, ont été brutalement réprimés entre les années 74 et 76. Plusieurs dirigeants des mouvements étudiant et paysan faisaient partie de ces groupes rebelles armés, ce qui servait encore de prétexte au régime pour diaboliser et détruire leurs organisations sociales.¹⁵⁷ La fin des années 70 est aussi caractérisée par une influence et une pression extérieures (surtout venant des Etats-Unis sous l'administration Carter) pour le respect des Droits de l'Homme. Au niveau interne, l'Eglise s'impliquait beaucoup et soutenait différentes initiatives pour le respect des Droits de l'Homme.¹⁵⁸

1978-1989 : A partir de 1978, le régime stroessniste commence à perdre des alliés et des arguments qui soutiennent sa légitimité. D'abord, les partis de l'opposition se sont retirés du gouvernement pour former l'*Acuerdo Nacional* (Accord National) qui regroupera les partis d'opposition et revendiquera une politique civiliste et démocratique. La perte du soutien des Etats-Unis et la démocratisation des pays voisins (anciens alliés régionaux) sont des facteurs qui sont venus peser en défaveur du régime. Par ailleurs, les années 80 ont été celles de la résurrection de la SC. Un grand nombre d'organisations (paysans, travailleurs),

¹⁵⁶ *Ibid.* p. 160-161.

¹⁵⁷ *Ibid.* p. 162-165.

¹⁵⁸ *Ibid.* p. 166.

mouvements (étudiants, femmes), ONG, groupes de quartier, prennent de l'ampleur et manifestent leur désarroi face au régime.¹⁵⁹

Le régime tentera de taire les médias les plus critiques (journal *ABC Color* et la radio *Ñanduti*) mais la soumission sociale n'était plus de mise au Paraguay. La crainte du régime semblait se dissiper pendant que se multipliaient les actes de « désobéissance civile ». Au climat d'ébullition sociale s'ajoutait la crise interne du parti *colorado* qui allait faire contagion dans les rangs de l'armée pour enfin déboucher sur le coup d'état de février 1989.¹⁶⁰

3.2 Le poids d'une « culture autoritaire »

Ce matin de février 1989, le Paraguay s'éveille et peut goûter à nouveau à la liberté, mais le poids des années de dictature décrites ci-dessus se fait sentir. En effet, 34 ans auront largement suffi pour instaurer une sorte de « culture de la dictature »¹⁶¹ que le pays devait désamorcer pour instaurer un régime démocratique. Lorsque nous faisons référence à cette « culture », nous pensons notamment à la corruption institutionnalisée dans l'Etat et dans le secteur privé, au clientélisme régnant entre le parti *colorado* et le gouvernement, une administration inefficace et corrompue, une éducation manipulée formant des citoyens dépourvus de tout sens critique, une société démobilisée et cooptée. Dans ce sens, José A. Galeano soulignait que « *desde los tiempos de Francia, nuestra sociedad es una sociedad delatora que teme a la autoridad.* »¹⁶² Les pratiques de la dictature avaient généré un *modus vivendi* qui a été intégré non seulement dans des institutions mais également dans de larges secteurs de la population.

Dans le contexte d'une transition démocratique, cette culture politique avec des traits d'autoritarisme ne changera pas à la même vitesse que les changements d'ordre institutionnel.

¹⁵⁹ *Ibid.* p. 227-228.

¹⁶⁰ *Ibid.* p. 229-230.

¹⁶¹ *Ibid.* p. 430.

¹⁶² Depuis les temps de Francia (1813-1840), notre société est une société délatrice qui a peur de l'autorité (Notre traduction). GALEANO, José Antonio, entretien du 26 mai 2007, Asunción – Paraguay.

En effet, malgré les changements effectués dans la Constitution, les lois et les dirigeants paraguayens, une culture autoritaire demeurerait fortement imprégnée dans le quotidien et contribue, jusqu'à présent, au ralentissement de l'affermissement démocratique du Paraguay. Mais Stroessner n'est pas le seul à l'origine de cette culture, cette dernière est aussi le fruit de l'histoire du pays.¹⁶³ Ce que le dernier dictateur a fait c'est l'utiliser et l'approfondir pour asseoir son emprise sur la population. Nous regarderons plus en détails les éléments qui composent cette culture autoritaire dans le but de mieux la comprendre et ainsi percevoir les perspectives pour une construction démocratique au Paraguay.

Tout d'abord nous pouvons évoquer une « culture politique de la soumission »¹⁶⁴. Cette dernière s'est installée grâce aux constantes oppositions dressées par les gouvernements successifs face à toute forme de manifestation autonome et les multiples initiatives pour rendre la population docile et résignée. Cette soumission est aussi le résultat d'une absence de forces pour confronter les despotes ayant les rênes du pays. Cette soumission ne se limite pas aux sphères gouvernementales et politiques du pays, bien au contraire elle est présente à plusieurs niveaux de la société. Ainsi, elle se révèle par exemple dans les rapports entre employé-employeur ou d'autres cas où un rapport hiérarchique est établi.¹⁶⁵

Plusieurs autres éléments s'assemblent pour composer le « tissu autoritaire »¹⁶⁶ enveloppant la vie sociale paraguayenne. Nous trouvons d'abord le caudillisme qui réduit l'organisation des partis et institutions politiques dans un rapport de loyautés primaires, c'est-à-dire moutonnières et dépourvues de toute critique. En plus, elle obtient un appui et s'assure une loyauté sociale grâce au modèle de relations patron-clientèle. Le caudillisme est fortement lié à un autre élément, le patriarcat, soit l'idée faisant un lien direct entre le leadership et le sexe masculin. Cet élément est consenti et reproduit par les deux sexes et marque une frontière entre deux domaines, le public dominé par les hommes, et le privé où ce sont les femmes qui dirigent. Le nationalisme militaire est un troisième élément qui s'ajoute

¹⁶³ ARDITI, Benjamín. *Adios a Stroessner : La reconstrucción de la política en el Paraguay*. Asunción – Paraguay : CDE y RP Ediciones, 1992, p. 198.

¹⁶⁴ *Ibid.* p. 199.

¹⁶⁵ *Idem.*

¹⁶⁶ *Ibid.* p. 200-201.

et renforce également celle du caudillisme. Nous faisons référence ici au culte rendu d'abord, aux luttes armées comme bases légitimes du pouvoir et ensuite, aux dirigeants militaires charismatiques érigés au pouvoir par le biais de ces luttes.¹⁶⁷

Trois autres éléments viennent renforcer ce tissu autoritaire, premièrement le « despotisme patronal » où les secteurs patronaux s'auto proclament supérieurs et se positionnent au sommet grâce au dénigrement des travailleurs. Ces derniers emploient donc une vision communautaire dans le but de survivre face à un rapport de forces qui leur est clairement défavorable. Deuxièmement, l'idolâtrie ou le culte voué à l'Etat est un autre élément important dans la culture politique paraguayenne. En effet, les années d'histoire paraguayenne ont placé l'Etat à l'avant-scène de tout changement politique, économique ou social possible. C'est inéluctablement à travers lui et les partis politiques que toutes les initiatives et les éventuels changements passent.¹⁶⁸ C'est en faisant référence à cette idolâtrie de l'Etat que Luis A. Boh nous parlait de la société paraguayenne comme une « *sociedad-Estado, es decir que el paraguay es parte de un Estado [...] Entonces, el objetivo político es la captura de un Estado en el cual se estructura la sociedad, [...] el que captura al Estado, captura a la sociedad.* »¹⁶⁹ Enfin, un dernier élément est celui de l'intolérance politique ou religieuse destinée à figer une morale et une étique unique et obligatoire à tous les niveaux de la société.¹⁷⁰ En d'autres mots, la morale est réduite à ce qu'une institution a fixé et toute dérive en dehors de ces préceptes est considérée mauvaise par les autorités et la société.

En dehors de ce tissu autoritaire qui enveloppe la culture politique paraguayenne, nous devons aussi aborder certaines « lois » de la culture populaire qui façonnent les rapports sociaux. Tout d'abord, la loi du « *mbareté* » qui en guaraní signifie force, vigueur, prépotence ou encore violence. Cette loi représente la force arbitraire et la prépotence de certaines personnes leur permettant de passer outre les règles imposées à tous les citoyens, cela grâce

¹⁶⁷ *Ibid.* p. 200.

¹⁶⁸ Inutile de dire que cela a constitué et constitue encore un frein au développement de la société civile, nous y reviendrons plus bas.

¹⁶⁹ Société-Etat, c'est-à-dire que le paraguayen fait partie intégrante de l'Etat [...] Alors, l'objectif politique devient la capture d'un Etat dans lequel la société est structurée, [...] celui qui capture l'Etat réussit à capturer la société. (Notre traduction) BOH, Luis Alberto, intellectuel paraguayen. Entretien du 28 mai 2007, Asunción-Paraguay.

¹⁷⁰ ARDITI, Benjamín. *Adios a Stroessner : La reconstrucción de la política en el Paraguay.* p. 201.

au soutien venant d'un ami ou parent haut-placé. Le « *ñembotavy* » est une autre loi, cette expression peut être traduite comme « faire le sot » ou « faire semblant de ne pas comprendre ». Répandue à tous les niveaux de la société, elle est utilisée, d'une part, comme moyen de survie par des citoyens qui sont témoins d'évènements irréguliers et qui gardent le silence dans la crainte d'être réprimés par les puissants ayant enfreint les règles. D'autre part, elle est utilisée par ceux qui détiennent le pouvoir comme stratégie de domination sur ses subordonnés. Ainsi, ils feront appel au *ñembotavy* dans le but de retarder des demandes ou d'éviter de devoir adopter des positions qui mèneraient vers une confrontation. Enfin, la loi du « *opá rei* » qui fait référence au fait que quelque chose finit par elle-même. Cette loi intervient lorsque des projets ou des activités s'arrêtent à cause du manque d'intérêt porté envers eux. L'*opá rei* fait aussi référence au fait que certains débats ou sujets importants soient remplacés et oubliés sans avoir donné une suite favorable ou encore avoir trouvé des solutions à certains problèmes.¹⁷¹

Tous ces aspects abordés s'assemblent pour former une culture politique particulière au Paraguay, fortement touchée par des traits d'autoritarisme. Il est donc indispensable de tenir compte de ces éléments et de les confronter pour espérer une transition démocratique viable. Par ailleurs, ces éléments culturels ne se limitent pas aux sphères politiques et gouvernementales. Au contraire, ils touchent toutes les strates sociales et se manifestent aussi dans les OSC. Nous reviendrons plus bas sur le rôle de cette dernière dans la construction d'une culture démocratique, remplaçant les traits autoritaires de la culture que nous avons présenté ici.

3.3 L'émergence de la société civile paraguayenne

Alors que la société paraguayenne semblait démembrée et contrôlée sous Stroessner, certains acteurs et mouvements sociaux ont progressivement occupé un espace qui était encore interdit. En effet, dans les années 80, pendant que le régime montrait des signes de faiblesse, la société paraguayenne se remettait lentement sur pieds. Nous parlons ici d'une société ayant survécu face à un Etat omniprésent et omnipotent dans la politique

¹⁷¹ *Ibid.* p. 202-204.

paraguayenne. En effet, il s'agit d'une « société malgré l'Etat » (*sociedad a pesar del Estado*), car la société était confrontée et conditionnée par l'Etat. Ce dernier était un acteur fort par qui maintes choses passaient, mais c'était une conséquence de l'histoire plus qu'un mérite, car, paradoxalement, la gestion de cet Etat montrait de grandes lacunes et faiblesses. Par ailleurs, il s'agissait d'un Etat arbitraire qui exclut et dont « l'ordre supérieur » pouvait avoir le poids de n'importe quelle loi.¹⁷²

Sous Stroessner, la société était constamment confrontée à l'Etat. Ce dernier démobilisait ou désarticulait systématiquement les OSC. Dans ce sens, les « forces » de l'Etat étaient d'une part sa capacité d'écraser ou de neutraliser la SC et, d'autre part, son aptitude à corrompre la société politique tout en faisant de ces organisations, dans la mesure du possible, des satellites soumis à l'autorité du régime. Dans les années 80, un réveil des organisations sociales s'effectuait avec une croissance des demandes sociales et la recomposition de nombreuses organisations démantelées par le régime. Les mouvements (notamment les étudiants et les paysans) et leurs revendications se faisaient de plus en plus visibles, ce qui augmentait les tensions sociales. Cet éveil était aussi possible grâce à l'affaiblissement du régime qui montrait de sérieuses divisions internes. Bien que certaines libertés et espaces d'expression étaient récupérés par la société, ils ont été relativement peu exploités car l'avenir demeurait incertain.¹⁷³

Trois mouvements sortent du lot pendant la période de lutte et d'éveil social face au régime stroessniste : c'est le cas du mouvement ouvrier (syndical), du mouvement paysan ainsi que du mouvement étudiant. Le mouvement ouvrier a vite éprouvé le caractère répressif de la dictature, car il a été le premier des mouvements à lutter frontalement contre le régime. Sous Stroessner, entre les années 60 et 80, le syndicalisme tente d'émerger mais il est rapidement coopté et neutralisé par le régime. Ainsi, il faut attendre jusqu'en 1985 pour voir apparaître un syndicat indépendant (*Movimiento Intersindical de Trabajadores del Paraguay*, MIT-P). Ce dernier est le fruit de l'action coordonnée de plusieurs syndicats et secteurs

¹⁷² ARDITI, Benjamin et RODRIGUEZ, José Carlos. *La Sociedad a Pesar del Estado : Movimientos Sociales y Recuperación Democrática en el Paraguay*. Asunción-Paraguay : Ed. El Lector, 1987. p. 21-23.

¹⁷³ *Ibid.* p. 23-25.

ouvriers : travailleurs de la construction ; ouvriers de la métallurgie ; journalistes ; travailleurs bancaires ; acteurs ; travailleurs graphiques ; employés de commerce. Ils seront rejoints par d'autres secteurs, tels que les enseignants, les travailleurs sociaux et les employés des transports publics.¹⁷⁴ Le mouvement ouvrier était alors essentiellement représenté dans la capitale et ses agglomérations, à proximité du pouvoir décisionnel. Le MIT-P se manifeste dès l'année de sa création en sortant dans les rues lors du 1^{er} mai 1985, la fête du travail. A cette occasion, la répression est sans pitié. Mais une année plus tard, à la même date le MIT-P organise à nouveau une manifestation que le régime tolérera. Pour les ouvriers, cette possibilité d'une manifestation sans être réprimés constituait toute une victoire, ainsi que la preuve d'une reconnaissance du mouvement de la part du régime. Malgré ses contributions (sens de dignité pour les pauvres ; égalité socio-économique comme idée de base pour une démocratie stable ; principe 1 homme = 1 vote ; journée de 8 heures et repos du dimanche) et ses efforts, les résultats du mouvement ouvrier restent timides. Ce dernier n'a pas réussi à percer les structures autoritaires pour acheminer la société vers un ordre politique davantage démocratique.¹⁷⁵

Les paysans, malgré le fait d'être un des secteurs majoritaires du pays et d'être une des matrices de l'identité paraguayenne, ont toujours été marginalisés et opprimés. Le problème de la répartition des terres existe depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Ainsi, les *latifundios* apparaissent, résultat des ventes des terres paraguayennes en échange de capitaux internationaux, après la défaite de la guerre contre la *Triple Alianza*. Par ailleurs, la réforme agraire a été un sujet de la politique paraguayenne depuis 1936 et sous Stroessner le problème est demeuré inchangé, sans une véritable solution.¹⁷⁶ Bien au contraire, les paysans subissaient un contrôle et un isolement sans précédents. Ce contrôle, effectué par la police locale, des émissaires ou des représentants du parti *colorado* siégeant dans une de leurs *sub-seccionales*, allait directement à l'encontre de leurs droits civiques. En effet, leur circulation ainsi que les échanges de leurs marchandises étaient contrôlés. Par ailleurs, ils subissaient des

¹⁷⁴ *Ibid.* p. 45-48.

¹⁷⁵ *Ibid.* p. 33-51.

¹⁷⁶ *Ibid.* p. 61. Selon la *Secretaría Técnica de Planificación*, '[...] le 4% des exploitations contrôle [en 1985] 89% des terres.' Arditi fait référence au document suivant : *Secretaría Técnica de Planificación, Diagnostico Global Social : Documento Preliminar para el Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social 1985-1989.*

entraves à la vie privée. Incertitude, isolement, désinformation et misère, quatre mots qui caractérisent la situation paysanne pendant le régime stroessniste. Malgré une misère criante, la solidarité entre les paysans est restée de mise pendant toute cette période. En plus de cette solidarité, les réponses à la répression ont aussi été présentes par le biais de résistances, de désobéissances ou encore de regroupements. Les efforts d'organisation ont aussi été présents malgré un climat hostile. Ainsi, un grand nombre de comités, commissions et associations régionales d'agriculteurs voyaient le jour. Dans les années 80, deux organisations paysannes ont été créées dans le but de fédérer la multitude de petites organisations. La CONAPA (*Coordinación Nacional de Productores Agrícolas*) et le MCP (*Movimiento Campesino Paraguayo*) seront ainsi les protagonistes d'une mobilisation paysanne à l'échelle nationale. Elles tentaient ainsi de reprendre une partie du travail effectué par les *Ligas Agrarias Cristianas*¹⁷⁷ impulsées par l'Eglise, mais sans un caractère religieux. À travers leurs activités, une prise de conscience et une croyance en la légitimité de leurs revendications se sont installées. Enfin, parmi ces organisations qui ont vu le jour dans les années 80, la difficulté principale aura été le manque de cohésion entre chaque élément de l'ensemble du mouvement paysan.¹⁷⁸

Tout comme les autres mouvements, le mouvement étudiant a subi une manipulation et une démobilisation de la part du régime. La « *coloradización* » de la population étudiante allait aussi affecter les mouvements facultaires. La répression et les actions du régime auront pratiquement immobilisé ce mouvement pendant deux décennies (1960-1970).¹⁷⁹ Dans les années 1980, plusieurs mouvements étudiants vont à nouveau émerger pour promouvoir une réflexion à propos du rôle de l'étudiant dans la société.¹⁸⁰ Par ailleurs, cette génération

¹⁷⁷ Nous abordons plus en détail cette organisation dans le sous-chapitre suivant.

¹⁷⁸ *Ibid.* p. 55-64. Il y aurait deux raisons principales expliquant ce manque de cohésion. Premièrement, le fait que ces organisations ont tenté de fonctionner sous la forme d'une confédération de petites organisations diverses qui ne revendiquaient pas un projet collectif. Ceci rendait les organisations lentes et peu efficaces. Deuxièmement, il était difficile de trouver un leadership au niveau national. Dans ce même sens, la grandeur du territoire à couvrir était un autre obstacle.

¹⁷⁹ Une des armes employées par le régime pour contrôler le mouvement étudiant était celle de l'inscription d'employés du gouvernement en tant qu'étudiants dans le but d'avoir une majorité de votes lors des assemblées. Lorsque cela n'était pas faisable, la police semait la terreur dans les assemblées et expulsait tous les étudiants, sauf les *colorados*, pour que ces derniers puissent choisir majoritairement des dirigeants fidèles au régime. BLANCH, *op. cit.* p. 436.

¹⁸⁰ Dans le sens d'une société plus juste.

étudiante réfléchissait également aux problèmes et affaires de la société avec une vision libératrice du fardeau dictatorial. Les noms de certains journaux étudiants de l'époque ne cachaient pas leurs aspirations : *Despertar* ; *Alternativa* ; *Tiempo de Cambio* ; *Marcha* ; *Lucha*. Tout comme les paysans, le mouvement étudiant a eu un poids ou une incidence minime dans la lutte de la SC face au régime. Leur faible contribution est attribuable à leur petit poids démographique, économique et politique. En effet, leurs actions, même si elles défiaient l'autoritarisme au pouvoir, n'ont pas vraiment touché l'Etat. Par contre, à l'intérieur du mouvement, la victoire face à la dictature a été des plus claires. En effet, si le mouvement étudiant n'a pas réussi à mener la société paraguayenne vers la liberté, il a tout de même réussi à créer un environnement de libre expression, un avant-goût de la démocratie à l'intérieur des facultés universitaires.¹⁸¹

3.4 L'Eglise ranime la société civile et affronte le régime

Nous l'avons mentionné plus haut, l'Eglise Catholique paraguayenne a exercé une grande pression envers le régime dictatorial. En effet, elle a non seulement osé confronter le régime en dénonçant ses excès, mais elle a également grandement collaboré à l'éveil de la SC paraguayenne. Néanmoins, il faut préciser que cette Eglise n'est pas homogène, elle constitue en quelque sorte une SC dans la SC du pays et elle est très large dans ses propos et visions de la société.¹⁸² Tout en étant très influente dans le contexte sociopolitique, l'Eglise a toujours gardé une distance face aux courants politiques.¹⁸³

Dans les années 1950, lors de l'arrivée de Stroessner au pouvoir, l'Eglise était soumise au gouvernement et elle transmettait cette image à la population. A partir des années 60, elle adopte une position critique tout en soutenant les paysans.¹⁸⁴ Ces derniers

¹⁸¹ ARDITI et RODRIGUEZ. *La Sociedad a Pesar del Estado*, p. 74-84.

¹⁸² En effet, l'Eglise Catholique Paraguayenne englobe divers groupes allant des conservateurs et élitistes comme l'*Opus Dei*, jusqu'à des groupes en faveur de la théologie de la libération et des changements sociaux radicaux.

¹⁸³ CARTER, Miguel. « La Iglesia católica paraguayana : antes y después del golpe » In Diego Abente Brun (coordinador), *Paraguay en transición*, Caracas – Venezuela : Ed. Nueva Sociedad, 1993. p. 106-107.

¹⁸⁴ Ce changement d'attitude de l'Eglise paraguayenne était en accord avec les changements effectués par le Vatican dans les années 60 pour ouvrir l'Eglise au monde moderne. D'autres mesures comme les

bénéficieront de l'aide de l'Eglise pour s'organiser et cette collaboration sera à la base des *Ligas Agrarias Cristianas*, un des plus importants mouvements de l'histoire sociale du pays. Cette impulsion du mouvement paysan donnée par l'Eglise allait progressivement laisser la place à des organisations paysannes détachées de l'institution religieuse et proches d'autres organisations sociales. En défendant les Droits de l'Homme et en dénonçant les injustices du régime, l'Eglise, représentée par un groupe progressiste de sa hiérarchie ecclésiastique, se dirigeait vers un affrontement inévitable. Les années 70 seront ainsi marquées par de fortes répressions envers les organisations sociales soutenues par l'Eglise, alors que cette dernière optait pour des activités moins polémiques et une attitude moins radicale face à la dictature.¹⁸⁵

L'année 1986 est probablement celle de la résurrection de la SC par l'Eglise. La faiblesse de l'opposition a fait en sorte que l'Eglise soit l'institution la plus forte de l'ensemble des organisations de la société. L'Eglise continuait ainsi son travail de renforcement de la SC, tout en remettant en question la légitimité du régime stroessniste. En effet, les moyens de communication appartenant à l'Eglise (radio, journaux) servaient de moyen d'expression d'idées face à un régime qui contrôlait les médias censés être indépendants. Ainsi, l'Eglise devenait un moyen de développement pour la dissension et un espace protégé pour la critique et les protestations sociales. Le régime de Stroessner perdait en élan et en popularité, l'Eglise et ses représentants étaient devenus l'institution et les dirigeants les plus respectés par la population.¹⁸⁶ L'Eglise allait donc se servir de cette cote de popularité pour appeler à un « Dialogue National » ouvert à tous les secteurs sociaux et politiques du pays. Les conclusions de cette rencontre ne pouvaient être plus claires,

« Un régimen auténticamente democrático (...) será imposible mientras continúe el general Alfredo Stroessner en el poder. Su alejamiento de la Presidencia es condición básica para la transición democrática : Stroessner,

idéaux progressistes introduits lors du Conseil Episcopal Latinoaméricain de Medellín tenu en 1968, ont eux aussi influencé la position de l'Eglise paraguayenne.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 107-109.

¹⁸⁶ Encore en 1996, l'Eglise catholique paraguayenne était l'institution inspirant le plus de confiance à la population. SELIGSON, Mitchell. A. « Cultura política en Paraguay : Lineamientos de Estudios de Valores Democráticos para el año 1996 » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. p. 45-120.

el sistema establecido por él, y la democracia se excluyen en el Paraguay.»¹⁸⁷

L'Eglise, poussée par ses dirigeants progressistes, poursuivait son action et ses mobilisations en organisant des marches d'envergure contre le régime en place, mais ce dernier allait la réprimer fortement en retour. Ainsi, de nombreux dirigeants de l'Eglise ont été expulsés du pays, mais cette répression contribuait à la mauvaise image et au manque de légitimité du régime.¹⁸⁸

La chute de Stroessner et l'avènement d'un climat propice à un virage démocratique étaient pour l'Eglise un signe qu'elle devait se distancer des affaires politiques et se concentrer dans son domaine d'action. En effet, à la fin de l'année 1989 on a pu constater que l'Eglise, influencée par un secteur de sa hiérarchie, s'était retirée de cette scène sociopolitique. Néanmoins, elle a gardé une influence, parfois indirecte, parfois directe, auprès de différents secteurs dans le but d'une démocratisation de la société. C'est certainement auprès des paysans que l'institution religieuse est restée la plus active en soutenant leurs projets de réforme agraire. Dans ce sens, en juillet 1989 une campagne était organisée pour soutenir les efforts d'organisation et de revendications des paysans. Cette campagne était un moyen d'améliorer la communication et la coordination entre les différentes organisations paysannes. Par ailleurs, des ressources étaient mises à disposition pour une meilleure articulation de leurs demandes. C'est lors d'une marche organisée en novembre 1990 que nous pouvons apprécier la proximité entre les paysans et l'Eglise. Organisée par une organisation paysanne régionale et soutenue par des groupes pastoraux de l'Eglise, cette marche de 226 kilomètres jusqu'à Asunción a été représentée comme une « *Via Crucis* pour la terre » des paysans. Cette mobilisation (plus de 5000 personnes), couverte par divers médias et accueillant la sympathie de la population, mettait la pression sur le gouvernement quant au besoin d'une réforme agraire. Ainsi, en appuyant certaines

¹⁸⁷ Un régime véritablement démocratique (...) sera impossible tant que le général Alfredo Stroessner continue au pouvoir. Son éloignement de la présidence est une condition essentielle pour la transition démocratique. Stroessner, le système qu'il a établi et la démocratie s'excluent mutuellement au Paraguay. (Notre traduction). CIPAE-Comité de Iglesias para Ayudas de Emergencia, Dialogo Nacional : documento final, Asunción, 1987. Cité dans CARTER, Miguel. « La Iglesia caólica paraguaya : antes y después del golpe » *Loc. cit.* p. 113.

¹⁸⁸ CARTER, Miguel. « La Iglesia caólica paraguaya : antes y después del golpe » *Loc. cit.* p. 113-116.

organisations sociales, l'Eglise a collaboré à la création d'une culture participative et démocratique. Néanmoins, les secteurs conservateurs de l'institution religieuse ont continué à prendre de l'importance et les actions à caractère progressiste ont diminué, tout comme le nombre de dirigeants en faveur d'un activisme social de l'Eglise.¹⁸⁹

3.5 L'ouverture d'un espace politique dès 1989

Nous avons déjà fait référence à la nuit du 2 au 3 février 1989. Néanmoins nous pensons qu'il ne faut tout de même pas mythifier cette date. Bien qu'elle représente la chute du régime stroessniste et l'avènement d'un climat politique démocratique au Paraguay, elle n'est que le début d'un long processus de transition où un retour en arrière demeurait toujours possible. Par ailleurs, elle n'est en aucun cas le fruit de l'action de la SC paraguayenne. Ainsi, l'ouverture politique était lancée par la classe militaire et le général Rodriguez, dont l'authenticité du discours démocratique devait encore être vérifiée. En fixant la date des élections à 90 jours du coup qui renversait Stroessner, Rodriguez s'assurait une victoire du parti *colorado*. Ce dernier, dont la capacité d'atteindre l'ensemble de la population était indéniable, était largement favori face à une opposition désorganisée après 35 ans de dictature. Ainsi, le parti *colorado* demeurait au pouvoir avec le contrôle des processus de réforme institutionnelle et autres initiatives prises pendant les premières années de la transition.

Dans un tel contexte, la SC émergeait d'une période où elle avait été démobilisée et cooptée par l'ancien régime. Malgré une certaine résurgence à la fin des années 80, il reste que cette SC était loin d'être forte face à l'Etat. Le processus de libéralisation entamé par le gouvernement Rodriguez (1989-1993) allait laisser place à un grand nombre de possibilités, surtout en ce qui concerne la liberté d'expression, de réunion et d'association. La SC s'organisait et redémarrait des activités anciennement illégales ou persécutées. Différents secteurs manifestaient leurs intérêts. Ainsi, les syndicats ont été reconnus officiellement par les autorités et le droit à la grève a été respecté à nouveau. Les organisations paysannes,

¹⁸⁹ *Ibid.* p. 123-127.

duement réprimées sous l'ancien régime, pouvaient enfin fonctionner librement et revendiquer leur droit à la terre.¹⁹⁰

L'ouverture politique allait, malgré tout, grandement bénéficier à l'opposition et plusieurs partis sont réapparus après avoir été prohibés pendant la dictature. Ainsi, 8 partis ont participé aux élections présidentielles de mai 1989 et même si la domination du parti *colorado* était évidente, ils promettaient un futur pour une éventuelle alternance politique. La deuxième force politique du pays était l'autre parti traditionnel, le PLRA ou parti *liberal*. Ensemble, *colorados* et *liberales* cumulaient 93% des votes (73% et 20% respectivement), ce qui laissait peu d'espace pour les autres partis et laissait présager une forme de bipartisme politique.¹⁹¹ Toutefois, lors des élections municipales de 1991, le mouvement indépendant allait montrer qu'il pouvait également devenir une force politique à part entière. Mais les circonstances de ces élections étaient bien différentes. Après deux ans de libertés publiques et des transformations dans la culture civique et le système électoral, les partis avaient pu se préparer équitablement.

Il faut souligner ici le travail effectué par de nombreuses ONG dans la formation d'une citoyenneté et d'un sens du devoir civique auprès de la population. En effet, nombre d'entre elles ont été particulièrement actives dans les périodes précédant les élections pour renforcer le processus de démocratisation. De ce fait, de nombreux programmes ont vu le jour : c'est le cas des programmes de promotion et de respect des libertés, d'éducation civique et de participation citoyenne, ou encore ceux de préparation et de contrôle des processus électoraux.¹⁹² Malgré ces progrès et la victoire du mouvement indépendant dans la capitale, tout comme celle du parti *liberal* dans bon nombre de mairies (33% des votes au niveau national, contre 43% pour le parti *colorado*), certaines situations restaient préoccupantes. En effet, les militaires étaient encore très présents dans la politique du pays (la présidence et plusieurs ministères étaient occupés par des militaires et les liens avec le parti

¹⁹⁰ ARDITI, Benjamín. *Adios a Stroessner : La reconstrucción de la política en el Paraguay*. p. 101-102.

¹⁹¹ *Ibid.* p. 105-106.

¹⁹² POJOAJU. *Identidad y Acción de las ONGs en el Paraguay. Una contribución al debate*. Asunción-Paraguay: Asociación de Organizaciones No Gubernamentales del Paraguay POJOAJU, 2006. p. 60-62.

colorado étaient encore forts) et voyaient d'un mauvais œil la perte de terrain du parti *colorado* lors des municipales de 1991. Leur rôle dans la transition était encore important et le risque d'un éventuel retour en arrière demeurait bel et bien présent.¹⁹³

3.6 Développement de la société civile et les débats qui la traversent

Il est évidemment difficile de parler d'un développement qui concernerait la SC paraguayenne dans son ensemble. Ici, nous nous référons plutôt aux multiples chemins parcourus par les différentes OSC qui ont occupé l'espace qui leur était ouvert. Ainsi, dans cet univers pluridisciplinaire, certaines organisations ou mouvements ont été plus timides, alors que d'autres se sont fait entendre davantage. Certains sont restés jaloux de leur autonomie alors que d'autres ont opté pour des alliances dans le but d'unir des forces. Il faudrait donc parler de trajectoires multiples inhérentes à chaque type d'OSC, mais malheureusement les informations font défaut.¹⁹⁴ En outre il n'existe pas de données actualisées sur le nombre d'OSC au Paraguay, bien que la tendance observée ait été celle d'une progression du nombre de ces organisations, et ce malgré des hauts et des bas.¹⁹⁵ En effet, après le coup de février 1989 et avec l'enthousiasme de faire avancer la démocratie, paysans, ouvriers, jeunes et autres citoyens ont commencé à se regrouper. Ainsi, aussi bien les nouvelles organisations que les anciennes ont pu investir un espace de libertés ressuscitées. Parmi les plus visibles, nous pouvons citer les organisations ouvrières, le mouvement paysan, les organisations de quartier (*organizaciones vecinales*) et le mouvement des femmes.¹⁹⁶ D'autres mouvements particulièrement actifs sous le régime de Stroessner se sont fait plus discrets depuis la transition. Nous pensons notamment au mouvement étudiant,

¹⁹³ ABENTE BRUN, Diego. « Las etapas de la transición y el camino por recorrer » In Diego Abente Brun (coordinador), *Paraguay en transición*, Caracas – Venezuela : Ed. Nueva Sociedad, 1993. p. 155-158.

¹⁹⁴ OCAMPOS, Genoveva et RODRIGUEZ, José Carlos. *Hacia el fortalecimiento de la sociedad civil en Paraguay : un desafío pendiente*. Asunción-Paraguay : BASE-CDE, 1999. p. 33-34.

¹⁹⁵ Selon le CIRD (Centro de Información y Recursos para el Desarrollo) il existe en 2007 environ 350 ONG actives au Paraguay, mais le nombre exacte d'OSC reste inconnu. www.cird.org.py

¹⁹⁶ SOTO, Clyde. *et al.* « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay : Experiencias de participación e incidencia de los movimientos sociales » In Maria do Carmo A. Albuquerque (Sous la dir.) *La Construcción Democrática Desde Abajo en el Cono Sur*. Sao Paulo-Brésil : Instituto Polis, 2004. p. 184-185.

lequel a pratiquement disparu de la scène sociopolitique du pays, après avoir été un des plus importants mouvements de résistance face au régime déchu.

Nous ne percevons pas la SC paraguayenne comme un tout homogène se développant autour d'un débat précis. Bien au contraire, il s'agit d'une multitude d'éléments formant un ensemble composite. Ainsi, chaque élément de cette SC se développe individuellement autour d'un objectif ou d'une idée particulière. Néanmoins, nous pensons qu'il doit y avoir un fil conducteur dirigeant la progression de cette SC dans son ensemble. Nous pensons ici à un débat, un échange dans lequel les différentes parties de cette SC ne sont pas entièrement d'accord sur le « comment y arriver », mais où elles se rejoignent dans la « volonté d'arriver » à un objectif. Nous touchons peut être ici une des plus grandes faiblesses de la SC paraguayenne, car même s'il existe une volonté de construction de la démocratie, les observations réalisées sur le terrain révèlent un manque de réflexion profonde à propos des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Les Universités privées fleurissent au Paraguay, pourtant ni ces dernières, ni les Universités de l'Etat n'assument leur rôle pour ouvrir un espace propice à la création de débats qui pourraient éclairer la SC. Par ailleurs, leurs programmes n'assurent pas la formation d'individus pourvus d'un sens critique qui alimenterait de tels débats. Selon un intellectuel paraguayen, « *Si todas las Universidades venían a cerrar el día de mañana no pasaría nada* ». ¹⁹⁷ Dans ce sens, le rôle des ONG a été important dans l'élaboration de documents de réflexion et dans la création de débats qui concernent la SC, à l'heure où les universités paraguayennes n'offrent pas un cadre pour la critique et l'avènement de ce genre

¹⁹⁷ Si toutes les Universités paraguayennes venaient à fermer demain, cela ne produirait aucun changement (Notre traduction). BOH, Luis Alberto, intellectuel paraguayen. Entretien du 28 mai 2007, Asunción-Paraguay. Cette assertion était faite sans ironie. Il faut tout de même préciser que deux facultés ont réussi à hausser leur niveau d'enseignement, il s'agit de la faculté de médecine et celle des sciences physiques et mathématiques. En effet, elles sont probablement les deux seules institutions universitaires d'où sortent de vrais professionnels. Voir, RODRIGUEZ, José Carlos. « Gobernar la Utopía : de la alucinación a la imaginación democrática » In BAREIRO, Line, ESCOBAR, Ticio, et Saúl SOSNOWSKI (comp.) *Hacia una Cultura para la Democracia en el Paraguay*. Asunción-Paraguay : CDE, 1994, p. 225-240.

de discussions. Par ailleurs, certaines ONG ont été déterminantes dans la création d'une conscience citoyenne face aux votations.¹⁹⁸

Mais nous ne pouvons pas laisser de côté certaines manifestations de la SC et de la citoyenneté en général ayant marqué l'avenir du pays. En effet, la pression exercée par les manifestations d'avril 1996, mars 1999 et mai 2000 ont été déterminantes pour que la démocratie soit respectée.¹⁹⁹ Sans la présence et la détermination de cette masse citoyenne dans les rues de la capitale face à la menace militaire, un retour vers une forme d'autoritarisme aurait été fort probable. Lors de ces moments précis, la SC et la citoyenneté en général semblaient être d'accord sur une chose au moins : le processus démocratique devait continuer. Enfin, sans vouloir dévaloriser ces actes de courage, les manifestations en faveur de la démocratie sont demeurées ponctuelles et elles n'ont pas engagé un processus de réflexion, ou une implication régulière dans le chemin à parcourir pour renforcer cette démocratie.

3.7 Acteurs de la société civile paraguayenne

3.7.1 Les mouvements paysans

Toute l'histoire du mouvement paysan est étroitement liée au problème de la terre au Paraguay. Nous pouvons remonter jusqu'au XIX^{ème} siècle et à la Grande Guerre, car suite à la défaite dans ce conflit, les gouvernements paraguayens ont vendu un grand nombre de terres à des particuliers. Ainsi, beaucoup de petits producteurs, dépouillés de leur terre, sont restés sans ressources pour leur travail et se sont rassemblés. Ces rassemblements constituaient plus un mouvement de protestation qu'une organisation sociale en soi, mais ils sont à la base du conflit opposant paysans, propriétaires terriens et Etat. La formation des premières véritables organisations d'agriculteurs sera le fruit d'intervenants externes. Entre 1910 et 1930, ce sont les organisations ouvrières de courant anarchiste qui prennent l'initiative et organisent les agriculteurs. Ces derniers formeront ainsi les premiers regroupements paysans à proximité de

¹⁹⁸ Il faut tout de même prendre avec précaution les résultats encourageants en termes de participation électorale, car cette affluence est aussi le résultat du bon fonctionnement des « machines électorales » des partis politiques. Ces dernières drainent bon nombre d'électeurs, c'est-à-dire qu'elles vont les chercher chez eux pour qu'ils aillent voter.

¹⁹⁹ Nous abordons plus en détail le caractère de ces mobilisations dans le chapitre 4.

la capitale pour défendre leurs intérêts et promouvoir des initiatives sociales. Au début des années 30, ces mouvements seront brusquement dissous par le gouvernement de José P. Guggiari (1929-1932). Ce dernier les accusait d'antipatriotisme (car de nombreux dirigeants s'opposaient à la guerre contre la Bolivie) et d'enfreinte à l'ordre et à la paix internes.²⁰⁰

Il faudra attendre jusqu'aux années 60 pour voir renaître des organisations paysannes sous la forme des *Ligas Agrarias Cristianas*. Ces dernières ont émergé grâce à l'appui de l'Eglise catholique, leurs revendications principales étant la redistribution des terres et l'attribution de prix justes pour leurs produits agricoles. Derrière ces revendications se cachait l'idée d'une société plus égalitaire et solidaire, mais pour que cette dernière puisse exister il fallait modifier les structures en vigueur. Dans l'espoir de provoquer un changement, l'accent était mis sur l'éducation, car ils étaient persuadés que pour changer la société il fallait d'abord changer les gens. Les *Ligas Agrarias Cristianas* n'ont été des mouvements à caractère religieux que lors de leurs débuts, car elles étaient soutenues par l'Eglise. Elles sont progressivement devenues plus contestataires et ont tissé des liens avec d'autres secteurs sociaux, tout cela en réduisant graduellement leurs liens avec l'autorité ecclésiastique. La répression subie entre les années 1975 et 1976 a engendré leur totale désarticulation. Ainsi s'achevait une période forte du mouvement paysan au Paraguay.²⁰¹

Pauvreté, incertitude, manque d'alternatives et de perspectives, tous ces facteurs poussent les paysans à chercher un moyen de subsistance et c'est à travers l'occupation de terres qu'ils se manifestent principalement. Ainsi, dans les années 80, cette lutte pour la terre prend à nouveau de l'ampleur, alors que le régime montre certains signes de faiblesse. Par ailleurs, lors de l'estompement du boom économique provoqué par la construction de la centrale hydroélectrique d'*Itaipú*, la terre redevient alors la principale demande des paysans. Ainsi, ce mouvement se reconstruit petit à petit et des mobilisations ont lieu à nouveau pour

²⁰⁰ SOTO, Clyde. *et al.* « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay... » *Loc. cit.* p. 141-142 et RIQUELME, Quintín. « Caracterización de la pobreza y el problema de tierra en Paraguay » In AYALA AMARILLA, Oscar, *et al.* *Informe de la Sociedad Civil sobre el Cumplimiento del PIDESC en Paraguay en el contexto rural (2000-2005)*. Asunción-Paraguay, 2007, p. 27-28.

²⁰¹ *Ibid.* p. 142-143.

revendiquer le droit à la terre. Malgré la décadence du régime, une violente répression restait le seul langage du gouvernement envers ceux et celles qui osaient occuper des terres.²⁰²

Lors de l'ouverture démocratique de 1989, le problème de la terre est resté inchangé et les revendications ne tardèrent pas à s'intensifier. En effet, le mouvement paysan sera le premier à mettre à l'épreuve le caractère démocratique de cette nouvelle donne politique du Paraguay. Ainsi, les occupations de terres ont augmenté et le nombre de conflits pour la terre s'est accru entre la fin des années 80 et le début des années 90. Malgré la pression exercée par le mouvement paysan pendant les premières années de la transition, le changement de l'ordre établi s'est montré plus difficile que prévu. En effet, l'ordre social en vigueur depuis plusieurs décennies allait rester le même.²⁰³ Les maigres résultats obtenus par le mouvement paysan étaient aussi la conséquence de son manque d'unité. En effet, en 1994 on recensait 7 organisations nationales, malgré des points communs entre les différents regroupements, un front commun faisait encore défaut pour revendiquer avec plus de force leurs demandes et augmenter la pression auprès du gouvernement. C'est ainsi qu'en 1994 apparaît la MCNOC (*Mesa Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas*) avec comme but de faire converger des forces et de faire front commun pour négocier avec l'Etat et influencer les politiques publiques.²⁰⁴

Comme plusieurs autres mouvements sociaux, le mouvement paysan paraguayen est caractérisé par une grande hétérogénéité à l'intérieur de ses rangs. Les objectifs fondamentaux des différents regroupements se recoupent et sont restés pratiquement inchangés. Par contre, certains thèmes spécifiques ont évolué, tout comme certaines positions idéologiques ou philosophiques. Dans ce sens, le mouvement paysan dans son ensemble a montré une certaine constance et unité dans ses revendications globales, tout en révélant des

²⁰² RIQUELME, Quintín. *Los sin tierra en Paraguay. Conflictos agrarios y movimiento campesino*. Buenos Aires : CLACSO, 2003, p. 28. Par ailleurs, dans les années 80 les ONG commençaient aussi à offrir leur soutien aux paysans par le biais de projets agraires et de programmes de formation technique.

²⁰³ *Ibid.* p. 28-30.

²⁰⁴ OCAMPOS et RODRIGUEZ, *Op. cit.* p. 69-70. La MCNOC ne comptait ni avec un soutien politique, ni avec un financement et une base propres, son efficacité dépendait entièrement de la capacité des dirigeants paysans regroupés en son sein d'arriver à un consensus lors de leurs revendications auprès de l'Etat.

divergences internes concernant la vision ou l'approche à adopter pour faire entendre leurs demandes. Ainsi, malgré son impuissance face aux différents gouvernements de la transition, de nos jours le mouvement paysan a su se positionner comme un acteur clé de la SC paraguayenne. En effet, comme le soulignait Milda Rivarola, « [...] *el movimiento campesino es el único movimiento de la sociedad civil que permaneció activo desde la dictadura, pese al hecho de no haber obtenido resultados importantes* ». ²⁰⁵ Le mouvement paysan a employé plusieurs stratégies pour faire avancer ses intérêts. Nous pouvons identifier trois canaux par lesquels ce mouvement a réussi à se positionner sur la scène sociopolitique du pays. Une première stratégie a été la revendication pour faire pression auprès du gouvernement et pour que les demandes du mouvement soient entendues par tous. La deuxième stratégie s'est déroulée en présentant des candidats indépendants aux élections nationales et municipales pour des postes clés et ainsi espérer influencer certaines institutions gouvernementales en faveur de la problématique paysanne. Une troisième stratégie a été celle concentrée dans les efforts de base, en coordination avec des ONG, pour mettre sur pieds des programmes de production et commercialisation. Malgré ces diverses stratégies, le problème de la terre et le besoin criant d'une réforme agraire sont toujours d'actualité. ²⁰⁶

Les demandes du secteur paysan dérangeant. En effet, elles remettent en cause plusieurs choix de politique économique et de développement que l'Etat paraguayen a adopté (certaines sont des choix, d'autres, comme les PAS, ne nous semblent pas de véritables options). Les problèmes structurels et globaux du marché sont souvent évoqués par les institutions gouvernementales pour justifier leur inaction face à la problématique paysanne. Quoiqu'il en soit, il est évident que les réformes revendiquées par le mouvement paysan s'attaquent à un système économique néolibéral privilégiant le développement des entreprises et des cultures à grande échelle plus qu'un modèle égalitaire, centré sur la répartition des richesses et une agriculture de petite échelle. Par ailleurs, la répression systématique de l'époque Stroessner aurait laissé place à une répression ponctuelle et ciblée. En effet,

²⁰⁵ Le mouvement paysan est le seul mouvement de la société civile qui, depuis la dictature, est demeuré actif malgré le fait qu'ils n'aient pas obtenu de résultats importants face au gouvernement (notre traduction). RIVAROLA, Milda, entretien du 22 mai 2007, Asunción – Paraguay.

²⁰⁶ NAGEL, Beverly. « El Movimiento Campesino confronta la crisis agraria » In Diego Abente et Fernando Masi. *Estado, Economía y Sociedad: Una Mirada Internacional a la Democracia Paraguaya*. Asunción-Paraguay: CADEP, 2005, p. 216-234.

plusieurs violations des Droits de l'Homme à l'encontre des paysans (dirigeants et membres du mouvement) ont été enregistrées depuis la transition. Le mouvement paysan doit donc continuer à lutter pour faire avancer ses revendications, tout en gardant ses arrières.²⁰⁷

3.7.2 *Le mouvement ouvrier*

C'est pendant les deux dernières décennies du XIX^{ème} siècle que les organisations ouvrières naissent au Paraguay. En 1906 est créée la première organisation ouvrière regroupant plusieurs syndicats, la FORP (*Federación Obrera Regional del Paraguay*). Les revendications principales tournaient autour de la lutte pour les huit heures de travail, l'augmentation des salaires et le repos du dimanche. Mais la croissance du mouvement ouvrier a été accompagnée par des divergences internes. En effet, plusieurs orientations idéologiques (anarchiste, socialiste, communiste) étaient fédérées dans le mouvement. La répression faisait fi des orientations idéologiques, tous les syndicalistes étant durement punis. Dans les années 1930, la politique du président Guggiari affectera aussi le mouvement ouvrier et ce dernier cessera ses activités, tout comme les autres mouvements sociaux de l'époque.²⁰⁸

La guerre contre la Bolivie (1932-1935) marquait une pause pour le mouvement ouvrier. A la fin du conflit les militaires prendront le pouvoir, ce qui marquera la scène politique du pays jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle. La présence des militaires au gouvernement sera également synonyme de durcissement de la position de l'Etat envers le mouvement ouvrier. Par la suite, lors de l'arrivée des *colorados* au pouvoir, ces derniers instaureront, répression à l'appui, un syndicalisme contrôlé par le parti d'Etat. Coopté, le mouvement ouvrier sous Stroessner était devenu une des organisations fidèles au dictateur. Il faudra attendre jusqu'aux années 80 pour que de nouveaux syndicats indépendants remettent en question l'autorité des organisations ouvrières officielles.²⁰⁹ Les manifestations organisées par ces syndicats allaient être durement réprimées par le régime, mais en agissant ainsi ce dernier contribuait à sa mauvaise image et continuait à se détériorer.

²⁰⁷ *Idem.* et OCAMPOS et RODRIGUEZ, *Op. cit.* p. 70-72.

²⁰⁸ SOTO, Clyde. *et al.* « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay... » *Loc. cit.* p. 146-147

²⁰⁹ *Ibid.* p. 148-149.

Lors de l'ouverture démocratique, le mouvement syndical grandit et se renforce. Ainsi, une forte hausse d'affiliés est enregistrée : alors qu'en 1989 étaient actifs 215 syndicats pour 20838 syndiqués, en mars 1998, 1466 syndicats (dont 1297 appartenaient au secteur privé et 169 au secteur public) étaient enregistrés au Ministère de la Justice et du Travail. La grande majorité des syndicats s'est concentrée dans la capitale et dans les zones métropolitaines. Toutefois, cette croissance allait s'arrêter à partir de 1996. En effet, malgré l'ouverture d'un cadre démocratique dans lequel certains droits avaient été récupérés et où le mouvement syndical pouvait s'exprimer librement, les résultats obtenus restaient maigres (les nombreuses revendications concernant les conditions du travail au Paraguay n'ont eu pratiquement aucun succès). En outre, le pourcentage de syndiqués dans la population active restait très faible, seulement 3% de la population active du Paraguay était syndiquée en 2002.²¹⁰ Il faut aussi préciser que les salariés ne représentent que 50% de la population active du Paraguay, l'autre moitié étant active dans le large marché informel du pays.²¹¹

La situation du travail au Paraguay est loin d'être régulière. En effet, au début du nouveau millénaire, des calculs estimaient qu'environ 70% des salariés gagnaient moins du salaire minimum.²¹² Il était donc prévisible que les syndicats revendiquent avec force l'ajustement des salaires auprès des gouvernements. A ces derniers s'ajoutaient les revendications concernant des conditions de travail qui se détériorent d'année en année. Le mouvement ouvrier a plusieurs fois réussi à rassembler des acteurs clé pour des négociations concernant les conditions de travail. Néanmoins, les résultats obtenus sont loin d'être satisfaisants. Pis, les conditions de travail continuent à se détériorer et cela autant dans le secteur privé que dans le secteur public. Cette tendance a pour effet l'instabilité du travail, tout comme l'accroissement d'un secteur informel déjà important. De nos jours, l'avenir du mouvement ouvrier demeure sombre, car en plus des défis qu'il affronte dans son entourage,

²¹⁰ Dirección General de Estadísticas, Encuestas y Censos (Dgeec). *Encuesta Permanente de Hogares 2002. Principales Resultados*. Asunción-Paraguay : Dgeec, 2003. Source citée dans PILZ, Dania. « Pérdida de protagonismo del movimiento sindical y deterioro de las condiciones laborales marcan el final de una década » In *Derechos Humanos : Derecho a la asociación, reunión y participación*. Centro de documentación y estudios (CDE), 2005, p. 298.

²¹¹ FREGOSI, *Op. cit.* p. 190.

²¹² PILZ, *Loc. cit.* p. 299.

il fait face aux conflits internes et à des cas de corruption des dirigeants ayant fortement délégitimé le mouvement.²¹³

3.7.3 *Le mouvement des femmes*

Nous pouvons constater un souvenir de la présence des femmes dès les premiers pas de l'histoire paraguayenne. Ainsi, en 1811 une femme, Juana María de Lara, participait à la préparation de la révolution d'indépendance du Paraguay. Puis, en pleine guerre de la *Triple Alianza*, les femmes s'organisaient également pour subvenir aux besoins générés par le conflit. D'autres moments comme ceux là sont présents dans l'histoire paraguayenne et rappellent l'importance des femmes lors de certains événements. Néanmoins, ces moments n'ont pas constitué le début d'un processus allant à l'encontre de l'exclusion de la femme en tant qu'acteur de la vie publique. En effet, en 1901 avait lieu le premier débat à propos de la participation des femmes en politique, dans le sens d'une libre expression d'opinions et de pensée. Une petite minorité parmi les articles de l'époque donnait raison aux femmes, alors que les autres soulignaient leur culot de s'immiscer dans des affaires strictement masculines.²¹⁴

Les femmes se sont aussi manifestées à travers le mouvement syndical et bon nombre de travailleuses ont été protagonistes de grèves et de revendications quant à leur secteur de travail respectif (vendeuses du marché central d'Asunción ; ouvrières des fabriques de cigares et de cartons ; couturières et maîtresses d'école, entre autres). La lutte des femmes avait également lieu sur le plan juridique, car bon nombre de lois les discriminaient directement. Ainsi, en 1954, bien que certaines discriminations continuaient, la loi leur octroyant des droits civiques était approuvée. Par ailleurs, en 1961, une autre loi approuvait leurs droits politiques et les femmes paraguayennes obtenaient ainsi leur droit de vote. Sous Stroessner, et surtout pendant les décennies 60 et 70, le mouvement sera interrompu. Pendant cet arrêt, seules les organisations ne remettant pas en cause le régime sont restées en activité, avec une exception, la *Comisión de Defensa de Derechos Humanos del Paraguay*. Cette dernière, fondée et dirigée par une femme, marquera l'histoire récente du pays et représente un apport

²¹³ *Ibid.* p. 302-303, et OCAMPOS et RODRIGUEZ, *Op. cit.* p. 43-44.

²¹⁴ SOTO, Clyde. *et al.* « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay... » *Loc. cit.* p. 150-151 et FREGOSI, *Op. cit.* p. 176.

considérable des femmes dans le domaine des Droits de l'Homme. Enfin, cette longue pause allait aussi provoquer une perte de la mémoire du mouvement, ce qui allait impliquer un travail particulièrement difficile pour récupérer cette mémoire dans les années à venir.²¹⁵

Les années 80 marquent le retour des mouvements sociaux sur la scène sociopolitique du pays. Animées par cet élan et renforcées par le nouveau mouvement féministe international, les femmes paraguayennes s'organisent à leur tour contre le régime. Présentes sur différents fronts de la SC, les femmes saisissent l'émergence sociale des années 80 et se joignent à différents acteurs. Ainsi, elles seront présentes dans le mouvement paysan en créant la *Coordinación de Mujeres Campesinas*. Les femmes seront également actives dans le mouvement syndical (traditionnellement réservé aux hommes) à travers des infirmières solidaires avec la grève de l'*Hospital de Clinicas*. Par ailleurs, un groupe de femmes rassemblera plusieurs ONG pour une réflexion et une revendication de l'égalité des femmes au niveau de la loi du pays. C'est donc avec un mouvement des femmes en pleine effervescence que le Paraguay entrait dans une phase de transition démocratique. En effet, en 1989 ce mouvement était projeté à l'avant-scène par un collectif de femmes dont les demandes, positions et revendications étaient clairement définies.²¹⁶

Alors que le pays faisait ses premiers pas démocratiques, le mouvement des femmes présentait en octobre 1989 un projet de loi revendiquant l'élimination de toutes les discriminations contre les femmes (sur la base de la *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women-CEDAW*). Elles devront attendre quelques années avant que le projet ne soit ratifié, mais cela montrait la détermination du mouvement à faire avancer ses intérêts, ainsi que son insertion dans un mouvement transnational. Bien que l'égalité homme-femme ne soit pas encore atteinte dans les sphères politiques, le mouvement des femmes a réussi à insérer une sensibilité à la problématique de genre dans certains espaces qui étaient foncièrement fermés à ce genre de sujet. Ainsi, avec la somme des réflexions et l'expertise accumulée, la transition ouvrait maintes opportunités politiques pour les femmes. Le mouvement a donc poursuivi son travail pour que le gouvernement

²¹⁵ *Ibid.* p. 152-153.

²¹⁶ *Ibid.* p. 153-154 et FREGOSI, *Op. cit.* p. 178.

approfondisse son engagement envers le respect des lois concernant les femmes. À présent, un pas reste néanmoins à faire car même si la problématique de genre est maintenant considérée, les résultats concrets continuent à se cacher derrière un discours mielleux de l'Etat.²¹⁷

3.7.4 *Les Organisations Non Gouvernementales (ONG)*

Les ONG apparaissent au Paraguay dès les années 60, mais ce n'est qu'à partir de la fin des années 80, malgré un contexte de répression, que leur nombre augmente. Concentrées autour de la capitale, leurs activités pendant le régime stroessniste se tournent essentiellement sur le respect des Droits de l'Homme et la lutte pour un changement en faveur de la démocratie. En effet, ces organisations, et leurs activités, évoluent au gré de la conjoncture et des processus sociaux par lesquels passent les pays qui les accueillent. Au Paraguay, deux types d'ONG ont pu être identifiés en fonction du secteur, social ou politique, duquel étaient issus leurs fondateurs. D'une part, un groupe d'organisations remet en cause le système dans son ensemble en questionnant les relations sociales et les relations entre l'Etat et la société. D'autres organisations, pour leur part, ont une orientation plutôt fonctionnelle dans le sens où elles ne remettent pas en cause les racines des problèmes sociaux, mais tentent d'amenuiser leurs effets. Ainsi, l'ouverture démocratique de 1989 représentera d'abord une liberté d'action, mais également un changement dans l'orientation des programmes et projets des différentes ONG actives au Paraguay.²¹⁸ Le secteur des ONG est tout aussi vaste que la SC elle-même. En effet, les ONG sont présentes et couvrent un grand nombre de problématiques. Nous nous intéressons ici plus particulièrement à celles qui peuvent, par leurs actions, influencer le processus de démocratisation du pays.

A partir de la transition, la majorité des ONG se concentrent sur le renforcement du processus de démocratisation en veillant sur le respect des libertés, l'éducation civique, la participation citoyenne tout comme la préparation et le contrôle des processus électoraux.

²¹⁷ SOTO, Clyde. *et al.* « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay... » *Loc. cit.* p. 177-178 et BAREIRO, Line, juriste et politologue, chercheuse du Centro de Documentación y Estudios. Entretien du 26 mai 2007, Asunción-Paraguay.

²¹⁸ OCAMPOS et RODRIGUEZ, *Op. cit.* p. 72-74, et POJOAJU. *Identidad y Acción de las ONGs en el Paraguay. Una contribución al debate.* Asunción-Paraguay : Asociación de Organizaciones No Gubernamentales del Paraguay, POJOAJU, 2006, p. 60-62.

Mais le changement démocratique représentait aussi une forte demande d'effectifs de la part de l'Etat. Ce dernier avait besoin de personnel compétent et les ONG étaient une source de cadres avec une expertise sociale non négligeable. Par ailleurs, la formation de réseaux entre différentes organisations est rapidement devenue le meilleur moyen d'atteindre un maximum de gens et d'espérer atteindre les objectifs fixés. A tel point que certains regroupements se sont formalisés pour devenir à leur tour des institutions. C'est le cas de *DECIDAMOS*, regroupement d'ONG qui a pour mission la défense des droits et le développement de la citoyenneté. Cette organisation, dont le but est la promotion et la participation citoyenne ainsi que le développement d'une culture démocratique, a formé aux scrutins différents responsables de partis. Par ailleurs, l'organisation a mené des campagnes d'éducation sur des thèmes électoraux, le fonctionnement démocratique, la participation locale et autres. Enfin, elle a fait appel à divers moyens pour faire passer son message : théâtre, vidéos, cours, publication de feuillets ou de manuels expliquant comment voter, etc.²¹⁹

Ces rassemblements d'organisations se faisaient évidemment autour d'un sujet ou d'une thématique précise. Par exemple, plusieurs ONG ont formé un réseau de réflexion à propos de la situation des femmes au Paraguay. D'autres se rassemblaient pour défendre les droits des enfants et des adolescents dans la société. Toutes ces initiatives visaient la réunion d'une multitude de points de vue, mais aussi l'acquisition d'un poids plus conséquent à l'heure de négocier avec le gouvernement. De la même façon, d'autres organisations se réunissaient pour réfléchir et approfondir des débats à propos de certaines thématiques, travail normalement assumé par les universités.²²⁰ Dans ce sens, les ONG ont joué un rôle important dans la production de connaissances par le biais de nombreuses publications et en

²¹⁹ POJOAJU. « *Identidad y Acción de las ONGs en el Paraguay...* » p. 62-64, FREGOSI, *Op. cit.* p. 316-317, et SOTO, Clyde. *et al.* « *Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay...* » *Loc. cit.* p. 160-161.

²²⁰ Au delà des lacunes en termes d'espace pour un débat intellectuel, il nous semble important de souligner les manques en termes de ressources bibliographiques auprès des universités paraguayennes. En effet, la plupart des ouvrages recensés pour ce travail proviennent de deux ONG (*Centro de Investigación y Recursos para el Desarrollo* et le *Centro de Documentación y Estudios*). Ces dernières entretiennent une bibliothèque ouverte au public et sont constamment impliquées dans la production et l'édition d'ouvrages touchant à la réalité sociopolitique du pays.

abordant différentes problématiques. Elles ont ainsi collaboré à la création de débats dans la SC paraguayenne.²²¹

L'ensemble des ONG se répartit dans le large spectre de la SC paraguayenne. En effet, elles sont présentes auprès de divers publics : paysans ; femmes ; jeunes ; enfants ; familles pauvres ; etc. Par ailleurs, elles agissent dans des domaines variés (développement rural, genre, environnement, pauvreté, éducation, recherche, transparence, etc.) et ne trouvent pas toujours des visions convergentes qui pourraient les rassembler pour faire face à des problèmes communs qui les touchent toutes. Enfin, un travail de confiance mutuelle semble encore être nécessaire pour que les ONG fassent front commun dans certains dossiers. Cette union de forces demeure très importante pour que la SC dans son ensemble progresse et permette au processus de transition d'avancer à son tour.²²²

3.7.5 Les médias

Sous Stroessner, les médias étaient contrôlés. Dans les années 80, alors que de nombreux secteurs sociaux s'éveillaient et manifestaient leur désaccord avec le régime, certains médias commencèrent à leur tour à devenir critiques. Mais ces critiques envers le régime provoquèrent la fermeture d'un des plus importants journaux du pays, *ABC Color*. Malgré l'arrêt des activités de ce dernier, un autre journal, *Ultima Hora* allait continuer des publications concernant les mouvements sociaux ou politiques hostiles au régime. La radio n'allait pas être épargnée. *Ñandutí*, une des radios les plus écoutées, allait subir le même sort que celui des journaux après la transmission des appels de la population en direct sur leurs ondes. Les participants n'hésitaient pas à dénoncer le caractère répressif et le manque de démocratie du régime en place. La radio *Ñandutí* allait être définitivement mise hors ondes en 1986.²²³

Avec l'ouverture du processus démocratique en 1989, les médias sont probablement l'acteur qui a le plus profité de cette liberté d'expression retrouvée. En effet, les journaux et

²²¹ OCAMPOS et RODRIGUEZ, *Op. cit.* p. 76-79.

²²² *Ibid.* p. 80-83, et POJOAJU. *Identidad y Acción de las ONGs en el Paraguay*. p. 62-63.

²²³ NICKSON, Andrew. "Tyranny and Longevity: Stroessner's Paraguay" In *Third World Quarterly*, Vol. 10, no. 1, Succession in the South, (jan. 1988), p. 246-247.

radios interdits pendant le régime ont ouvert à nouveau et l'ensemble des médias suivait le cours des événements nationaux. Néanmoins, malgré l'effervescence provoquée par l'ouverture de 1989, les moyens de communication n'étaient pas vraiment prêts à faire face à un environnement démocratique et à jouer un rôle déterminant dans ce nouveau contexte. En effet, les médias n'ont pas eu beaucoup de temps pour réfléchir à comment devenir des médias de qualité, adaptés aux besoins d'un pays en pleine métamorphose. Ainsi, la presse par exemple est passée par plusieurs étapes, notamment une période sensationnaliste. Cette dernière, aussi nommée « presse rouge », mettait en première page des journaux des nouvelles policières, « [...] *ver sangre, es lo que la gente quería.* »²²⁴

Il existe différents types de presse, tout comme il existe au Paraguay différents lecteurs, et ces derniers semblent privilégier la presse à sensation. En effet, le niveau critique des lecteurs est aussi une façon de situer la profondeur avec laquelle la presse traite les informations. Les lecteurs ne font pas une lecture analytique des articles qui leur sont proposés et en plus le niveau de critique est très bas. Dans ce contexte, les citoyens ne collaborent guère à un surpassement du travail journalistique réalisé. Bien au contraire, la citoyenneté manifeste ses inquiétudes et ses doléances à la presse et aux autres moyens de communication (radio, télévision), au point qu'elles recourent à ces dernières au lieu de s'adresser aux institutions directement concernées. Les demandes sont de tout genre, en passant de la collecte pour un vaccin, jusqu'à l'inscription d'un enfant en école primaire et les médias finissent par jouer un rôle d'assistants sociaux qui n'est pas le leur.²²⁵ En plus, cette charge de travail supplémentaire et hors de leurs compétences réelles les empêchent de mieux réaliser leur travail de base, c'est-à-dire l'analyse et le traitement de l'information. Enfin, la presse a également joué un rôle de taille pour éveiller la conscience citoyenne. En effet, les journaux se sont occupés de publier un grand nombre de matériels distribués avec les

²²⁴ Voir du sang, c'est ce que les gens voulaient (Notre traduction). OVIEDO, Susana. Journaliste du quotidien *Ultima Hora*, Entretien du 2 juin 2007, Asunción-Paraguay.

²²⁵ Cette confiance de la population envers les médias n'est pas si étonnante. En effet, il faut tout de même souligner que d'après l'étude de Seligson, les journalistes étaient placés en deuxième position derrière l'Eglise en termes de confiance. Ces résultats manifestaient donc la confiance que la population témoignait envers la presse en tant qu'institution. SELIGSON, Mitchell. A. « Cultura política en Paraguay : Lineamientos de Estudios de Valores Democráticos para el año 1996 » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. p. 61-62.

journaux dans le but d'éduquer la population. Des suppléments concernant les droits et l'éducation civiques, la constitution, la conscience citoyenne, les réformes ou encore l'éducation routière entre plusieurs autres sont quelques exemples de leur apport à la construction d'une citoyenneté.²²⁶

Sous la dictature, la télévision n'a pas joué un rôle proportionnel à ses capacités d'influence, car les propriétaires des chaînes étaient des proches du régime. Aujourd'hui la télévision paraguayenne n'approfondit pas les sujets traités, tout est abordé de façon très superficielle. Par ailleurs, l'emphase est mise sur le spectacle, en transformant le téléjournal en pseudo-show l'audimat se porte bien, principal souci des propriétaires des chaînes télévisées. Les radios, pour leur part, demeurent un média proche des citoyens. Ces derniers continuent à s'exprimer et à faire entendre leurs demandes par le biais des émissions radiophoniques.²²⁷ Par ailleurs, les radios ont joué un rôle important lors des crises politiques. Ainsi, en mars 1999, par exemple, les radios ont fait des appels à la population pour que cette dernière sorte dans les rues pour préserver la démocratie et éviter un retour en arrière.

3.7.6 *Autres mouvements*

Nous pensons notamment ici aux organisations de quartier (*organizaciones vecinales*) qui sont apparues sous le régime stroessniste. Ce type d'organisation constituait le regroupement spontané de voisins, dans le but de résoudre des problèmes ponctuels qui les touchaient collectivement. Ces organisations étaient destinées principalement à la réalisation de travaux d'intérêt communautaire et la prestation de services de base (réparation des routes, accès à l'eau potable, aménagement d'espaces verts, etc.). Mais cette forme de collaboration qui encourageait la participation des citoyens était vue d'un mauvais œil par le régime. En effet, le parti *colorado*, proche de la population grâce à ses *seccionales*, contrôlait de près les activités de ces organisations dans la ville comme à la campagne. Après le coup de 1989 et les élections municipales de 1991, ces organisations retrouvaient une plus grande liberté pour s'organiser. En effet, elles ont été fortement encouragées dans la capitale par le nouveau

²²⁶ OVIEDO, Susana. Entretien du 2 juin 2007.

²²⁷ Le *micrófono abierto*, véritable moyen de redonner la parole aux citoyens. Sous Stroessner, cette technique avait déjà permis à la population d'exprimer ouvertement des choses qui étaient restées sous silence pendant de longues années.

mairie provenant d'un parti indépendant. Leurs actions ont continué à se centrer sur les besoins ponctuels des voisins et voisines et leur formalisation est devenue un avantage pour le gouvernement municipal. Par ailleurs, leur organisation encourageait la pratique d'un modèle démocratique à petite échelle, une façon d'approfondir la conscience citoyenne des habitants de ces quartiers. Malheureusement, ce genre d'organisation est en déclin depuis la fin des années 90. Elles se sont progressivement politisées et leurs actions et efficacité se sont graduellement diluées.²²⁸

Une initiative ayant obtenu ce qu'elle revendiquait a été celle du mouvement d'objection de conscience. Ce groupe est allé à l'encontre de l'idéologie militariste marquant la tradition paraguayenne et s'est affronté aux stéréotypes militaires de la construction de la virilité masculine. En effet, leur initiative s'opposait à l'image de l'homme héroïque et courageux construite par les nombreux et sanglants conflits de l'histoire du pays. La poignée de jeunes à la base de ce mouvement, soutenus par plusieurs ONG, l'Eglise, des représentants indigènes et des organisations de femmes, a obtenu gain de cause auprès de la Constituante de 1992. Ainsi, le mouvement s'est formalisé en 1994 et le nombre d'objecteurs a augmenté d'année en année. En 1996, le nombre d'objecteurs de conscience était d'environ 1650, alors qu'en 2002, 90000 objecteurs étaient recensés.²²⁹

De nos jours, la lutte contre la corruption est un des grands sujets au Paraguay. Ainsi, une des réponses spécifiques à ce problème dans l'administration du pays a été la création d'organes de contrôle, les *Contralorías*. Ces dernières apparaissent à la fin des années 90. Elles s'articulent premièrement au niveau de l'Etat (*Contraloría General de la Republica*), où elles exercent un rôle de contrôle auprès du gouvernement et dénoncent les irrégularités constatées. Deuxièmement, elles sont présentes au niveau de la population (*Contraloría ciudadana*) où des citoyens s'organisent volontairement pour former des réseaux destinés à contrôler le gouvernement (central, régionale ou local) dans sa gestion de la chose publique. Par ailleurs, ces organisations ne se limitent pas au contrôle des gouvernements, elles mettent également en place des campagnes de sensibilisation citoyenne quant aux droits et devoirs de

²²⁸ SOTO, Clyde. *et al.* « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay... » *Loc. cit.* p. 154-157 ; 182-183.

²²⁹ *Ibid.* p. 163.

la population face à l'administration des biens publics. Elles collaborent aussi à la formation de valeurs tels que l'honnêteté, la transparence et la solidarité. Egalement, elles reçoivent les inquiétudes, plaintes et dénonciations de la population face à des cas de corruption et les canalisent auprès de la *Contraloría General de la Republica* pour que des mesures soient prises. Dans les années 2000, ce type d'OSC a été fortement encouragé par des organisations de la coopération internationale présentes au Paraguay, ce qui a donné un fort élan aux *Contralorías*.²³⁰ Grâce à ce soutien, ces dernières ont pu élargir leur réseau et continuer leurs activités. Elles constituent aujourd'hui un organe efficace dans la dénonciation des cas de corruption et la lutte contre ce fléau. Bien que certains signes encourageants soient perceptibles (prise de conscience, collaboration de la population), leur travail doit continuer car les résultats obtenus jusqu'à présent sont modestes face à l'ampleur du phénomène de la corruption.²³¹

Comme nous l'avons vu plus haut, le mouvement étudiant a été particulièrement actif sous le régime de Stroessner. Par contre, ce mouvement, qui constituait dans les années 80 un « avant goût » de l'après dictature et un îlot de libertés dans une société réprimée, a pratiquement disparu depuis la transition.²³² Les artistes et les intellectuels, pour leur part, avaient vu que, sous la dictature, l'expression culturelle devenait un moyen de faire de la politique ou un moyen de manifester son opposition au régime. Aujourd'hui ce secteur de la SC s'affaire à la création d'une culture dépouillée de traits d'autoritarisme. Mais comme le rappellent certains, il semble plus facile de s'inspirer culturellement lorsqu'il y a un tyran au pouvoir. En effet, malgré une prise de conscience du rôle politique des agents culturels au Paraguay, l'inspiration semble s'être évanouie avec l'arrivée du contexte démocratique.²³³

²³⁰ Notamment l'agence internationale de développement des Etats-Unis (USAID).

²³¹ *Manual para Contralorías Ciudadanas*, CIDSEP/UC, Asunción-Paraguay, 2001, p. 25-35.

²³² FREGOSI, Renée. « La société paraguayenne et la transition démocratique » In *Problèmes d'Amérique Latine*, No. 10 (juillet-sept. 1993), p. 18.

²³³ ESCOBAR, Ticio. « La cultura después del desencanto » In Line Bareiro, Ticio Escobar et Saúl Sosnowski (comp.) *Hacia una Cultura para la Democracia en el Paraguay*. Asunción-Paraguay : CDE, 1994, p. 215-216.

3.8 Conclusion

Tout au long du troisième chapitre, nous avons observé de plus près l'émergence et le développement de la SC paraguayenne depuis la fin du régime stroessniste. Aussi, nous avons brièvement abordé les caractéristiques et les différents parcours des acteurs de cette SC. Ainsi, en rappelant le contexte politique dans lequel les organisations sociales se sont développées, nous pouvons faire plusieurs constats. Un premier est l'opposition de l'Etat lors du développement de la SC sous le régime de Stroessner. Ce premier constat, bien qu'il soit évident, nous semble important car c'est cette société, existant malgré l'oppression de l'Etat, qui porte les germes de la SC qui se développe depuis 1989. En effet, tout comme nous ne pouvons pas parler d'un « retour » de la démocratie, nous ne pouvons pas parler non plus d'un « retour » de la SC sur la scène sociopolitique du Paraguay, mais bien d'une « entrée ». Dans ce sens, le parcours des organisations sociales pendant les dernières années du régime stroessniste constitue la base sur laquelle la SC se développe par la suite. Par ailleurs, l'arrivée d'un gouvernement démocratique en 1989 n'implique pas un changement radical dans la structure de l'Etat. L'oppression de l'Etat stroessniste envers les organisations sociales s'est converti en une sorte d'obstacle où, malgré l'ouverture d'un espace, les possibilités pour des changements restent minces et les défis nombreux.

Un autre constat concerne certaines OSC et leur capacité à travailler uniquement pour la cause qui est la leur. En effet, des résultats encourageants ont été obtenus par certaines organisations sociales, mais il n'en reste pas moins que des changements importants (réforme agraire, conditions de travail, mesures visant l'égalité des sexes, diminution de la pauvreté, respect de l'environnement, entre autres) se font encore attendre. Les moyens de pression empruntés par les organisations sociales demeurent limités et leurs actions dispersées. Nous pensons que c'est en réunissant plusieurs secteurs que la SC réussira à faire le poids nécessaire pour influencer les politiques publiques du gouvernement paraguayen. Toutefois, de tels rassemblements demeurent difficiles à obtenir, d'une part à cause du manque de cohésion à l'intérieur de plusieurs OSC et, d'autre part, à cause d'éléments de la culture populaire, tels que les lois du *ñembotavy*, du *mbareté* ou encore de l'*opá reí*, que nous avons abordés plus haut dans ce chapitre.

Un dernier constat est celui du type d'ouverture qui a permis le développement de la SC paraguayenne. Nous avons déjà souligné l'obstacle que l'Etat représentait et continue à représenter. Néanmoins, nous constatons que l'ouverture démocratique, et surtout le respect de certaines libertés, ont grandement contribué à la création et à la réapparition d'un grand nombre d'organisations sociales. Comme nous l'avons rappelé, les médias semblent être l'acteur ayant le plus bénéficié du regain de ces libertés. Néanmoins, toutes les organisations sociales et leurs participants bénéficient des libertés comme celles d'expression, de réunion et d'association. Dans ce sens, nous avons pu constater une grande reconnaissance de la différence que cela implique face au climat répressif des années sous Stroessner, tout comme le rappelait un sociologue paraguayen : [...] *Quién podría dejar de estimar la distancia que media entre la bárbara época de torturas y persecuciones, propias de la dictadura y la vida ciudadana de hoy?*.²³⁴ Malgré le fait qu'il y ait encore des efforts à fournir pour que les résultats attendus soient palpables, les OSC continuent à jouir du climat de libertés que la démocratie a apporté depuis 1989.

²³⁴ [...] Qui pourrait cesser d'apprécier la distance qu'il y a entre l'époque barbare de tortures et persécutions propre à la dictature et la vie citoyenne d'aujourd'hui ? (Notre traduction). RIVAROLA, Domingo. « La Transición Paraguaya » In Journal *Ultima Hora*, Paraguay, 24 mai 2003.

CHAPITRE IV *Société civile, transition et mobilisation citoyenne*

4.1 Le retour des militaires sur la scène politique

Comme nous l'avons vu, les militaires ont joué un rôle important dans le processus de démocratisation du Paraguay. D'abord précurseurs du changement, ils restent ensuite au pouvoir avec Rodriguez jusqu'aux élections de 1993. Et même si lors de ces élections un civil (Juan Carlos Wasmosy) ressort vainqueur, c'est grâce au soutien d'une coupole militaire qu'il atteint la présidence du pays. Par ailleurs, la continuité du parti *colorado* au pouvoir est un élément qui permet la présence des militaires sur la scène politique paraguayenne. En effet, nous avons déjà évoqué les liens étroits tissés depuis les années 1940 entre le parti *colorado* et les forces armées. Mais plus qu'une présence, depuis 1993 il s'agit d'une influence sur la politique paraguayenne. Malgré un retrait apparent, les militaires ont continué à influencer le parti *colorado* et par ce biais, le gouvernement. Dans ce sens, les forts liens tissés entre le parti au pouvoir et la classe militaire se dissiperont très lentement.

Un retrait lent mais toutefois progressif allait tout de même finir par se produire. Ainsi, depuis le gouvernement de 2003 les militaires ne sont plus considérés comme le plus grand danger de la jeune démocratie paraguayenne.²³⁵ Néanmoins, la population est passée par des moments de frayeur car l'institutionnalité du pays a été sévèrement menacée à plusieurs reprises. En effet, en 1996 et 1999 se sont enregistrées les plus fortes crises politiques du pays depuis la transition, mettant en péril l'avenir démocratique du Paraguay. Derrière ces deux événements, un homme issu de la classe militaire ayant fait tomber le régime précédent, Lino César Oviedo. L'importance politique de ce dernier démarre surtout suite à la défaite du parti *colorado* lors des élections municipales de la capitale, en mai 1991. A ce moment, l'alliance entre le parti au pouvoir et les militaires renouvellera des liens destinés à renforcer le parti *colorado* lors des élections pour la Constituante (décembre 1991). La victoire du parti *colorado* lors des élections à la présidence de 1993, était clairement le reflet de l'alliance entre le parti et l'armée. Dans ce contexte, l'importance d'Oviedo, autant

²³⁵ LAMBERT, Peter. « Una ruptura con el pasado ? Los primeros dos años del gobierno de Nicanor Duarte Frutos en el contexto de la transición a la democracia » In Diego Abente et Fernando Masi (eds). *Estado, Economía y Sociedad: Una Mirada Internacional a la Democracia Paraguaya*. Asunción-Paraguay: CADEP, 2005, p. 169.

dans les rangs de l'armée que dans la vie politique du pays, avait encore crû et confirmait une menace pour le processus de démocratisation.

4.2 La défense de la démocratie

Les interférences d'Oviedo dans la politique du parti *colorado* et des décisions gouvernementales allaient mettre à l'épreuve l'autorité du président Wasmosy (1993-1998) et menacer la démocratie paraguayenne. Oviedo manifestait ouvertement ses ambitions pour la présidence lors des élections de 1998 et menait une campagne politique en parallèle à ses responsabilités militaires. La rivalité entre les deux hommes se manifestait surtout à travers l'insoumission d'Oviedo et son désir d'influencer les internes du parti *colorado*. Par ailleurs, Wasmosy accusait le général d'entreprendre une campagne pour détériorer l'ordre et le forcer à quitter ses fonctions. Après le premier trimestre de 1996, la relation entre les deux hommes devenait intenable, l'autorité présidentielle de Wasmosy étant pratiquement réduite à néant face à Oviedo. Déplacer ce dernier de la scène politique devenait une condition indispensable pour que le président puisse remplir son mandat. Néanmoins, Wasmosy avait compris que tout mouvement en défaveur d'Oviedo pouvait provoquer une réaction armée de ce dernier. Toutefois, le 22 avril 1996, après plusieurs jours de délibérations et réconforté par de nombreux soutiens, tant internes qu'externes, Wasmosy convoquait Oviedo pour le relever de ses fonctions. Après avoir catégoriquement refusé de se soumettre à la volonté du président, Oviedo se retirait du palais gouvernemental en menaçant de faire couler des « rivières de sang » lors d'un coup d'Etat.²³⁶ Cet épisode enclenchait une crise qui allait sérieusement menacer la démocratie du pays et qui allait se résoudre grâce à l'intervention de multiples acteurs.

Malgré la ferme position du président, une forte pression de la communauté internationale et des manifestations populaires en faveur de Wasmosy, le général Oviedo ne flanchait pas. Au contraire, ce dernier demandait, en échange de son retrait, que le président et vice-président renoncent à la présidence. Le chef du gouvernement restait dans sa position,

²³⁶ VALENZUELA, Arturo. *The Collective Defense of Democracy : Lessons from the Paraguayan Crisis of 1996*. A report to the Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict. New York: Carnegie Corporation, 1999, p. 6-10.

renforcé par le soutien prononcé par de nombreux présidents de pays étrangers.²³⁷ Mais plus impressionnant était le soutien manifesté par différents secteurs de la SC, notamment les jeunes. Ces derniers avaient compris la menace d'un éventuel retour en arrière et étaient sortis dans les rues de la capitale pour manifester leur soutien à la démocratie. Ainsi, les leaders des partis politiques de l'opposition, tout comme ceux des factions du parti *colorado* en faveur du président, venaient grossir les rangs dans des rues déjà peuplées par les étudiants, les paysans, les travailleurs et d'autres citoyens.

Après de nombreuses heures de tension et de négociations, Wasmosy proposait une sortie de crise en offrant le poste de Ministre de la Défense à Oviedo. Cette proposition était en effet un moyen de sortir de la crise mais en aucun cas une solution durable. En quelques heures, l'image de Wasmosy auprès de la foule était passée de « défenseur de la démocratie » à « complice de l'insubordination militaire ». Les mêmes étudiants et autres citoyens qui dans un premier temps avaient soutenu Wasmosy scandaient leur mécontentement envers ce dernier pour sa complaisance envers Oviedo. En effet, la pression de la rue était en faveur de la démocratie et non seulement en faveur du gouvernement en fonction. Le 24 avril, le président déclarait lors d'un discours que c'était bien la volonté populaire qu'il devait suivre au delà de ses propres considérations. Ainsi, il obtenait le retrait d'Oviedo mais renonçait à sa promesse de le nommer Ministre. Malgré les accusations qui allaient tomber sur lui, le général putschiste décidait alors de poursuivre sa campagne pour les élections internes du parti *colorado* dans le but de les remporter et se présenter pour les présidentielles de 1998.²³⁸

Lorsque Oviedo et plusieurs de ses complices dans la classe militaire ont été remerciés, les forces armées paraguayennes sont restées avec un plus grand nombre de militaires favorables à une professionnalisation de l'institution. Par ailleurs, de nombreux militaires revendiquaient un retrait total de l'armée de la politique, seul moyen de préserver

²³⁷ *Ibid.* p. 16-17. Plusieurs pays ont fait preuve de solidarité avec Wasmosy dans cette crise et ont affiché leur plein soutien pour la défense de la démocratie. En effet, de nombreux Etats membres de l'OEA, de l'UE ainsi que tous les pays membres du MERCOSUR ne se sont pas montré indifférents. Par ailleurs, le président brésilien Fernando Enrique Cardoso a aussi eu un rôle déterminant pour éviter que la crise ne dégénère.

²³⁸ *Ibid.* p. 16-19 et Ultima Hora, *Marzo Paraguayo : Una lección de democracia*. Asunción-Paraguay : Biblioteca Ultima Hora, 2001, p. 50-51.

l'intégrité de l'institution militaire et des institutions démocratiques. Cet épisode ne constituait qu'une partie d'un processus qui allait se poursuivre par la suite. Néanmoins, elle n'était pas moins encourageante dans le sens d'un retrait progressif de l'acteur militaire de la scène politique paraguayenne et la fin d'une menace dictatoriale. Toutefois, l'ex-général Oviedo allait revenir en la figure d'un *caudillo* faisant appel aux éléments d'une culture autoritaire encore présente chez bon nombre de Paraguayens. En effet, après seulement 18 mois de cet épisode où il était démis de ses fonctions de commandant en chef de l'armée, Oviedo remportait les internes du parti *colorado* pour les élections présidentielles de 1998.²³⁹

4.3 Le « *marzo paraguayo* »

Une fois que l'ex-général a été désigné comme candidat à la présidence du parti *colorado*, voici que les secteurs rivaux d'Oviedo dans le parti tentent tout de même d'empêcher sa candidature. La suite de ces démarches provoquera une condamnation à dix ans de prison prononcée par un tribunal militaire en janvier 1998. Cette sanction, bien que légitime car Oviedo avait bel et bien tenté un putsch en 1996, allait mettre le feu aux poudres des partisans de l'ex-général. En effet, l'arrivée tardive de la sanction mettait en évidence la volonté d'écarter Oviedo de la course. Néanmoins, il en fallait plus pour réellement éloigner ce dernier des présidentielles, car depuis la prison il poursuivait sa campagne. Incapable de se présenter lui-même, c'est son candidat à la vice-présidence, Raúl Cubas, qui est devenu son représentant, pour ne pas dire sa « marionnette ». Luis María Argaña devenait pour sa part le candidat à la vice-présidence auprès de Cubas pour le parti *colorado*. L'essentiel de la brève campagne de Cubas en remplacement d'Oviedo consistait en la promesse de libérer ce dernier lors l'arrivée à la présidence. En mai 1998, les résultats du troisième scrutin de l'ère démocratique du Paraguay annonçaient Cubas comme vainqueur. Une grande partie de la

²³⁹ C'est en s'appuyant sur un discours populiste et en adoptant une image de *caudillo* messianique qu'Oviedo gagne sa campagne. Avec une campagne politique agressive, il ne tardait pas à obtenir des sympathisants dans les couches les plus démunies de la population. Par ailleurs, il bénéficiait du soutien de plusieurs politiciens (tant dans le parti *colorado* que dans l'opposition) et hommes d'affaires partisans d'une politique conservatrice et autoritaire. Enfin, la victoire d'Oviedo a aussi été possible grâce aux divisions internes du parti *colorado*. En effet, les deux autres candidats pour représenter le parti, Luis María Argaña et Carlos Facetti (soutenu par Wasmosy), n'ont pas réussi à unir leur forces, ce qui a permis à Oviedo de vaincre avec une faible avance. Oviedo obtenait alors 36% des votes face à son plus grand adversaire dans les rangs du parti, Luis María Argaña, qui avait obtenu 34% des votes. VALENZUELA, *Op. cit.* p. 20.

classe politique et de la société paraguayenne s'attendait à ce qu'avec le temps, Cubas prenne une certaine distance avec Oviedo et se rapproche graduellement d'Argaña et ses partisans.²⁴⁰ Mais le nouveau président allait vite montrer son attachement et sa fidélité envers l'ex-général. Cubas, comme il l'avait promis, lors de son premier acte politique en tant que président de la République, signa en août 1998 un décret ordonnant la libération d'Oviedo. A cause de ce dernier, les tensions et la polarisation dans la classe politique et dans la société paraguayenne duraient déjà depuis plus de deux ans.²⁴¹

L'action de Cubas a été à l'origine d'une multitude de protestations de la part des opposants d'Oviedo. Une forte crise politique émergeait alors entre partisans d'Oviedo et ses opposants. Ces derniers craignaient que l'ex-général engage des représailles envers eux. Dans ce chaos institutionnel, une bataille juridique avait lieu pour que le décret du président soit déclaré inconstitutionnel et que la sentence envers l'ex-général putschiste soit respectée. En décembre de la même année, la Cour Suprême de Justice statuait que le président avait outrepassé son autorité en libérant Oviedo et qu'il devait ordonner son arrestation. Cubas refusait alors de respecter la décision de la Cour, ce qui poussa le Congrès à procéder à un *impeachment* envers le président. Par la même occasion, les partisans d'Oviedo commençaient une campagne de menaces et d'intimidation envers les membres de la Cour et les opposants de l'ex-général. Les jours passaient et le climat sociopolitique devenait de plus en plus tendu. Entre les manifestations en faveur ou contre Oviedo et les menaces et attentats adressés à ses opposants, la situation devenait critique. En mars 1999, la violence et la crise atteignaient leur apogée et la définition de la légitimité du pouvoir était au centre des débats politiques.²⁴²

Le matin du 23 mars 1999, l'assassinat du vice-président Argaña sera le signe déclencheur d'une mobilisation sans précédents dans l'histoire récente du pays. Le jugement politique envers le président que le Congrès s'apprêtait à commencer allait probablement

²⁴⁰ ABENTE, Diego. « 'People Power' in Paraguay » In *Journal of Democracy*, Vol. 10, no. 3 (1999) p. 96.

²⁴¹ FREGOSI, « Paraguay, mai 1998... » *Loc. cit.* p. 57-60.

²⁴² MORINIGO, José Nicolás (coord). *Marzo de 1999: Huellas, Olvido y Urgencias*. Asunción : Universidad Católica de Asunción, 1999, p. 49-58.

occasionner la destitution de Cubas et c'est Argaña, en sa qualité de vice-président, qui allait le remplacer. Ce scénario écartait de la scène politique l'ex-général Oviedo, car ce dernier et Argaña étaient adversaires politiques. Ainsi, divers secteurs de la population prenaient conscience de la gravité de la situation et le Congrès accélérât l'*impeachment* contre le président. Les jeunes, surtout des étudiants, ont été les premiers à occuper la place faisant face au Congrès pour demander la démission du président. Les partisans d'Oviedo allaient aussi sortir dans les rues pour soutenir le président Cubas et défendre leur position. L'occupation de la place en face du Congrès allait devenir un symbole où ceux qui y demeuraient le faisaient grâce à un consensus, ou grâce à l'appui d'une majorité de la population. En effet, cette place allait devenir le théâtre d'une lutte entre des citoyens convaincus que le retrait du président était nécessaire pour empêcher un retour autoritaire et d'autres, déterminés à ce que Cubas reste pour que leur dirigeant arrive au pouvoir et instaure sa politique. Les jeunes seront d'abord rejoints par quelques 5000 paysans²⁴³ et cette jonction fera effet boule de neige pour attirer d'autres secteurs sociaux et citoyens. Les tentatives des forces de l'ordre pour évacuer les manifestants n'ont pas eu de succès, ces derniers restaient postés devant le Congrès et étaient rejoints par une multitude d'autres citoyens (le nombre de personnes sur cette place a varié entre 1000 et 10000 selon les moments de la crise qui s'est étalée du 23 au 29 mars 1999). Impuissants face à la multitude, les partisans d'Oviedo allaient recourir aux armes. Ainsi, des francs-tireurs et des partisans armés ont ouvert le feu sur la foule. Cette dernière, malgré la panique ambiante, est restée sur place. Le bilan annonçait sept morts et une centaine de blessés, des jeunes pour la plupart. Cet acte barbare allait renforcer la détermination des manifestants et faire accourir davantage de citoyens dans les rues de la capitale. Le 29 mars 1999, face à la pression de la population et de la communauté internationale²⁴⁴, le président Cubas a fini par démissionner et un gouvernement

²⁴³ Environ 20000 paysans, regroupés par diverses organisations paysannes, étaient dans la capitale le jour même pour demander au gouvernement un ajournement de leur dette. En effet, les conséquences des phénomènes climatiques *El Niño* et *La Niña*, pluie torrentielles et sécheresse respectivement, avaient sérieusement affecté le secteur agricole.

²⁴⁴ Le président du Brésil Fernando Enrique Cardoso a encore une fois joué un rôle majeur pour la sortie de la crise. Il aurait encouragé Cubas à démissionner tout en lui proposant asile politique au Brésil.

de coalition était formé.²⁴⁵ La présidence de la République était alors assumée par un autre *colorado*, le président du Sénat Luis Gonzalez Macchi, premier dans la ligne de succession.

4.4 Mobilisation citoyenne et sauvegarde des acquis démocratiques

Au delà des faits anecdotiques de ces épisodes de l'histoire récente du Paraguay, il nous semble important de souligner le rôle des acteurs sociaux dans le dénouement de ces crises politiques et institutionnelles. En effet, en mars 1999, tout comme en avril 1996, le rôle de la mobilisation citoyenne a été déterminant pour défendre avec fermeté des acquis obtenus depuis l'avènement de la démocratie. Les mouvements et les organisations sociales, en tant qu'acteurs de la SC paraguayenne, ont manifesté leur désir de libertés et de prise de parole. En défendant la place face au Congrès, ils ont aussi montré leur prédisposition à se battre pour sauvegarder des valeurs qu'ils considéraient essentielles pour que leurs projets sociaux se développent dans un cadre démocratique. Jeunes, paysans, ouvriers, intellectuels, féministes et autres citoyens étaient unis pour un objectif précis, obtenir la démission du président. Par ailleurs, dans la recherche de cet objectif, ils étaient directement confrontés au mouvement d'Oviedo et aux valeurs qu'il véhiculait. Ce dernier, en optant pour la violence, allait renforcer la conviction et la détermination du mouvement social dans sa bataille pour freiner ce retour d'autoritarisme.²⁴⁶

Il ne s'agissait ni d'une révolution, ni d'une insurrection, le rassemblement était avant tout non violent, autour d'un objectif spécifique et organisé, mais sans une réflexion ou une discussion idéologique profonde. Ainsi, une fois l'objectif atteint, cette manifestation allait tourner en fête pour ensuite se dissoudre et rester présente uniquement dans les mémoires.²⁴⁷ Malgré le caractère ponctuel de cette démonstration de citoyenneté, il n'en reste pas moins que les événements de mars 1999 ont fédéré sous le drapeau paraguayen un ensemble d'acteurs sociaux et politiques. Chacun de ces acteurs étaient avant tout présent dans les rues, ou sur la place devant le Congrès en tant que citoyens paraguayens et non en tant que membres d'une organisation politique ou sociale. Jeunes, paysans et ouvriers auront ouvert la

²⁴⁵ MORINIGO, *Op. cit.* p. 70-75. Il s'agissait du premier gouvernement de coalition de l'histoire du Paraguay et beaucoup d'espoir était mis dans ce nouveau gouvernement.

²⁴⁶ Ultima Hora, « *Marzo Paraguayo...* » *Op. cit.*, p. 60-66.

²⁴⁷ MORINIGO, *Op. cit.* p. 75-79.

voie aux citoyens pour que ce rassemblement devienne représentatif de la volonté du peuple paraguayen.

Les jeunes réunis lors de cet épisode reflètent l'amalgame d'acteurs qui se sont retrouvés sous la même bannière, malgré leurs différences. Contrairement aux autres mouvements sociaux présents, les jeunes ne comptaient pas sur une organisation stable. Canalisés par une émotion face à la gravité des événements, ils ont progressivement accouru sur les places du centre de la capitale. Cette multitude de jeunes était composée par les jeunesses politiques de différents partis (*colorados* comme ceux de l'opposition), la jeunesse des mouvements pastoraux, les objecteurs de conscience, les supporters des deux clubs de football les plus populaires au Paraguay tout comme d'autres jeunes citoyens solidaires à la cause. Premiers à accourir devant le Congrès et derniers à se retirer, ce sont aussi eux qui ont payé le prix fort face à la violence des partisans de l'ex-général Oviedo.²⁴⁸ Un tel engagement reste un geste de conscience citoyenne et de volonté démocratique de la part de la jeunesse. Toutefois, cette manifestation n'est point le reflet d'une implication quotidienne dans le lent processus de démocratisation du Paraguay. Comme le rappelait José A. Galeano, « [...] *ese mismo pueblo es incapaz de salir a las calles cada vez que el Estado se burla de la sociedad.* »²⁴⁹ Personne ne pouvait s'attendre à ce que les jeunes jouent un tel rôle lors des événements de mars 1999. Sortis de nulle part, ils sont repartis dans l'ombre après cette semaine héroïque.²⁵⁰

4.5 Le rôle de la société civile paraguayenne dans la transition

Le troisième chapitre et les parties précédentes de ce quatrième chapitre nous donnent deux aperçus de la SC paraguayenne. D'une part celle d'un processus de formation et d'affermissement à travers lequel un ensemble de mouvements et d'organisations ont occupé un espace politique ouvert depuis la démocratie, mais dont les résultats ont été maigres. D'autre part, l'aperçu d'une SC prête à bondir et inonder les rues pour manifester son

²⁴⁸ Ultima Hora, « *Marzo Paraguayo...* » *Op. cit.*, p. 67-68.

²⁴⁹ Ce même peuple est incapable de ressortir dans les rues à chaque fois que l'Etat se moque de la société. (Notre traduction). GALEANO, José Antonio, entretien du 26 mai 2007, Asunción – Paraguay.

²⁵⁰ Ultima Hora, « *Marzo Paraguayo...* » *Op. cit.*, p. 67-68.

désaccord face à un éventuel retour en arrière en politique, mais incapable de générer les bases pour un suivi de ces mobilisations ponctuelles. Par ailleurs, ces deux aperçus nous permettent aussi d'élucider une première période de croissance et de développement de la SC (1989 à 1996), suivie d'une période stagnante marquée par une déception croissante envers la démocratie paraguayenne (1996 jusqu'à nos jours). En effet, l'ouverture démocratique et le respect des libertés publiques auront permis à la SC paraguayenne de se développer et de faire entendre ses revendications. Par contre, à l'heure d'espérer des résultats, cette SC s'est retrouvée confrontée à un Etat et des partis politiques imperméables à leurs demandes, sauf quelques rares exceptions. Quoi qu'il en soit, nous considérons que jouer un rôle important dans ce processus démocratique implique avoir une influence sur les politiques publiques du gouvernement. En effet, le Paraguay étant en pleine construction d'un Etat démocratique, nous situons le rôle de la SC dans le sens de cette construction. Dans ces termes, nous pouvons constater que, jusqu'à présent, la SC a joué un rôle mineur dans le processus de démocratisation du Paraguay.

Cette situation révèle un paradoxe car, dans un sens, l'ouverture politique engagée en 1989 a permis à la SC de s'organiser et de se développer. Dans un autre sens, l'Etat et la société politique se montrent réfractaires à une influence de la SC dans les politiques publiques. En effet, l'Etat paraguayen, comme d'autres dans la région, est un « *Estado de baja capacidad* » pour reprendre les mots du rapport du PNUD pour l'Amérique Latine.²⁵¹ Frappé par des crises économiques, la corruption, le clientélisme et des effets de la globalisation, l'Etat paraguayen peine à remplir son rôle envers la SC. Par ailleurs, bien que plusieurs libertés soient en vigueur et permettent un cadre pour le développement d'initiatives citoyennes, la transparence continue à faire défaut. Cette transparence et la responsabilité de l'Etat face aux citoyens continuent à être des défis que le gouvernement paraguayen doit relever s'il souhaite améliorer les possibilités pour la SC d'influencer certaines politiques publiques. Dans ce même contexte, le besoin criant de transparence à tous les niveaux des institutions publiques est une condition *sine qua non* pour améliorer l'image de l'Etat et son rôle auprès des citoyens.²⁵²

²⁵¹ Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. « *La democracia en América Latina...* » p. 66.

²⁵² *Ibid.* p. 65-67 et RIVAROLA, *Loc. cit.* p. 112-114.

Curieusement, certaines caractéristiques de la transition ont tout pour encourager l'organisation et le renforcement d'une SC revendicative. En effet, trois aspects caractérisent la transition paraguayenne depuis l'ouverture démocratique de 1989. Premièrement, les processus électoraux se sont déroulés de manière de plus en plus propre et transparente. Deuxièmement, l'Etat de droit, dans le sens du respect des lois, est pratiquement inexistant, ce qui fait perdurer la corruption et l'impunité. Troisièmement, l'orientation sociale de l'Etat est quasi-inexistante, la pauvreté et la vulnérabilité sociale ont continué à croître.²⁵³ Plusieurs initiatives ont tenté ou tentent encore de répondre à ces problèmes. Nous pouvons rappeler ici l'importance du travail effectué par plusieurs ONG dans la préparation et la formation citoyenne face aux élections (le regroupement d'ONG *DECIDAMOS*), ou encore les efforts des réseaux de contrôle citoyen (*Contralorías ciudadanas*) afin d'exercer une pression sur l'Etat et exiger une plus grande transparence de ce dernier. Enfin, la pauvreté touche un grand nombre de secteurs et divers mouvements de la SC ont tenté de faire pression, mais sans succès, pour que le gouvernement envisage des actions d'éradication de la pauvreté. Malgré un environnement et des caractéristiques propices à son activité, la SC paraguayenne n'a pas réussi à cumuler un grand nombre de victoires dans ses nombreuses batailles pour faire avancer ses multiples causes.

Caractérisée par une présence ponctuelle, la SC a réussi à se faire entendre sur certains dossiers, mais en agissant de manière fragmentée. Son rôle a été limité en grande partie à cause de l'opposition que l'Etat et différents partis politiques lui ont montrée.²⁵⁴ En effet, la relation société-Etat est encore marquée par l'absence de médiateurs et par une méfiance, héritage des régimes du passé. Par ailleurs, nous pouvons parler d'un manque de continuité dans les initiatives venant de différents secteurs de la SC. En effet, les rejets de la part du gouvernement auront suffi pour décourager bon nombre d'initiatives prises depuis

²⁵³ MARTINI, Carlos. « Una mirada política a la transición » In VIAL, Alejandro (coord.) *Cultura política, sociedad civil y participación ciudadana: el caso paraguayo*. Asunción-Paraguay: CIRD, 2003, p. 195.

²⁵⁴ En effet, les partis politiques ont tendance à voir les OSC comme des récolteuses de votes (par ex : si une organisation paysanne soutien un candidat lors des élections, ce soutien représente le vote potentiel de plusieurs paysans rattachés à l'organisation en question). Lorsque ceci n'est pas le cas, les partis politiques s'y intéressent peu. Par ailleurs, les partis politiques ont tendance à considérer les revendications de certaines OSC comme des menaces. RIVAROLA, *Loc. cit.* p. 110.

divers secteurs sociaux. Dans ce sens, certains secteurs de la SC n'ont pas encore franchi le cap allant de la simple revendication vers la proposition et la négociation avec les autorités. Ainsi, les capacités de proposition, de négociation et de pression de la SC sur l'Etat demeurent des lacunes importantes et un handicap dans la volonté de jouer un plus grand rôle dans la démocratisation du pays.

4.6 La société civile paraguayenne face à ses défis

Comme plusieurs études le montrent, un des défis principaux de la transition paraguayenne est la déception montante dans la population. En effet, cette dernière manifeste sa désillusion face à un modèle démocratique qui ne répond pas à toutes les attentes. Les chiffres de l'année 2006 du Latinobarómetro sont révélateurs, le Paraguay apparaît comme le pays le moins satisfait par la démocratie (12% de satisfaits). Entre 1995 et 2006, ce chiffre a fluctué tout en gardant une tendance à la baisse. En 1995, 28% était le pourcentage le plus élevé, alors que le plus bas a été enregistré en 2002 avec seulement 7% de satisfaits par la démocratie. Ainsi, la note attribuée au pays pour qualifier son niveau démocratique est également la plus basse de la région avec 3,9/10. Par ailleurs, 43% des répondants affirment que le pays n'est pas démocratique contre 10% qui le trouvent très démocratique.²⁵⁵ La déception citoyenne face à l'immobilisme et la lenteur à laquelle évolue la situation touche et affecte directement la SC. Cette dernière tend ainsi vers un rôle passif, car elle perd progressivement l'espoir d'une évolution positive de la situation sociopolitique. Dans ce sens, si les institutions ne sont pas renforcées démocratiquement, il ne faut pas totalement écarter la possibilité d'un soutien de certains secteurs de la SC envers d'anciennes formes d'autoritarisme.²⁵⁶ En effet, selon d'autres sondages, la baisse de la cote de la démocratie paraguayenne est accompagnée par un léger regain de popularité de l'autoritarisme.²⁵⁷

²⁵⁵ Corporación Latinobarómetro, *Informe Latinobarómetro 2006*, [En ligne] www.latinobarometro.org, page consultée le 2 avril 2007.

²⁵⁶ A ce propos, rappelons le rôle bien connu de la société civile dans le renforcement du parti nazi en Allemagne pendant l'entre-deux guerres. Cf. BERMAN, Sheri. « Civil Society and the Collapse of the Weimar Republic » In *World Politics*, Vol. 49, no. 3 (1997) p. 401-429.

²⁵⁷ VIAL, Alejandro (coord.) *Cultura política, sociedad civil y participación ciudadana: el caso paraguayo*. Asunción-Paraguay: CIRD, 2003, p. 156.

4.6.1 Créer une « culture démocratique »

La mise en place de valeurs démocratiques dans la culture paraguayenne passe forcément par le remplacement des éléments d'une culture autoritaire dont nous avons vu les traits plus haut. En effet, la structure institutionnelle de la démocratie paraguayenne s'est installée plus rapidement que les mœurs d'une citoyenneté démocratique. Dans ce sens, nous pouvons parler du cas paraguayen comme celui d'une démocratie électorale et non citoyenne. En effet, la population a été convoquée lors des scrutins de l'agenda électoral et les différentes élections, de 1989 à 2003, se sont déroulées de plus en plus démocratiquement. Par contre, en termes d'amélioration des conditions socio-économiques, les attentes envers la démocratie n'ont pas été remplies. Toutefois, une étude récente témoigne de la grande valeur attribuée par la population paraguayenne à l'idée de démocratie (sur une échelle de 1 à 10, 80% des répondants attribuaient une valeur entre 5 et 10).²⁵⁸ Cette valeur, bien qu'elle ne reflète pas le niveau démocratique du pays, demeure importante car elle manifeste une préférence pour la démocratie face à d'autres régimes.

Si nous creusons dans le contenu de ce que la population perçoit dans la notion de démocratie, nous obtenons des éléments révélateurs de ce qu'elle représente aux yeux des Paraguayens. En effet, le citoyen associe avant tout démocratie avec liberté et liberté d'expression (34,7%), ce qui crée un fort contraste avec la notion de gouvernement du peuple (1,5%). Par ailleurs, le grand nombre de personnes ne sachant pas avec quoi associer le mot démocratie est inquiétant (23%).²⁵⁹ Cette image d'une démocratie promotrice de libertés est un clair reflet des limites du chemin parcouru depuis 1989. Autrement dit, les gouvernements démocratiques du Paraguay ont octroyé des libertés publiques mais ces dernières n'ont guère marqué les esprits, car leur participation pour améliorer la qualité de vie des citoyens a été infime. Enfin, parmi plusieurs maux attribués directement à la démocratie, quatre ressortent du lot : premièrement l'insécurité citoyenne (22,3%) ; deuxièmement le manque d'autorité qui provoque désordre et confusion (19,7%) ; troisièmement une plus grande corruption (19,2%) et ; quatrièmement davantage de difficultés économiques (15,8%).²⁶⁰ Ces problèmes attribués à la démocratie mettent en exergue l'incapacité des gouvernements à répondre aux

²⁵⁸ *Ibid.* p. 162-163.

²⁵⁹ *Ibid.* p. 161.

²⁶⁰ *Ibid.* p. 164.

demandes sociales. Cette incapacité provoque par la même occasion une diminution de la crédibilité de l'image de la démocratie.

Enfin, même si la perception que la population a de la démocratie ne constitue pas une culture en soi, elle est tout de même un indicateur de la profondeur des valeurs démocratiques dans la conscience citoyenne. A partir des diverses expériences de la SC que nous avons analysées, quelques constats peuvent être faits. En effet, la culture paraguayenne demeure caractérisée par une profonde méfiance envers l'Etat et tout ce qui se rapporte au politique. A partir de cette base, il n'est pas étonnant que les organisations sociales les plus populaires soient celles qui ont un caractère et une action strictement locale, loin des méandres de l'Etat. Par ailleurs, certains traits d'autoritarisme demeurent, mais il nous semble qu'ils sont encore présents à cause d'une éducation médiocre et une situation socio-économique déplorable. Dans ce sens, les poches de pauvreté encore présentes sont celles qui ont permis à des *caudillos* comme Oviedo de faire une campagne en appelant à un discours nationaliste autoritaire. Néanmoins, les idées de citoyenneté et de démocratie sont tout de même valorisées pour ce qu'elles sont intrinsèquement, même si elles ne reflètent pas la situation politique du pays.

4.6.2 *Le clientélisme*

Exacerbé par un parti *colorado* au pouvoir depuis plus de 60 ans, le clientélisme demeure très présent au Paraguay. Comme le rappelle Alejandro Vial, « [...] *las zonas de pobreza constituyen la base del aparato clientelar colorado y la sociedad civil es débil frente a esa realidad.* »²⁶¹ En effet, la continuité du parti *colorado* au pouvoir permet que la structure clientéliste mise en place à partir des années 1940 reste quasi intacte. Par ailleurs, l'augmentation de la pauvreté continue à générer une masse de clientèle, car ce rapport demeure un moyen de survie pour certaines tranches de la population. Enfin, un Etat incapable d'aborder des réformes urgentes et nécessaires à l'éradication du clientélisme contribue aussi à sa perpétuation. Depuis la transition, les pratiques clientélistes demeurent et elles ont été tolérées pratiquement par tous les partis politiques. En effet, seules quelques

²⁶¹ Les poches de pauvreté constituent la base du fonctionnement de l'appareil de clientèle du parti *colorado* et la société civile est faible face à cette réalité (notre traduction). VIAL, Alejandro, entretien du 16 mai 2007, Asunción – Paraguay.

OSC remettent en cause le fait que les partis récompensent la loyauté électorale de leurs membres avec des postes dans les administrations publiques, ou encore qu'en pleine campagne électorale, les pauvres reçoivent des biens matériels en échange de leurs votes.²⁶² Bien plus qu'un simple élément d'un lointain héritage, le clientélisme reste présent et constitue un fléau pour l'avancement démocratique du pays.

Le clientélisme demeure aussi présent grâce à son enracinement dans la culture paraguayenne. En effet, la structure sociale paysanne s'est historiquement construite à partir des systèmes de relations *ore* (qui signifie « nous » en guaraní) et *orekueté* (il s'agit ici d'un « nous » excluant les autres, c'est-à-dire qu'il n'inclut pas les personnes avec lesquelles on parle ou qui ne sont pas du même groupe, c'est l'expression d'un cercle fermé).²⁶³ Cette structure d'appartenance s'est déplacée au niveau politique et régénère des rapports de clientèle dans un cercle fermé où une immunité et des privilèges sont réservés aux membres du groupe en échange de leur loyauté. En d'autres mots, les intérêts du groupe passent par dessus les intérêts collectifs et l'Etat devient un instrument au service d'un groupe restreint. Le clientélisme est nourri depuis le haut, c'est-à-dire que la corruption régnant dans les sphères politiques permet au système de perdurer. Par exemple, les fonds venant d'entrepreneurs privés lors des campagnes électorales sont un moyen pour ces entreprises de s'assurer des contrats ou des arrangements fiscaux si le parti en question est élu. Ce qui est inquiétant dans ces pratiques, c'est surtout qu'elles représentent encore des proportions importantes. En effet, une étude établit un rapport entre pauvreté et initiative propre pour aller voter. Les résultats montrent une relation inversement proportionnelle, soit une faible initiative propre pour aller voter lorsque le niveau de pauvreté est élevé. Selon cette étude, lors des élections municipales de 2001, 32,5% de l'électorat aurait été emmené aux urnes par des agents politiques.²⁶⁴ La participation lors des rendez-vous électoraux doit donc être prise avec précaution.

²⁶² RIVAROLA, Milda. « Estado patrimonial y clientelismo » article non publié, avril 2007, p. 10.

²⁶³ *Idem*. L'auteur fait référence au sociologue paraguayen José Nicolás Morinigo et son ouvrage *Clientelismo y Padrinazgo en la practica patrimonialista del gobierno en el Paraguay*, Asunción, USAID, 2003.

²⁶⁴ CESPEDDES, Roberto. « Capacidades y Libertades : Participación en las elecciones municipales de 2001 en Paraguay » In *Revista Latinoamericana de Desarrollo Humano*. no. 22 et 23 (juin, juillet 2006), p. 1-6.

Certains secteurs de la SC et notamment les ONG ont tenté de faire face au fléau du clientélisme, mais elles n'ont pas obtenu de succès. Par ailleurs, malgré les efforts des radios pour rendre public les excès commis en période électorale, les pratiques clientélistes perdurent. En effet, c'est à l'Etat qu'appartient la force légale et institutionnelle pour lutter contre le clientélisme. Pour l'instant, cela ne semble pas avoir été une des priorités de son agenda. Après des gouvernements par la force, voici que le pouvoir demeure entre les mains de ceux qui maîtrisent l'échange de services contre loyautés. C'est donc à certains secteurs de la société, ceux qui ne sont pas encore pris au cou par la pauvreté, de faire bon usage des libertés qui leur sont offertes pour espérer renverser cette tendance.

4.6.3 *La corruption*

En abordant le problème du clientélisme, Rivarola rappelait que « [la corruption] es una herramienta para hacer perdurar el sistema clientelista ». ²⁶⁵ La corruption est loin d'être un phénomène nouveau au Paraguay. En effet, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, il constituait déjà un outil pour mettre en place une structure clientéliste, la base qui allait permettre à Stroessner de rester au pouvoir pendant plus de trois décennies. ²⁶⁶ Dans ce sens, les structures en place n'ont pas radicalement changé depuis l'avènement de la démocratie au Paraguay et des éléments comme la corruption continuent à trouver un terrain favorable pour leur développement. Comme dans la plupart des pays en voie de développement, la corruption atteint sérieusement la situation socio économique du pays, car il s'agit de ressources qui devraient être destinées au bien être de la population. Chaque année des montants importants finissent dans les canaux de la corruption à la place d'être destinés aux dépenses d'ordre social. Par ailleurs, le coût de la corruption atteint des proportions considérables. Selon un des organes de contrôle du gouvernement, en 1997 le montant total de fraude envers l'Etat

²⁶⁵ La corruption est un outil pour faire perdurer le système clientéliste (notre traduction).

RIVAROLA, Milda, entretien du 22 mai 2007, Asunción – Paraguay.

²⁶⁶ Une partie de la philosophie de Stroessner laissait sous-entendre que la contrebande et la corruption étaient « le prix de la paix ». Par ailleurs, le dictateur a réussi à systématiser la corruption comme élément du fonctionnement du régime. BRITTEZ, « Balance de la transición... » *Loc. cit.* p. 22 et 38.

était d'environ 2 milliards de dollars US.²⁶⁷ Cette somme représente approximativement 25,5% du PIB total de l'année en question.

En effet, la corruption serait devenue la règle et non plus l'exception. Faire recours à des pratiques de corruption, ou être victime de tels actes est devenu une habitude, une partie du *modus vivendi* paraguayen. En effet, la corruption semble être tellement enracinée qu'elle serait en train d'envahir la culture paraguayenne. Par ailleurs, malgré les dénonciations de cas de corruption par la population, les médias ou des organisations citoyennes de contrôle (*Contralorías*), les responsables ne sont pas sanctionnés. Dans ce sens, bien qu'il y ait une prise de conscience de la population, cette dernière n'effectue pas assez de pression pour que ceux qui commettent des actes de corruption soient appréhendés. Au niveau du gouvernement, le manque de volonté pour lutter contre et l'implication de plusieurs secteurs politiques dans des cas de corruption entache davantage les institutions démocratiques.²⁶⁸ Tout ceci mène parfois l'opinion publique à réaliser une association directe entre corruption et démocratie. Cette tendance contribue à la mauvaise image de la démocratie et décourage une citoyenneté qui avait mis ses espoirs de progrès dans le modèle démocratique.

Enfin, des études plus récentes sur la corruption au Paraguay nous témoignent d'une légère amélioration de la situation (entre 2004 et 2005).²⁶⁹ Néanmoins, les progrès effectués restent timides et la volonté politique pour combattre ce fléau presque nulle. Toutefois, nous pouvons souligner une prise de conscience de la citoyenneté quant à l'ampleur de la corruption et le mal qu'elle occasionne au pays. Cette prise de conscience est tout de même accompagnée d'un pessimisme quant à l'engagement des institutions pour lutter frontalement et efficacement contre la corruption. Enfin, la population semble, d'une part, résignée à vivre dans un environnement où les dessous-de-table restent une condition *sine qua non* pour

²⁶⁷ YORE, Miriam. « Democracia y Corrupción : Corrupción en el Paraguay en la Década de los Noventa » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. p. 275-311, et BENEGAS, Gladys. « Evolución de la Economía durante el Proceso de Transición Democrática » In VIAL, Alejandro (coord.) *Cultura política, sociedad civil y participación ciudadana: el caso paraguayo*. Asunción-Paraguay: CIRD, 2003, p. 206-250.

²⁶⁸ YORE, *Loc. cit.* p. 284-288.

²⁶⁹ Transparencia Paraguay. *Encuesta Nacional sobre Corrupción, 2005*. Asunción-Paraguay : Transparencia Paraguay, 2006.

effectuer des démarches, ou obtenir un service de la part de l'administration publique. D'autre part, la population semble convaincue que son action ne peut pas rompre les schémas d'impunité qui soutiennent le système de corruption.²⁷⁰

4.7 La société civile face à l'Etat paraguayen

Face aux différents défis que le Paraguay affronte depuis le début de son processus de démocratisation, la SC, comme nous l'avons vu tout au long du travail, s'est organisée et a tenté d'apporter des esquisses de solutions. L'organisation de la SC est importante et nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour apporter les changements dont le pays a besoin. En effet, elle ne peut pas substituer l'Etat. Nous avons déjà évoqué les difficultés dans la relation SC-Etat, nous souhaitons aborder sommairement la situation de l'Etat paraguayen, ses lacunes et ses réformes constamment ajournées malgré une augmentation de la pauvreté et l'évidence de l'inefficacité de ses institutions.

Au Paraguay, la mise en place d'un Etat propice au développement passe avant tout par le démantèlement des aspects hérités de l'Etat prédateur²⁷¹ qui s'était instauré sous Stroessner. Malgré plus de 18 ans de démocratie, plusieurs éléments subsistent et doivent être combattus pour espérer que les réformes tant souhaitées portent leurs fruits. En effet, il est surprenant qu'aussi peu d'attention ait été portée envers l'inefficacité de l'administration publique héritée et le besoin criant des réformes. L'absence d'un tel débat met en exergue la force de puissants intérêts à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Etat, représentés par une classe politique corrompue occupée à protéger ses privilèges et ceux de certains secteurs privés. Ainsi, tels des parasites, les privilégiés détenteurs d'une partie du pouvoir continuent à bénéficier des rentes émanant de l'Etat (*rent-seeking*). Dans ce sens, alors que l'Etat, influencé par une classe politique, s'est montré réticent aux réformes, c'est sous la houlette des institutions financières internationales (Fonds Monétaire International et Banque

²⁷⁰ *Ibid.* p. 69-71.

²⁷¹ Le concept d'Etat prédateur est utilisé ici dans le sens que Peter Evans lui attribue, soit en opposition à un Etat pour le développement. Par ailleurs, les éléments définissant l'Etat prédateur correspondent presque exactement aux caractéristiques du régime stroessniste. Cf. EVANS, Peter. « The State as Problem and Solution : Predation, Embedded Autonomy and Structural Change » In Stephen Haggard et Robert R; Kaufman (eds.) *The Politics of Economic Adjustment*. Princeton: Princeton University Press, 1992, p. 139-180.

Mondiale) que certaines réformes ont été lancées. Ces institutions ont privilégié la privatisation, comme dans plusieurs pays voisins, parmi une série de mesures allant dans le sens du Consensus de Washington.²⁷² Malgré cette tentative de réforme « depuis l'extérieur », ces initiatives ont été un échec, elles n'ont pas réussi à apporter les changements nécessaires dans l'Etat paraguayen pour que ce dernier se libère de ses anciens vices.

Nicanor Duarte Frutos (2003-2008) du parti *colorado* semble être le premier président depuis la transition à avoir ciblé la corruption, le développement durable et les inégalités sociales comme principaux défis du gouvernement. Malgré cette perspicacité et un effort de réformes pendant les deux premières années de gouvernement, les intérêts particuliers qui bénéficient d'un *statu quo* semblent l'avoir remporté face au besoin criant de réformes.²⁷³ La question de comment démanteler les réminiscences de cet Etat prédateur pour instaurer un Etat pour le développement demeure présente. Les tentatives entreprises par les agences multilatérales restent limitées, et les pays voisins ne semblent pas intéressés par cette problématique du Paraguay.²⁷⁴ Les forces véhiculées par la SC demeurent donc une autre alternative pour espérer un changement dans les structures de l'Etat. La SC, comme nous le montre bon nombre des exemples cités dans ce travail, s'est d'abord heurtée à un Etat répressif et elle est aujourd'hui encore confrontée à certains traits de cet Etat prédateur. Depuis la transition, il ne s'agit plus de coopter ou de réprimer systématiquement les organisations sociales, mais l'Etat continue à bloquer le développement d'un capital social

²⁷² NICKSON, Andrew. « Reformando el Estado en Paraguay » In ABENTE, Diego et MASI, Fernando. *Estado, Economía y Sociedad: Una Mirada Internacional a la Democracia Paraguaya*. Asunción-Paraguay: CADEP, 2005, p. 45-47.

²⁷³ LAMBERT, « Una ruptura con el pasado... » *Loc. cit.* p. 165-170.

²⁷⁴ Tant le Brésil comme l'Argentine ont manifesté leur soutien pour que le Paraguay poursuive son processus de démocratisation. Par contre, une réforme de l'Etat devrait améliorer les capacités économiques du Paraguay et dans ce sens, même si ces pays font partie d'un bloc économique régional, l'image d'un Paraguay davantage développé dans la région ne semble pas être une priorité pour les deux puissances du cône sud. Par ailleurs, depuis la signature du traité d'Asunción en 1991, le Paraguay n'a pas vraiment réussi à tirer profit de son intégration au bloc et a subi les effets de multiples asymétries. D'une part, le Paraguay a été incapable de négocier face aux autres partenaires et, d'autre part, il a maintes fois été bloqué par des mesures protectionnistes encore présentes dans les marchés argentins et brésiliens. Cf. LAMBERT, Peter, "Paraguay in Mercosur: ¿Para qué?" In Dominguez, Francisco and Marcos Guedes de Oliveira, *Mercosur: Between Integration and Democracy*, Bern: Peter Lang, 2004 et RODRIGUEZ, José Carlos, "Una ecuación irresuelta : Paraguay-Mercosur" In *Los rostros del Mercosur*, CLACSO, Buenos Aires, 2001.

fondamental pour l'affermissement de la SC (surtout à travers un enseignement médiocre et des services sociaux inefficaces).²⁷⁵

La SC est restée longtemps à l'étape de protestation, elle est peu à peu arrivée à l'étape des propositions. Toutefois, comme l'Etat est peu coopérant et ne réagit pas face à ses propositions, elle doit passer à l'étape de la pression (toutefois ces étapes ne sont pas linéaires). En effet, la SC a déjà tenté d'exercer une pression sur l'Etat et elle a obtenu quelques résultats. Néanmoins, les vrais changements ne sont pas encore survenus et certaines pistes restent inexplorées. Nous retombons ici face à la faiblesse des demandes sectorielles, alors qu'une SC qui se mobilise unie aurait plus de chances en faisant pression sur le gouvernement jusqu'à ce qu'elle obtienne ce qu'elle revendique. En termes d'occupation de l'espace politique ouvert depuis la démocratie, la SC semble être en train de faire sa part, mais elle manque de victoires face à l'Etat. Ces victoires peuvent aussi venir lorsque ce dernier est affaibli par des crises politiques ou économiques. Lorsqu'une crise économique survient, les aspects prédateurs de l'Etat peuvent s'affaiblir (surtout en termes de rentes) et dans ce même contexte la SC a tendance à se renforcer, avec l'affermissement des organisations sociales et l'apparition de nouveaux acteurs faisant entendre leur voix. Bien que les crises puissent être un moment propice pour des changements institutionnels, elles demeurent des moments à double tranchant, car elles peuvent aussi provoquer des réactions politiques adverses à l'ordre démocratique.²⁷⁶

Tout au long de ce travail, nous avons évoqué des éléments qui nous permettent de mieux comprendre comment l'Etat paraguayen peut rester impassible face aux demandes de la SC. En effet, nous pensons tout d'abord à l'histoire de l'Etat paraguayen, ce dernier occupant une position forte dans le contexte politique et restant le centre de toutes les décisions et éventuels changements dans le pays. Avec cette prépondérance de l'Etat dans le politique survient une crainte encore présente dans la population. Cette dernière est encore présente à cause de l'usage de la violence légitime fait par l'Etat paraguayen lors du régime

²⁷⁵ RICHARDS, Donald G. « Es posible un Estado para el Desarrollo en el Paraguay ? » In ABENTE, Diego et MASI, Fernando. *Estado, Economía y Sociedad: Una Mirada Internacional a la Democracia Paraguaya*. Asunción-Paraguay: CADEP, 2005, p. 33-36.

²⁷⁶ *Idem*.

passé. Ainsi, même si le contexte démocratique a permis une ouverture et une liberté d'expression incomparables avec l'époque stroessniste, une certaine crainte de l'Etat demeure, tarde à s'effacer et freine la détermination des citoyens. Par ailleurs, des traits culturels fortement enracinés permettent aussi à l'Etat d'ignorer les demandes qui lui sont adressées. Nous pensons ici au *ñembotavy* et à l'*opa reí*, véritables armes pour d'abord négliger des revendications et ensuite laisser que le temps fasse oublier ces demandes sans les honorer. Enfin, le contexte d'interdépendance et de globalisation internationale offre aussi à l'Etat paraguayen pléthore d'arguments laissant comprendre qu'il ne fait que subir les aléas d'un jeu mondial, dans lequel il est incapable de tirer les ficelles.

4.8 Conclusion

Nous avons abordé la mobilisation citoyenne lors de deux évènements clé de la politique paraguayenne depuis la transition. En effet, ces moments sont des tournants de la vie politique du pays et ils sont aussi des moments charnière pour la SC. Tout d'abord, les relations entre la SC et l'armée ont été mises à l'épreuve avec un retour en force de certaines figures militaires sur la scène politique. Le manque d'échanges entre des militaires assoiffés de pouvoir et une SC en évolution ont évidemment conduit ces acteurs à une confrontation lors des crises. En 1996, la population et la SC ont clairement manifesté leur opposition à tout éventuel retour en arrière, ou toute interruption du processus de démocratisation. En 1999, cet engagement en faveur de la démocratie s'est fait entendre à nouveau dans un climat sociopolitique tendu. Par ailleurs, le message adressé à l'armée était clair, la SC souhaitait un retrait des militaires de la scène politique et elle était prête à se battre pour cela.

Les épisodes de 1996 et 1999 ne nous permettent pas d'affirmer que la SC est un acteur fort du processus démocratique. Depuis une perspective plus théorique, cette force de la SC que nous évoquons passe forcément par une SC elle-même démocratique. Dans ce sens, nous faisons référence aux liens étroits entre citoyenneté et SC et le rôle de cette dernière dans le processus de démocratisation. Ainsi, le rôle politique de la SC ne se limite pas à représenter et défendre des intérêts, au contraire, sa tâche est aussi celle de créer des citoyens, répandre une prise de conscience et éclairer les limites entre ce qui est publique et

politique.²⁷⁷ Dans les deux événements analysés ci-dessus, nous ne pouvons pas parler d'un tel effet de la SC auprès des citoyens. Néanmoins, nous pouvons constater qu'une valorisation de la démocratie s'est produite depuis le début de la transition. Par ailleurs, ces événements montrent également qu'une des caractéristiques de cette SC est sa réaction en fonction de la conjoncture du pays. En effet, personne n'aurait pu prédire une telle réaction lors de ces deux événements. Dans ce sens, cette impressionnante manifestation de la volonté populaire et des secteurs sociaux n'a pas eu de suite et l'énergie déployée s'est rapidement estompée. Toutefois, nous constatons que plusieurs acteurs de la SC demeurent attentifs au déroulement de la politique locale. Enfin, ces moments de l'histoire paraguayenne évoquent le rattachement aux principes démocratiques dans le sens d'un refus de tout retour en arrière plus que dans le sens d'une implication quotidienne.

Nous pensons qu'il est important de souligner l'impact des jeunes Paraguayens dans cette SC. En effet, ce sont eux qui ont montré la voie à d'autres organisations et mouvements sociaux afin de se battre pour la démocratie. Leur courage et leur détermination ont coûté des vies, mais ils ont été à la base de la sauvegarde du processus démocratique paraguayen. Bien que leur condition de jeunes soit passagère, il est encourageant pour l'avenir de la SC de voir leur implication pour des valeurs démocratiques, même si elle a été ponctuelle. Enfin, la transition paraguayenne, nous l'avons vu, s'est faite depuis le haut. Néanmoins, une importante pression depuis le bas, comme en témoignent les cas de 1996 et 1999, a permis de maintenir le système politique lorsque celui-ci menaçait de s'effondrer face à une crise.²⁷⁸ Ce constat n'est pas peu de chose et confirme l'importance, tout comme le potentiel, de la SC dans son ensemble.

Bien que la SC paraguayenne ait réussi à occuper l'espace politique ouvert lors du changement démocratique de 1989, nous conservons l'idée que son rôle est mineur dans la transition. La faible influence de la SC sur le processus de transition peut être attribuée à

²⁷⁷ BRYSK, Alison. « Democratizing Civil Society in Latin America » In *Journal of Democracy*, Vol. 11, n° 3, juillet 2000, p. 151-154.

²⁷⁸ RIVAROLA, Milda. « Sociedad y Política, una tortuosa relación » In Alejandro Vial (coord.) *Cultura política, sociedad civil y participación ciudadana: el caso paraguayo*. Asunción-Paraguay: CIRD, 2003, p. 112-114.

plusieurs éléments. D'une part, de nombreux défis hantent la SC paraguayenne. En effet, elle doit faire face à une culture politique du pays fortement imprégnée par des traits d'autoritarisme. Dans ce sens, l'image de la démocratie paraguayenne perçue par les citoyens est mauvaise, car elle ne répond pas aux aspirations et aux besoins d'une population qui s'appauvrit. Dans un tel contexte, les poches de pauvreté et l'augmentation de l'insécurité représentent des opportunités pour des *caudillos* cherchant un retour vers des modèles politiques autoritaires.

Par ailleurs, la SC, tout comme les autres acteurs de la transition, doit faire face à des fléaux tels que le clientélisme et la corruption. Ces phénomènes représentent aujourd'hui de sérieux défis, car le clientélisme est enraciné dans la culture et la corruption généralisée est aussi en train d'envelopper les mœurs de la population. Egalement, la corruption est omniprésente dans les institutions du pays et atteint sérieusement la crédibilité du gouvernement. En effet, une partie de la population associe démocratie avec corruption, en oubliant que cette dernière existait déjà sous Stroessner et qu'elle fait la une des journaux seulement depuis l'ère démocratique. Malgré l'ampleur du défi, la SC s'organise et tente de contrecarrer ces phénomènes en les dénonçant et en espérant que les autorités prendront les mesures nécessaires. Seulement, la volonté politique fait défaut et l'impunité demeure présente, ce qui continue à générer un terrain favorable pour la corruption. Ainsi, malgré le grand nombre de dénonciations faites par les organisations de la société civile, les responsables des actes de corruption ne sont pas appréhendés.

Enfin, dans ce chapitre nous constatons également que l'Etat est un véritable obstacle pour le développement de la société et de la SC. Nous avons évoqué les caractéristiques d'un Etat prédateur qui continuent à être présentes et qui limitent les actions entreprises par différentes organisations de la société civile. L'Etat nécessite impérativement de profondes réformes pour envisager une gestion en faveur du développement du pays. Comme ces réformes ne semblent pas envisageables depuis la classe politique, nous avons abordé la possibilité d'une influence de la SC pour intervenir et provoquer des changements nécessaires. Toutefois, les capacités de la SC face à l'Etat restent limitées, d'autant plus que ce dernier semble déterminé à rester hermétique à une collaboration avec la SC. Enfin, nous

pensons que la SC a encore un pas à faire en termes de pression sur l'Etat lorsqu'elle revendique des changements importants.

Conclusions finales

Dans ce travail, nous avons analysé le processus de démocratisation du Paraguay, en nous servant du parcours de la SC. En nous cantonnant au cadre théorique de la transitologie, nous avons abordé le développement de cette SC en privilégiant les aspects inhérents au processus de démocratisation paraguayen. Ainsi, nous avons abordé les caractéristiques du régime stroessniste et les éléments que la transition paraguayenne a « hérité » de cette dictature. Nous pensons notamment aux effets de la jonction faite entre l'armée, le parti *colorado* et l'Etat, car les militaires ont été les précurseurs du changement démocratique et le parti *colorado* continue au pouvoir jusqu'à présent. Par ailleurs, des éléments moins tangibles ont eux aussi été « hérités », nous faisons référence à la culture autoritaire qui influence le tissu social. Dans ce sens, plusieurs éléments culturels utilisés sous la dictature pour survivre -dans le cas des citoyens qui subissaient la dictature- ou pour conserver le pouvoir -dans le cas de ceux qui bénéficiaient du régime en place- continuent à influencer le mode de vie des citoyens. Dans un tel contexte, la SC paraguayenne demeure un acteur de taille pour la démocratisation et ce travail a tenté d'identifier son parcours et ses caractéristiques dans le but d'estimer son importance dans l'affermissement du processus démocratique.

Dans un premier temps, nous avons rappelé les éléments théoriques sur lesquels nous basons ce travail à travers les études de la transitologie et la démocratisation de l'Amérique Latine. Nous avons également abordé, bien que brièvement, le contexte historique du Paraguay qui a précédé la dictature de Stroessner et la transition démocratique. Avec ces éléments théoriques et historiques, les chapitres suivants se sont concentrés sur les caractéristiques de la transition paraguayenne et plus particulièrement sur un de ses acteurs, la SC. Cette dernière a été traitée plus en profondeur en abordant plusieurs de ses éléments. Ainsi, nous avons d'abord rappelé le contexte autoritaire dans lequel elle s'est développée, pour ensuite évoquer son émergence, ses caractéristiques et le parcours de ses acteurs principaux. Par exemple, notre analyse s'est tournée vers les mouvements paysan, ouvrier et des femmes car ils constituent, dès leurs débuts, des pièces maîtresses de la SC paraguayenne. Une fois que les principaux acteurs ont été identifiés et étudiés, le travail s'est intéressé à la capacité de mobilisation dont a fait preuve la SC lors des crises politiques qui ont secoué le pays dans les années 90. En effet, notre intérêt s'est tourné vers ces événements

car ils constituent des moments forts où une majorité de la SC a manifesté sa détermination pour que le processus démocratique se poursuive. Enfin, nous avons apporté des éléments qui nous permettent d'élucider le rôle de la SC dans le processus démocratique lui-même. Ceci nous a poussé vers différents défis qui se dressent face à la SC et constituent de véritables freins pour son action en faveur du renforcement démocratique. Parmi ces défis, un des éléments principaux que nous avons signalé est l'Etat. Ce dernier, en conservant une structure et un fonctionnement favorables à certaines élites au pouvoir, représente un véritable obstacle pour que les initiatives de la SC puissent avoir un impact positif.

Au début de ce travail, nous avons formulé une hypothèse dans laquelle la SC paraguayenne est considérée faible dans un processus démocratique où elle a un rôle déterminant à jouer. A l'heure de tirer des conclusions à propos des résultats obtenus, nous pouvons dire que l'hypothèse est confirmée, mais que certaines nuances doivent être apportées. D'une part, si nous regardons la SC face à l'Etat, nous pouvons affirmer que la SC paraguayenne est faible et qu'elle n'a pas réussi à remplir son rôle pour renforcer le processus démocratique. En effet, nous avons constaté que les résultats obtenus en termes d'influence dans les politiques publiques sont maigres, que la pression exercée pour que des réformes soient mises sur pied sont insuffisantes et que la capacité à transformer les promesses du gouvernement en actes concrets est presque nulle. Toutefois, dans ce contexte il faut prendre en compte le fait que l'Etat paraguayen rassemble des caractéristiques qui rendent tout changement particulièrement difficile. En effet, la continuité du parti *colorado* au pouvoir depuis plus de 60 ans et une élite politique accrochée au pouvoir et aux rentes de l'Etat sont des facteurs qui favorisent l'inertie. La faiblesse de la SC est donc entendue comme une impuissance face à l'Etat.

D'autre part, tout au long du travail, nous avons pu percevoir le développement de cette SC, la variété de ses organisations et leur capacité de mobilisation lors des crises politiques. Dans ce sens, la SC a revêtu une importance particulière pour résoudre des crises politiques qui menaçaient la stabilité institutionnelle du pays. Comme nous l'avons vu plus haut, c'est aussi grâce à la pression exercée depuis la rue que les crises d'avril 1996 et mars 1999 ont trouvé une issue démocratique. Cette capacité de mobilisation et l'engagement en

faveur de la démocratie sont des aspects positifs et encourageants qui vont dans le sens du renforcement de la SC. Si notre travail se basait essentiellement sur les mobilisations de la SC face aux crises politiques des années 90, nous aurions probablement conclu en soulignant la force et la détermination de l'ensemble de ces organisations. Enfin, le caractère ponctuel de ces manifestations révèle l'attitude sporadique de la SC en fonction des événements conjoncturels. Toutefois, ces événements témoignent de la prise de conscience de la SC quant à son potentiel et la valorisation de la démocratie face aux modèles autoritaires d'antan.

Dans le contexte latino-américain, les théories sur la transition et la démocratisation mettent fortement l'accent sur l'importance de la SC pour un renforcement, voir un enracinement, de la démocratie dans ces sociétés. Ainsi, comme nous le révèlent les derniers travaux d'O'Donnell, l'affermissement démocratique passe par un approfondissement de ces valeurs auprès des citoyens. Egalement, si nous reprenons les travaux de Linz et Stepan à propos de la consolidation, nous nous trouvons dans la dimension *attitudinal*. Cette dernière rappelle qu'une majorité des gens doit être persuadée que tout changement politique à venir, quelles que soient les circonstances, doit émerger d'un cadre démocratique. Selon la théorie, la SC est perçue comme un acteur important pour ancrer les valeurs de la démocratie auprès des citoyens. En effet, l'ouverture démocratique est censée renverser les barrières qui empêchaient la SC d'agir et de se développer. Dans le cas du Paraguay, malgré cette ouverture et le respect des libertés essentielles, la SC s'est développée sans pour autant réussir à influencer le processus démocratique. Comme nous l'avons constaté, une faiblesse de la SC est perceptible, surtout lorsque nous observons sa capacité d'influence face à l'Etat. Ce dernier constitue en effet une pierre angulaire du processus démocratique. Seulement, dans une transition sans alternance politique et en conservant des caractéristiques « héritées » du système stroessniste, cet Etat est davantage un frein au processus démocratique plutôt qu'un instigateur.

En analysant la démocratisation du pays depuis la perspective de la SC, nous constatons aussi que la transition paraguayenne a été partielle. En effet, la présence continue du parti *colorado* a permis de pérenniser un système politique favorable à une élite au pouvoir depuis l'ère dictatoriale. Ainsi, en laissant pour demain les changements

structurels dont l'Etat a besoin, la démocratie paraguayenne réunit uniquement les éléments de base pour être considérée comme telle. En effet, le calendrier démocratique ainsi que les libertés sont respectées et le climat d'oppression des temps de la dictature n'est plus qu'un vieux souvenir. Dans ce contexte, la SC a incité les gouvernements successifs depuis 1989 à envisager des réformes importantes pour améliorer la situation socioéconomique et renforcer le processus démocratique. Mais la classe politique paraguayenne en a décidé autrement, obnubilée par son désir de conserver le pouvoir et les rentes émanant de l'Etat, sa procrastination dure depuis 19 ans déjà. Dans ce sens, la particularité du cas paraguayen nous montre que, contrairement à ce que les théories de la transition prônent, l'impact de la SC dans un processus de démocratisation n'est pas toujours déterminant.

Le 20 avril 2008, les cinquièmes élections présidentielles du Paraguay démocratique battront leur plein. Le calendrier électoral étant bien rôdé, nous rejoignons les craintes de Genoveva Ocampos « [...] *es peligroso que todo se concentre alrededor de las elecciones, es necesario interesar a la sociedad a otras realidades políticas* ». ²⁷⁹ En effet, ces élections semblent être cruciales car les sondages présentent le candidat de l'opposition, l'ex-évêque Fernando Lugo, comme le grand favori. Ses chances d'arriver à une victoire le 20 avril 2008 apportent leur lot d'espoir mais aussi d'incertitudes dans un pays où la politique est dominée depuis plus de 60 ans par le parti *colorado*. Dans ce sens, Alejandro Vial nous disait « [...] *la población tiene miedo y se pregunta que pasará si el partido colorado pierde ?* ». ²⁸⁰ Cette crainte auprès de la population peut être comprise dans un pays où la vie politique a fortement été marquée par le parti au pouvoir. Quoi qu'il en soit, la défaite du parti *colorado* lors des prochaines élections serait le signe d'une continuité dans le processus démocratique et représenterait une possibilité sans précédents pour approfondir la démocratisation au Paraguay. Cette transition freinée et inachevée à cause de la persistance au pouvoir d'une classe politique corrompue pourrait enfin se donner un élan démocratique. Toutefois, cette progression de la démocratie dépend également de la coopération de l'ensemble d'un

²⁷⁹ Il est dangereux que tout se concentre autour des élections, il est nécessaire d'intéresser la société à d'autres réalités politiques. (Notre traduction). OCAMPOS, Genoveva. Sociologue, chercheur, consultant, entretien du 29 mai 2007, Asunción – Paraguay.

²⁸⁰ La population a peur et se demande ce qu'il adviendra si le parti *colorado* perd. (Notre traduction). VIAL, Alejandro, entretien du 16 mai 2007, Asunción – Paraguay.

nouveau gouvernement. En effet, ce dernier devrait entamer un changement radical et non un simple transfert des rentes émanant de l'Etat, ou un remplacement d'intérêts particuliers. Ce contexte électoral nous amène à constater que les modèles politiques en vigueur au Paraguay ont besoin d'un renouveau. En effet, ces mêmes modèles sont ceux qui inspirent la société paraguayenne et les nouvelles classes politiques qui seront au pouvoir dans les prochaines décennies. Une alternance politique dans ce lent processus démocratique serait une réelle opportunité pour purger l'Etat et engager des réformes nécessaires pour son bon fonctionnement. Enfin, la continuité du parti *colorado* au pouvoir serait signe de continuité d'un processus démocratique bloqué par les rouages hérités de l'ère stroessniste.

En s'intéressant à la transition paraguayenne, ce travail a abordé plusieurs acteurs sans pour autant réussir à entrer dans le détail des parcours de chacune des composantes de ce processus démocratique. Nous pensons qu'il y a là une première piste de recherche, dans le but d'approfondir nos connaissances de la transition paraguayenne, la SC elle-même ainsi que le rôle de certaines de ses organisations. En effet, le dernier ouvrage consacré à la SC paraguayenne date de 1999 et une cartographie actualisée des organisations est indispensable. Une autre piste que nous avons évoquée, mais qui mérite d'être explorée en profondeur est la relation entre certaines organisations de la société civile et les partis politiques. En suivant le calendrier électoral, OSC et partis politiques semblent se rapprocher lorsque la date des élections approche et se distancent après les votations. Cette relation mérite aussi d'être étudiée plus en profondeur car malgré leur relation ambiguë, bon nombre de dirigeants des OSC finissent dans les rangs de certains partis politiques. Enfin, dans le cas d'une éventuelle continuité de ce travail dans le cadre d'études doctorales, nous pensons poursuivre la piste de la relation entre l'Etat et la SC. Nous avons déjà évoqué cette relation, complexifiée par les multiples éléments hérités du régime dictatorial précédent, et nous sommes convaincus qu'approfondir les interactions entre ces deux acteurs du processus démocratique paraguayen serait fort intéressant. Enfin, ce travail comme la plupart des travaux sur le Paraguay se centre prioritairement sur la capitale, Asunción. Une dernière piste complémentaire que nous pouvons évoquer est celle d'une recherche axée sur les mouvements sociaux et les organisations de la société civile présentes et actives dans les zones éloignées de la capitale. En effet, aucun des ouvrages consultés n'analyse en profondeur ces acteurs de la SC. Mis à

l'écart, leurs caractéristiques, activités et impact sont méconnus car ils opèrent loin du centre des décisions politiques et économiques.

Annexes

Carte du Paraguay



Source : Ministère des affaires étrangères, France. www.diplomatie.gouv.fr [site consulté le février 2008]

Entrevues réalisées :

- Almada, Martín. Expert et activistes en Droits de l'Homme, entretien du 2 juin 2007, Asunción – Paraguay.
- Barreiro, Line. Experte en mouvements des femmes, Centro de Documentación y Estudios (CDE), entretien du 26 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Boccia Paz, Alfredo. Professeur, médecin, politologue. Entretien du 30 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Boh, Luis Alberto. Intellectuel, consultant en investissements, entretien du 28 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Caballero, Alvaro. Coordinateur Général, Centro de Investigacion y Recursos para el Desarrollo (CIRD), entretien du 9 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Céspedes, Roberto. Spécialiste du domaine social, PNUD-Paraguay, entretien du 17 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Fogel, Ramón. Professeur et chercheur, faculté de sociologie, Kansas University, entretien du 10 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Galeano, José-Antonio. Professeur et chercheur, faculté d'histoire, Universidad Católica de Asunción, conseiller municipal de la ville d'Asunción, entretien du 26 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Gómez, Rosanna F. Spécialiste en développement, USAID-Paraguay, entretien du 16 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Lopez, Oscar. Fondateur et Président de l'ONG « DECIDAMOS », entretien du 11 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Ocampos, Genoveva. Sociologue, chercheur, consultant, entretien du 29 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Oviedo, Susana. Journaliste du quotidien « Ultima Hora », entretien du 2 juin 2007, Asunción – Paraguay.
- Palau, Rosa. Responsable des « Archivos del terror » au Palais de Justice d'Asunción, entretien du 24 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Parra, José. Dirigeant paysan, Asociación Campesina de Desarrollo Integrado (CADEI), entretien du 28 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Pitaud, Annabel. Technicienne en informations et communication, Centro de Investigacion y Recursos para el Desarrollo (CIRD), entretien du 9 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Rivarola, Milda. Sociologue, historienne, consultante pour les Nations Unies et la Banque Interaméricaine de Développement, entretien du 22 mai 2007, Asunción – Paraguay.
- Rodriguez, José Carlos. Sociologue, chercheur, expert en mouvements sociaux au Paraguay, Centro de Documentación y Estudios (CDE), entrevue du 8 mai 2007, Asunción – Paraguay

Simón, José-Luis. Sociologue, politologue et chercheur, Universidad Nacional de Asunción, entretien du 10 mai 2007, Asunción – Paraguay.

Vial, Alejandro. Sociologue, politologue. Coordinateur du programme Culture politique et gouvernabilité du Centro de Investigación y Recursos para el Desarrollo (CIRD), entretien du 16 mai 2007, Asunción – Paraguay.

Ynsfrán, Elisabeth. Présidente et fondatrice de l'ONG « Via Pro Desarrollo », entretien du 8 mai 2007, Asunción – Paraguay.

Bibliographie

Ouvrages et Articles :

- ABENTE, Diego et MASI, Fernando. *Estado, Economía y Sociedad: Una Mirada Internacional a la Democracia Paraguaya*. Asunción-Paraguay: CADEP, 2005, 295p.
- ABENTE, Diego. « 'People Power' in Paraguay » In *Journal of Democracy*, Vol. 10, no. 3 (1999) p. 93-100.
- ABENTE, Diego (coord). *Paraguay en transición*. Caracas-Venezuela: Editorial Nueva Sociedad, 1993, 256 p.
- ABENTE, Diego. « Stronismo, Post-Stronismo, and the Prospects for Democratization in Paraguay » In *Kellogg Institute Working Papers*, No. 119 (march 1989).
- ABENTE, Diego. « Constraints and Opportunities : Prospects for Democratization in Paraguay » In *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 30, no. 1 (Spring 1988) p. 73-104.
- ARDITI, Benjamin. *Adios a Stroessner : La reconstrucción de la política en el Paraguay*. Asunción – Paraguay : CDE y RP Ediciones, 1992
- ARDITI, Benjamin. « Elecciones y partidos en el Paraguay de la transición » In *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 52, no. 4 (oct-déc 1990), p. 83-98.
- ARDITI, Benjamin et RODRIGUEZ, José Carlos. *La Sociedad a Pesar del Estado : Movimientos Sociales y Recuperación Democrática en el Paraguay*. Asunción-Paraguay : Ed. El Lector, 1987. 106p.
- AYALA AMARILLA, Oscar, GOMEZ HANSEN, Idalina et PALAU, Marielle. *Informe de la Sociedad Civil sobre el Cumplimiento del PIDESC en Paraguay en el contexto rural (2000-2005)*. Asunción-Paraguay, 2007, 295p.
- BAREIRO, Line, ESCOBAR, Ticio, et Saúl SOSNOWSKI (comp.) *Hacia una Cultura para la Democracia en el Paraguay*. Asunción-Paraguay : CDE, 1994, 275p.
- BLANCH, José M. (sous la dir.) *El Precio de la Paz*. Asunción-Paraguay : CEPAG, 1991. 574p.
- BRYSK, Alison. « Democratizing Civil Society in Latin America » In *Journal of Democracy*, Vol. 11, no. 3, juillet 2000, p. 151-165.
- BURGESS, Sean W. et Dominique FOURNIER. « Form Before Function : Democratization in Paraguay » In *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, Vol. 25, no. 49 (2000).
- CAROTHERS, Thomas. *Critical Mission : Essays on Democracy Promotion*. Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, 2004, 299p.
- CAROTHERS, Thomas. "A Reply to My Critics" In *Journal of Democracy*, Vol. 13, No. 3 (July 2002), p.33-38.

- CAROTHERS, Thomas. "The End of the Transition Paradigm" In *Journal of Democracy*, Vol. 13, No. 1 (January 2002), p.5-21.
- CAROTHERS, Thomas. « Civil Society » In *Foreign Policy*, No. 117 (Winter 1999-2000) p. 18-29.
- CARTER, Miguel. « The Role of the Paraguayan Catholic Church in the Downfall of the Stroessner Regime » In *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 32, no. 4 (Winter, 1990), p. 67-121.
- CESPEDES, Roberto. « Capacidades y Libertades : Participación en las elecciones municipales de 2001 en Paraguay » In *Revista Latinoamericana de Desarrollo Humano*. no. 22 et 23 (juin, juillet 2006).
- CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. 420p.
- Corporación Latinobarómetro, *Informe Latinobarómetro 2006*, [En ligne] www.latinobarometro.org.
- DAHL, Robert. *Polyarchy: Participation and Opposition*. New Haven: Yale Univ. Press, 1971, 227p.
- DENT, David. *The Legacy of the Monroe Doctrine: A Reference Guide to U.S. Involvement in Latin America and the Caribbean*. Westport-Connecticut, Greenwood Press, 1999.
- DIAMOND, Larry. « Toward Democratic Consolidation » In L. Diamond and M. F. Plattner (ed.) *The Global Resurgence of Democracy*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996.
- DIAMOND, Larry ; LINZ, Juan J. and LIPSET Seymour Martin. *Democracy in Developing Countries : Latin America*. London : Adamantine Press, 1988-1989. 515p.
- FEMIA, Joseph V. « Barrington Moore and the Preconditions for Democracy » In *British Journal of Political Science*, Vol. 2, No. 1 (janvier 1972) p. 21-46.
- FREGOSI, Renée. « Paraguay, mai 1998 : des élections en trompe-l'œil » In *Problèmes d'Amérique Latine*, no. 31 (oct-déc 1998), p. 51-68.
- FREGOSI, Renée. *Le Paraguay au XX^{ème} siècle : Naissance d'une démocratie*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1997. 399p.
- FREGOSI, Renée. « La société paraguayenne et la transition démocratique » In *Problèmes d'Amérique Latine*, No. 10 (juillet-sept. 1993), p. 3-29.
- GARRETON, Manuel Antonio. « Revisando las transiciones democráticas en América Latina » In *Nueva Sociedad*, no. 148 (mars-avril 1997), p. 20-29.
- GROW, Michael. *The Good Neighbour Policy and Authoritarianism in Paraguay*. Kansas, The Regent Press of Kansas, 1981.
- GUILHOT, Nicolas et SCHMITTER, Philippe C. "De la Transition à la Consolidation : Une lecture rétrospective des démocratisation studies" In *Revue Française de Science Politique*, Vol. 50, No. 4-5 (août-octobre 2000), p. 615-631.

- LARSEN, Stein U. *The Challenges of Theories on Democracy : Elaborations Over New Trends in Transitology*. New York : Columbia University Press, 2000, 488p.
- LINZ, Juan J. and STEPAN, Alfred. "Toward Consolidated Democracies" In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 2, April 1996, p.14-33.
- LINZ, Juan J. and STEPAN, Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-communist Europe*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, 479p.
- LINZ, Juan J. and STEPAN, Alfred. *The Breakdown of Democratic Regimes : Latin America*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1978, 216p.
- LIPSET, Seymour Martin. « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy » In *The American Political Science Review*, Vol. 53, No. 1. (Mars 1959) p. 69-105.
- MANSILLA, H.C.F. « Los límites de la democracia contemporánea y de las teorías de la transición » In *Nueva Sociedad*, No. 166 (2000), p. 62-75.
- Manual para Contralorías Ciudadanas*, CIDSEP/UC, Asunción-Paraguay, 2001, 85p.
- MOORE, Barrington. *Social Origins of Dictatorship and Democracy*. Harmondsworth : The Penguin Press, 1967.
- MORINIGO, José Nicolás (coord). *Marzo de 1999: Huellas, Olvido y Urgencias*. Asunción : Universidad Católica de Asunción, 1999, 264p.
- NICKSON, Andrew. « The Overthrow of the Stroessner Regime : Re-establishing the Status Quo » In *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 8, no. 2 (1989), p. 185-209.
- NICKSON, Andrew. "Tyranny and Longevity: Stroessner's Paraguay" In *Third World Quarterly*, Vol. 10, no. 1, Succession in the South, (jan. 1988) p. 237-259.
- O'DONNELL, Guillermo. « In Partial Defense of an Evanescent Paradigm » In *Journal of Democracy*, Vol. 13, no 3 (July 2002), p.6-12.
- O'DONNELL, Guillermo. « Democracy, Law and Comparative Politics » In *Kellogg Institute Working Papers*, No. 274 (april 2000).
- O'DONNELL, Guillermo. « Illusions and Conceptual Flaws » In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 4 (October 1996), p.160-168.
- O'DONNELL, Guillermo. « Illusions About Consolidation » In *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 2 (April 1996), p.34-51.
- O'DONNELL, Guillermo ; SCHMITTER, Philippe C. and WHITEHEAD, Laurence. *Transitions from Authoritarian Rule : Prospects for Democracy*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986, 190p.
- O'DONNELL, Guillermo. *El Estado Burocratico Autoritario*. Buenos Aires: Editorial del Belgrano, 1982, 499p.
- O'DONNELL, Guillermo. *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*. Berkeley: University of California Press, 1979, 219p.

- OCAMPOS, Genoveva et RODRIGUEZ, José Carlos. *Hacia el fortalecimiento de la sociedad civil en Paraguay : un desafío pendiente*. Asunción-Paraguay : BASE-CDE, 1999, 125p.
- OXHORN, Philip. « Conceptualizing Civil Society from the Bottom Up : A Political Economy Perspective » In Richard Feinberg, Carlos H. Waisman and Leon Zamosc, eds. *Civil Society and Democracy in Latin America*. Palgrave Macmillan. 2006, p. 59-84.
- PILZ, Dania. « Pérdida de protagonismo del movimiento sindical y deterioro de las condiciones laborales marcan el final de una década » In *Derechos Humanos : Derecho a la asociación, reunión y participación*. Centro de documentación y estudios (CDE), 2005, p. 295-303.
- POJOAJU. *Identidad y Acción de las ONGs en el Paraguay. Una contribución al debate*. Asunción-Paraguay : Asociación de Organizaciones No Gubernamentales del Paraguay, POJOAJU, 2006. 192p.
- POWERS, Nancy. « The Transition to Democracy in Paraguay: Problems and Prospects » In *Kellogg Institute Working Papers*, No. 171 (january 1992).
- Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. *La democracia en América Latina : hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*. Buenos Aires : Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, 2004, 288p.
- RIQUELME, Quintín. *Los sin tierra en Paraguay*. Conflictos agrarios y movimiento campesino. Buenos Aires : CLACSO, 2003, 215p.
- RUSTOW, Dankwart A. « Transitions to Democracy : Toward a Dynamic Model » In *Comparative Politics*, Vol. 2, no. 3 (avril 1970) p. 337-363.
- SCHMITTER, Philippe. « Clarifying Consolidation » In *Journal of Democracy*, Vol. 8, No. 2 (1997), p.168-174.
- SCHMITTER, Philippe C. Karl, Terry Lynn. "The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far to the East Should They Attempt to Go?" In *Slavic Review*, Vol. 53, no. 1 (spring 1994) p. 173-185.
- SELIGSON, Mitchell. A. « Cultura política en Paraguay : Lineamientos de Estudios de Valores Democráticos para el año 1996 » In CIRD, *Transición en Paraguay : Cultura política y valores democráticos*, Asunción Paraguay : Ed. CIRD-USAID, 1998. p. 45-120.
- SONDROL, Paul C. « The Emerging New Politics of Liberalizing Paraguay : Sustained Civil-Military Control Without Democracy » In *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 34, no. 2 (summer, 1992), p. 127-163.
- SOTO Clyde, BAREIRO Line, RIQUELME Quintín et VILLALBA Roberto. « Sociedad civil y construcción democrática en Paraguay : Experiencias de participación e incidencia de los movimientos sociales » In Maria do Carmo A. Albuquerque (Sous la dir.) *La Construcción Democrática Desde Abajo en el Cono Sur*. Sao Paulo-Brésil : Instituto Polis, 2004. 264p.

VALENZUELA, Arturo. *The Collective Defense of Democracy : Lessons from the Paraguayan Crisis of 1996. A report to the Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict*. New York: Carnegie Corporation, 1999, 32p.

VIAL, Alejandro (coord.) *Cultura política, sociedad civil y participación ciudadana: el caso paraguayo*. Asunción-Paraguay: CIRD, 2003, 440p.

Journaux Paraguayens consultés :

Ultima Hora, www.uhora.com.py

ABC Color, www.abc.com.py

Sites Internet consultés :

www.cde.org.py

www.cia.gov

www.cird.org.py

www.latinobarometro.org

www.usaid.org